★ TRENTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 9320 | 16 PAGES | DERNIÈRE ÉDITION | — JEUDI 2 JANVIER 1975

EN 1975

Les Allemands de l'Ouest paieront moins d'impôts

LIRE PAGE 16.



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,20 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 7 sch. ; Belgique, 10 fr. ; Canada, 50 c. cts ; Danemark, 2,75 kr. ; Espagne, 18 pes. ; Grande-Bretagne, 14 p. ; Grèce, 15 dr. ; Iran, 45 ris. ; Italie, 250 l. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 10 fr. ; Norvège, 3,50 kr. ; Pays-Bas, 0,95 fl. ; Portugal, 10 esc. ; Suède, 1,75 kr. ; Suisse, 0,90 fr. ; U.S.A., 60 cts ; Yougoslavie, 8 n. din.

Tarif des abonnements page 12

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 65572
Tél. : 770-91-29

L'INDOCHINE TOUJOURS EN GUERRE

Les forces révolutionnaires marquent des points au Vietnam du Sud et au Cambodge

L'année 1975 a mal commencé dans le sud de l'Indochine, où aucun signe de paix n'est en vue.

Les Khmers rouges intensifient leurs pressions aux alentours de Phnom-Penh. Au Vietnam du Sud, les forces du Front national de libération, toujours très actives dans le Delta, sont en passe de contrôler totalement la province de Phuoc-Long, au nord de la capitale, le long de la frontière du Cambodge.

A Washington, M. Habib, secrétaire d'Etat adjoint, a souligné la nécessité de poursuivre l'aide américaine au régime de Saigon.

La bataille fait rage près de Phuoc-Binh, capitale de la province de Phuoc-Long, à 125 kilomètres au nord-est de Saigon. Après avoir occupé, en deux semaines, trois sous-secteurs et une base, les communistes ont commencé, mardi 31 décembre, l'attaque des positions protégeant immédiatement la petite ville. Très rapidement, les défenseurs d'un sous-secteur situé à 4 kilomètres, et ceux d'une petite base, cédaient devant l'adversaire, qui aurait utilisé des chars de fabrication soviétique.

● **A SAIGON**, cette intense activité militaire a provoqué deux réactions. Le président Thieu a déclaré, le 1er janvier, devant le corps diplomatique, que « *ces actions* (communistes) *donnent le signal d'une offensive de plus grande envergure dans les prochains jours* » ; il s'est cependant dit confiant dans le succès de ses troupes, a exhorté ses compatriotes à « *soutenir l'armée* » et a estimé que, « *avec un programme pratique de développement économique, et grâce à la présence du pétrole, la République du Vietnam pourra apporter, dans un avenir assez proche, sa part dans la communauté internationale dans les deux domaines des produits alimentaires et de l'énergie* ». Le président Thieu a affirmé que les communistes « *refusent toute négociation* ».

De son côté, Mgr Binh, archevêque de Saigon a déclaré : « *Il est difficile de trouver une solution à la guerre s'il n'existe pas un esprit de réconciliation basé sur les réalités du pays et le respect mutuel. La paix n'est pas venue dans notre pays parce que les parties concernées n'ont pas fait les efforts nécessaires.* »

● **A HANOI.** — Selon le correspondant de l'A.F.P., les abris collectifs installés un peu partout à l'époque des bombardements sont démontés et les pièces d'artillerie lourde retirées.

Les dirigeants incitent la population à produire plus : en 1975, le produit national brut devra augmenter de 19,6 %. Le correspondant de l'A.F.P. met en garde contre les informations venues de certains pays limitrophes, selon lesquelles le Nord « *mobilise* ». En fait il s'agit du traditionnel appel sous les drapeaux de la fin de l'année.

● **AU CAMBODGE**, les révolutionnaires ont occupé plusieurs positions à 10 kilomètres de Phnom-Penh, qui, pendant la nuit de la Saint-Sylvestre, a été sans cesse secouée par les explosions d'obus et de bombes lâchées par l'aviation, cependant que cinq roquettes tombaient sur le centre de la capitale.

L'agence A.P. indique que, mardi, les troupes du maréchal Lon Nol ont perdu près de Phnom-Penh environ trois cents hommes et que des centaines d'autres ont décroché, traversant le fleuve à la nage.

UN ENJEU POLITIQUE

Par centaines les jours « fastes », par milliers les autres jours, meurent, au combat ou pris dans les combats, des Vietnamiens et des Cambodgiens. Soixante-sept mille militaires tués dans les deux camps, cinquante-sept mille autres blessés en 1974, indique Saigon. Bien plus qu'en 1973. Mais deux cent vingt-cinq mille adversaires mis hors de combat, affirme le G.R.P sud-vietnamien. Et, dans le pays voisin, les Phnompenhois ont passé la nuit du Nouvel An à écouter les tirs de mitrailleuses et les explosions de bombes.

Intraitables dans leur refus de discuter avec les « traîtres », les révolutionnaires khmers, peu impressionnés par la « détente », cause profonde de leur échec diplomatique à l'ONU, repartent à l'assaut des défenses de la citadelle Phnom-Penh. Ils ne se font guère d'illusion : la fin de la guerre n'est pas pour demain. Leur victoire passe par leur capacité d'organisation, mais aussi par le décrochage des Américains. Le problème cambodgien reste très lié au problème sud-vietnamien.

Washington soutient toujours le régime de Saigon, sans pour autant écarter l'hypothèse d'un changement de direction. Mais, les actuelles opérations communistes, s'ajoutant à une crise urbaine de plus en plus perceptible, contribuent à ébranler les fondations d'un système qui ne ressemble pas précisément à celui dont les accords de Paris prévoyaient la création. Encore ne faut-il pas exagérer l'ampleur des attaques des dernières semaines. Si les offensives localisées des communistes provoquent davantage de commentaires, c'est qu'elles sont mieux connues, grâce aux communiqués de Saigon, que les innombrables violations des accords par les troupes de M. Thieu.

La récolte de riz provoque toujours dans le Delta un renouveau de la « concurrence » entre les deux camps. Les communistes, qui reprennent ici et là du terrain naguère perdu, veulent sans doute aussi tester l'adversaire alors que celui-ci commence à ressentir durement les effets de la diminution de l'aide américaine, tandis que Hanoï ne ménage pas son assistance au G.R.P. Mais l'essentiel ne réside pas dans l'analyse des forces militaires. L'enjeu est politique. Alors que, mercredi, M. Thieu demandait à la population de s'unir autour de l'armée, des étudiants catholiques manifestaient à Saigon contre la dictature, et Mgr Binh, l'archevêque de la capitale, prêchait la réconciliation, ce mot-clé des accords de Paris.

Hanoï, de son côté, s'engage résolument sur la voie de la reconstruction et de la construction, entame d'importantes réformes agraires et étudie d'ambitieux projets industriels. Le G.R.P. travaille, à un niveau plus modeste, au démarrage économique de ses propres zones. En face, M. Thieu vante la grandeur de la libre entreprise, répétant une leçon mal adaptée au pays devant une population de plus en plus pauvre et impressionnée par la corruption d'une minorité de profiteurs.

Conscients du « pourrissement » de la situation, les Américains ne sont pourtant pas prêts à modifier réellement leur politique de toujours. Par la volonté du Congrès, ils disposent d'ailleurs de moyens plus limités que dans le passé. Et ils feraient fausse route en pensant que le G.R.P. et Hanoï modifieront leurs plans pour se mettre à l'unisson de « l'esprit de Vladivostok ».

Londres n'ayant pas encore ratifié le traité

NOUVELLES MENACES pour le tunnel sous la Manche

A compter du 1er janvier, le tunnel sous la Manche n'a plus de fondement juridique. Le traité entre Londres et Paris et la convention signée avec les deux sociétés financières privées prévoyaient que les Parlements devaient ratifier, avant la fin de l'année 1974, l'accord conclu solennellement à Chequers, le 17 novembre 1973, par M. Heath et G. Pompidou. Le gouvernement de M. Jacques Chirac s'est acquitté de cette tâche dans les délais prévus, mais celui de M. Wilson ne l'a pas fait.

Tous ces « ennuis » sont nés de la demande du gouvernement britannique, le 26 novembre dernier, de bénéficier d'un délai supplémentaire afin de trouver une solution plus économique pour construire la nouvelle voie ferrée entre Douvres et l'agglomération londonienne. Les calculs faisaient en effet apparaître une facture de 373 millions de livres pour cette nouvelle infrastructure à travers le charmant paysage du Kent, tout à fait insupportable pour les finances britanniques déjà mises à mal par la conjoncture internationale.

Paris, désireux de ne rien faire qui puisse compromettre les chances de réalisation de l'ouvrage dans les délais prévus (l'ouverture est prévue pour 1980-1981) proposa alors à Londres d' « arrêter la pendule » au 31 décembre 1974 et de repousser de quelques semaines, voire de quelques mois, cette date fatidique.

Mais la difficulté vient du fait que les partenaires, dans cette affaire ne sont pas deux mais quatre : les deux gouvernements mais aussi les deux sociétés financières privées dont les actionnaires ne sont pas des sociétés d'importance et d'influence mineures : la banque Louis Dreyfus, les banques nationalisées, la Compagnie financière de Suez, la S.N.C.F., par exemple, de ce côté-ci du Channel, la Channel Tunnel Investment Limited, le groupe Rio Tinto Zinc, les groupes financiers Morgan Grenfell, Robert Fleming ou Hill Samuel, de l'autre côté.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

(Lire la suite page 15.)

CONSÉQUENCE DE LA MALADIE DE M. BREJNEV ?

Aucun dirigeant soviétique n'a prononcé le traditionnel message de Nouvel An

Au Caire, la presse continue à donner une image sereine des relations soviéto-égyptiennes, qui, selon M. Fahmi, seraient « sur la bonne voie ». Pour sa part, M. Sabri affirme qu'une nouvelle date pour la visite de M. Brejnev sera fixée prochainement.

L'ajournement du voyage est attribué, dans les milieux diplomatiques cairotes, uniquement à l'état de santé de M. Brejnev. On y rappelle que le secrétaire général du P.C. avait reçu dimanche dernier les ministres égyptiens dans un sanatorium des environs de Moscou (« le Monde » du 31 décembre et du 1er janvier). En revanche, « Al Ahram » situe la rencontre dans une datcha, où, selon ce journal, M. Brejnev « se remet d'un récent refroidissement ».

Or, à Moscou, la nouvelle année a commencé par un petit mystère : contrairement à la tradition, aucun dirigeant n'est apparu le 31 décembre à la télévision pour présenter les vœux de la direction de l'Union soviétique. Le moindre changement des rites de la vie politique soviétique est rarement dû au hasard. La modification apportée au cérémonial ne peut qu'alimenter les rumeurs sur la santé de M. Brejnev.

De notre correspondant

Moscou. — Depuis quatre ans, l'un des membres du triumvirat (soit M. Brejnev, soit M. Podgorny, soit M. Kossyguine) intervenait dans la soirée du 31 décembre à la télévision pour présenter ses vœux à ses concitoyens et dresser un bref bilan, toujours positif bien sûr, de l'année passée, aussi bien en politique intérieure qu'extérieure. Le lendemain, c'est-à-dire le 1er janvier, la *Pravda* reproduisait en première page le texte de cette intervention avec la photographie de son auteur.

Ainsi, on retrouve dans la *Pravda* du 1er janvier 1971 l'intervention et la photographie de M. Brejnev; dans celle du 1er janvier 1972, le discours et un portrait de M. Podgorny; dans celle du 1er janvier 1973, le bilan dressé par M. Kossyguine, avec également une photo. L'an dernier, c'était de nouveau au tour de M. Brejnev d'être à l'honneur.

La *Pravda* de ce 1er janvier rompt avec ce qu'on pensait être devenu une habitude. Alors que, normalement, M. Podgorny aurait dû être « de service », on ne trouve dans le quotidien du parti que le texte d'un message de bonne année signé par le comité central du parti, le presidium du Soviet suprême et le conseil des ministres. La photo rituelle du dirigeant est remplacée par un cliché représentant la place Rouge et le mausolée de Lénine. Mardi soir, peu avant les douze coups de minuit, le texte de ce message anonyme avait été lu à la télévision par un présentateur.

Ce message, qui fait référence aux rencontres de M. Brejnev avec les dirigeants américains, ouest-allemands et français, ne contient aucun élément particulièrement significatif. Il affirme, notamment que : « *le parti communiste et l'Etat soviétique poursuivront comme auparavant leur politique de consolidation de la paix entre les peuples* ». Il ajoute que « *jamais encore les conditions extérieures pour l'édification communiste n'avaient été aussi favorables qu'à l'heure actuelle* ».

Il n'est pas facile d'interpréter ce changement dans le « scénario » de fin d'année, d'autant plus que ce n'était pas, théoriquement, le tour de M. Brejnev de se produire à la télévision, mais celui de M. Podgorny, dont la santé ne donne apparemment aucune inquiétude bien qu'il soit âgé de soixante-douze ans et que de nombreuses rumeurs aient laissé prévoir son départ à la retraite. Certains pensaient cependant que M. Brejnev pourrait profiter de l'occasion pour mettre un point final aux bruits concernant son état de santé.

Constatons que le secrétaire général n'a pas voulu — ou n'a pas pu — le faire. Reste à savoir pourquoi. Comme il reste à savoir pourquoi les sources généralement les plus orthodoxes à Moscou, c'est-à-dire les plus proches du pouvoir, continuent à répandre des rumeurs pour confirmer la maladie de M. Brejnev. Si cette campagne se poursuit, on ne pourra qu'en conclure qu'un problème de succession se pose pour une raison ou une autre.

JACQUES AMALRIC.

VU PAR UN AMÉRICAIN

L'« impérialisme linguistique » de la France

par BURNETT ANDERSON (*)

Les linguistes français et américains ont identifié quelque 2 796 idiomes en usage dans le monde, à l'exclusion des dialectes mineurs. Bien que l'on discute encore de ce qui constitue exactement une langue, on peut, sans risque d'erreur, admettre qu'il en existe au total près de 3 000, dont 149 sont parlées par un million de personnes ou davantage.

Mais ces « biens de consommation linguistique » sont très inégalement répartis. Les 13 langues les plus répandues dans le monde sont employées par deux milliards et demi de personnes, soit les deux tiers de la population mondiale.

L'Union soviétique, qui n'a pu, jusqu'à ce jour, détruire les langues indigènes — plus d'une centaine — parlées dans son empire, n'en continue pas moins à encourager par tous les moyens l'usage du russe, présenté comme « langue unificatrice ». Le programme de culture hispanique mis en œuvre par l'Espagne dans les Amériques comporte un élément linguistique très important. La Grande-Bretagne apporte un soutien à l'enseignement de l'anglais dans le cadre de ses programmes culturels internationaux.

Il est curieux de relever que les Etats-Unis ne se sont jamais résolus à adopter une attitude définitive quant à la propagation de l'anglais d'Amérique à l'étranger. De temps en temps, ils ont cherché à mettre au point une politique nationale « en la matière et, une ou deux fois au moins, ont engagé le dialogue avec les Britanniques en vue d'une action menée en commun — ou en tout cas excluant toute idée de concurrence. Cependant, toutes les déclarations qui ont pu résulter de ces travaux ont sombré doucement dans l'oubli. Si l'on demandait à des diplomates américains quelle est la politique de leur pays quant à l'enseignement de l'anglais à l'étranger, il en est peu, je pense, qui pourraient fournir une réponse rationnelle. Cela est encore plus vrai des membres du Congrès.

En revanche, parmi les gouvernements représentatifs, celui de la France ne fait pas mystère de son impérialisme linguistique.

M. Pierre Laurent, alors directeur général des relations culturelles, scientifiques et techniques, a présenté l'une des descriptions les plus franches de cette politique dans une conférence vaste et nourrie intitulée : « La langue française dans *le monde* », prononcée le 8 mars 1971 devant l'Académie des sciences morales et politiques. Le thème et la portée de son analyse se trouvent résumés en cette phrase-clé : « *Notre objectif prioritaire doit être de réussir, dans les vingt années qui viennent, l'opération d'extension de la francophonie actuellement entreprise.* »

De même, un rapport officiel sur le deuxième plan quinquennal d'expansion culturelle (1), déclare sans aucune ambiguïté : « *L'expansion de sa langue, le rayonnement de sa culture et de ses idées, l'attrait de sa littérature, de sa science, de sa technique et de son art, la valeur de ses méthodes de formation des hommes, constituent pour la France, par l'influence qu'elle exerce grâce à eux, des moyens d'action essentiels de sa politique étrangère. L'action culturelle est étroitement liée à l'action politique et économique qu'elle précède, qu'elle appuie et qu'elle complète. Elle contribue directement à la puissance de notre pays sur le plan international.* »

Il est difficile d'établir avec précision la répartition exacte des ressources consacrées à l'enseignement de la langue française dans le cadre d'un programme général d'information et de promotion culturelle à l'étranger.

(Lire la suite page 5.)

★ Ministre chargé de l'information et des relations culturelles près l'ambassade des Etats-Unis à Paris.

(1) Cité par Suzanne Balous, *l'Action culturelle de la France dans le monde* (Paris, 1970), page 13.

FRATERNITÉ

L'ANNÉE qui commence doit donc être celle de la fraternité. Qui ne souscrirait à ce vœu présidentiel ? Mais qui ne voit l'abîme qui sépare la justice de la charité, ce nom chrétien de la fraternité ? L'une est de l'ordre de la raison, l'autre du cœur. Or, dans une société fondée sur l'anonymat et l'organisation, il n'y a guère de place pour le sentiment, non plus que dans une économie fondée sur le rendement et le profit. La fraternité n'est vraiment possible que lorsque la justice est satisfaite.

Pour la première fois, un président a présenté ses vœux à ces « exclus » que sont parmi tant d'autres les prisonniers, les immigrés. Mais si les propos généreux et les gestes courageux qu'il a multipliés depuis six mois en faveur des exclus ont été de peu d'effet, c'est parce qu'ils se sont heurtés non seulement à l'indifférence d'une opinion mal disposée, parce que mal informée, mais aussi à l'inertie de l'administration et, pour finir, aux refus du ministère des finances. Question de justice et non de fraternité.

A l'heure des vœux, les postiers et le personnel hospitalier ont eu droit à des honneurs présidentiels exceptionnels. Les auraient-ils eus sans leur grève ? Les auront-ils à l'heure de la négociation ? Car l'Etat est aujourd'hui victime et prisonnier de ses longues carences. Patron, il a commis une erreur comparable à celles des responsables de l'économie : l'équilibre de son budget repose en partie sur la faible rémunération de fonctionnaires parfois trop nombreux comme celui des comptes extérieurs reposait sur le bas prix d'une énergie souvent gaspillée. Depuis trop longtemps, il a pris l'habitude de mal payer ceux qui, de bas en haut, le servent ou sont censés le faire. Face à des conflits, il a souvent préféré céder sur l'âge de la retraite, dont ne se soucient guère les jeunes auxiliaires, ou la durée du travail, devenue un sujet de plaisanterie dans telle ou telle administration, plutôt que d'accorder de justes rémunérations. Question de justice et non de fraternité.

Dans la crise qu'ils traversent, le pays et le monde ont pourtant besoin, à défaut de plus de justice, d'un peu de fraternité, ou tout au moins de solidarité. Or c'est le sentiment ou le réflexe contraire qui prévaut.

Les nations, les communautés, les individus, se replient sur eux-mêmes, se bardent de refus, se hérissent de défenses. Dès lors, l'égoïsme des uns justifie celui des autres.

Dans un monde et un moment où le malheur des uns a cessé de faire le bonheur des autres, les plus riches, fussent-ils du tiers-monde, semblent indifférents au sort des pays de la faim. Dans une société où les hommes vivent entassés et dépendent plus que jamais les uns des autres, chacun tend à s'isoler, à s'ignorer, à se défendre sans se soucier du voisin. Si gênante qu'elle soit, la grève n'est pas vraiment impopulaire, car ceux qui en souffrent aujourd'hui savent qu'ils peuvent en avoir besoin demain. Commerçants et paysans ne réagissent pas autrement que les ouvriers et les fonctionnaires. C'est ainsi que le tissu social se défait.

Ni le libéralisme de principe ni la générosité de cœur du président de la République ne sont en cause. Mais les gestes, les propos et les vœux ne suffisent pas. 1975 ne sera pas l'année de la fraternité sans un grand effort de justice.

J. F.

AU JOUR LE JOUR

Le visiteur du soir

« Salut à toi, 1975 », *a dit M. Giscard d'Estaing après avoir présenté ses vœux aux Français.*

Tutoyant le temps, baptisant les années Liberté et Fraternité, projetant des dîners dans les familles de toutes conditions, laissant la chair de sa chair aux mains des Antillais, notre président façonne le changement qu'il inspire à l'image d'un petit frère des pauvres qui aurait des élégances et des trouvailles, des manières et de la méthode.

Ce faisant, il a inventé la présidence à domicile qui illustre l'impossible vers lequel tend le rêveur élyséen : être à la fois président de la République et président des Français.

Pour la même raison les rois allaient guérir les écrouelles.

BERNARD CHAPUIS.

LES MESSAGES ET LES VŒUX

EN FRANCE

AU MICRO D'EUROPE 1

Il est indispensable de continuer à changer la société française

déclare le chef de l'État

Interrogé, mardi 31 décembre, au micro d'Europe 1, M. Valéry Giscard d'Estaing a indiqué que sa présidence continuerait d'être placée sous le signe du changement.

« *Le changement*, a-t-il déclaré, *c'est fondamentalement le maître mot. J'ai été convaincu, je suis convaincu et tout ce que je vois me convainc davantage qu'il est indispensable de continuer à changer la société française. Changer ne veut pas dire la bouleverser, ne veut pas dire secouer l'ensemble des structures. Cela veut dire faire en sorte qu'on vive dans une société différente, qui soit adaptée aux besoins, au tempérament, aux réactions des hommes et des femmes d'aujourd'hui, qui ne sont pas ce qu'ils étaient il y a cinquante ans et même il y a vingt ans.* »

« *Le jugement en profondeur des Français*, a ajouté le président de la République, *le seul qui m'intéresse, est un jugement qui perçoit ce qui a été entrepris. Ce que les Français voient, c'est que la place de la France dans le monde a été réaffirmée au cours de ces six derniers mois et ils ont vu, sur un certain nombre de sujets qui étaient difficiles et qu'au fond on n'osait pas traiter — je citerai le cas de l'avortement et il y en a d'autres, — qu'on s'était efforcé courageusement de trouver des solutions contemporaines, aussi difficiles soient-elles. Ils ont vu aussi que les mouvements sociaux de l'automne, dont certains ont été préoccupants et pénibles — je pense notamment, pour les intéressés, au long mouvement des P.T.T., — que ces mouvements, finalement, se sont dénoués et qu'il n'y a pas eu cet affrontement que certains redoutaient et que d'autres annonçaient. Au total, le jugement des Français est, à l'heure actuelle, le plus positif.* »

« Un contact personnel et direct »

« *L'année 1975 aura probablement un caractère moins incertain et moins menaçant que l'automne 1973 et l'année 1974* », a estimé le chef de l'État, qui s'est dit résolu à maintenir son nouveau style. Il a précisé à ce propos :

« *Je continuerai imperturbablement, parce que je crois que cela correspond en réalité à une conception moderne des choses. Nous avions gardé une conception beaucoup trop rigide, trop formelle, de l'attitude extérieure des chefs d'État. Cela pouvait ne pas avoir d'importance, mais, à mes yeux, c'est nuisible, d'abord parce que cela donne à l'opinion l'idée que ses dirigeants sont très éloignés de leurs propres problèmes, de leur propre vie et, d'autre part, parce que, pour soi-même, on est complètement coupé de la réalité quotidienne, même de son temps. Si on circule entouré uniquement de motocyclistes et d'avenues désertes, on ne peut avoir aucune connaissance de ce qu'est à un moment donné l'état d'esprit, le tempérament, l'impression de ses compatriotes. Je vous signale d'ailleurs que je compte aller, en 1975, avec Mme Giscard d'Estaing, dîner périodiquement dans des familles françaises de toutes conditions, de toutes professions, de façon à avoir un contact personnel et direct et que chacun puisse parler à sa manière et selon son langage sur les problèmes qui le concernent.* »

(Dessin de BONNAFFÉ.)

A LA TÉLÉVISION

M. Giscard d'Estaing : je souhaite que 1975 soit l'année de la fraternité

Voici le texte de l'allocution prononcée mardi soir 31 décembre à la radio et à la télévision par M. Valéry Giscard d'Estaing :

Bonne année pour chacune de vous, bonne année pour chacun de vous.

Il est près de 8 heures et vous vous préparez sans doute à célébrer la fin de l'année avec votre famille, avec vos amis et peut-être aussi, quelques-uns, dans la solitude. Pendant les quelques minutes où je vais vous parler, je ne voudrais ni vous ennuyer ni vous attrister. Ni vous ennuyer en vous présentant les actions à conduire dans la politique française, actions que je vous ai déjà décrites et dont j'aurai l'occasion de vous parler à nouveau le mois prochain, ni vous attrister en vous rappelant les difficultés et les risques réels du monde dans lequel nous vivons et dans lequel nous allons vivre l'an prochain.

Je voudrais que mes vœux soient vraiment des vœux, les vœux de la France pour les Français et les vœux des Français pour la France.

D'abord, les vœux de la France pour les Français.

Qui que vous soyez, vous appartenez à un ensemble, à une commune, à une région, à une profession, à une religion, à une génération, et peut-être à un parti politique ou à un syndicat, et, pourtant, l'ensemble le plus important auquel vous apparteniez, c'est la communauté nationale des Français. Et, d'ailleurs, quand on veut vous décrire, lorsque vous vous déplacez à l'extérieur, on dit : c'est une Française, ou un Français. De même, c'est la société française qui affecte le plus profondément votre sort pendant toute votre vie.

Je souhaite, au nom de la France, que la société française vous traite avec dignité et avec justice, qu'elle vous permette de répondre à vos aspirations, à vos ambitions de travail, qu'elle assure votre épanouissement, qu'elle garantisse aussi bien que possible vos ressources et votre emploi.

Pour moi, l'année 1974 a été l'année de la liberté : liberté, vous l'avez vu, du choix des Français au moment de l'élection présidentielle et, depuis cette date, un effort pour protéger votre liberté, la liberté de votre vie privée contre les écoutes, contre la censure, la liberté de vos choix individuels et familiaux concernant les hommes et les femmes, la liberté des travaux du Parlement, que nous avons laissé décider et trancher librement, et d'ailleurs avec beaucoup de sérieux, sur les grands sujets du moment.

Après l'année 1974, qui a été l'année de la liberté, je souhaite que 1975 soit l'année de la fraternité, c'est-à-dire que vous sentiez autour de vous se resserrer la fraternité française. Cela veut dire que le gouvernement devra traiter un certain nombre de problèmes qui intéressent, par exemple, les conditions de travail ou de rémunération de certaines catégories de travailleurs dont nous avons vu les difficultés, comme dans les P.T.T., ou dont nous les apercevons, comme dans le personnel hospitalier. Cela veut dire qu'un effort particulier devra être accompli en direction de catégories défavorisées, les jeunes à la recherche d'un emploi, les personnes âgées qui ont vu que le dernier conseil des ministres de l'année, le jour de Noël, a pris des dispositions en ce qui les concerne, les handicapés, pour lesquels un texte de loi a été voté.

Cela veut dire aussi que, dans cet esprit de fraternité, les problèmes des ressources de certaines catégories atteintes par l'inflation — je pense aux agriculteurs, je pense aux artisans, dont les conditions de vie sont difficiles dans l'économie moderne, je pense à certaines petites entreprises — devront être examinés avec soin et avec attention.

Je souhaite donc que 1975 soit l'année de la fraternité et qu'ainsi la France vous apporte, à chacune et à chacun de vous, le sentiment d'appartenir à une communauté vivante, chaleureuse et fraternelle.

Puis, il y a les vœux des Français pour la France.

Parfois, on m'interroge à l'occasion d'une déclaration, d'une interview, et on me demande : « *Pour vous, la France, qu'est-ce que c'est ?* » Pour moi, la France, c'est ce qu'il y a de meilleur dans le monde, à cause de son paysage et à cause de son peuple. Vous avez vu que, dans les quelques mois qui ont suivi l'élection présidentielle et bien que la France ait choisi, pour la représenter, le plus jeune des dirigeants des grands pays, notre pays a affirmé à nouveau sa place parmi les nations responsables des grands problèmes du monde. Je souhaite que la France, en 1975, continue de jouer ce rôle, c'est-à-dire qu'elle exprime à la fois la mesure, la tolérance, la conciliation. Je lui souhaite, dans le monde tourmenté où nous vivons, d'apparaître précisément comme un pays capable de proposer la conciliation aux autres et, en même temps, de rechercher avec réalisme la solution des problèmes qui se posent désormais à l'échelle du monde et qui sont donc des problèmes mondiaux.

Ces vœux, je voudrais les adresser à certaines catégories de Français et, d'abord, à nos compatriotes, les Français des Antilles, qui m'ont si bien reçu.

Je ne sais pas si vous avez pu le voir, ils m'ont reçu avec leurs yeux et avec leurs mains. Quand je suis rentré des Antilles, mes mains étaient couvertes des écorchures que leurs ongles y avaient faites en me serrant les mains !

Je leur souhaite, à eux, à nos autres compatriotes des départements et des territoires d'outre-mer, auxquels j'irai rendre visite, de se sentir bien dans la fraternité de la société française.

Je pense aussi aux Français installés à l'étranger, qui font partie de notre famille nationale.

Et je voudrais en votre nom m'adresser ce soir aux plus malheureux des Français, à ceux pour lesquels ce soir ne sera pas une fête. Je veux dire d'abord les victimes des accidents cruels, et notamment les familles de ceux qui ont été victimes d'accidents du travail, comme celui qui a frappé la population minière du Nord.

Je pense aussi aux Français qui sont ce soir dans les hôpitaux, dans les hospices, dans les prisons.

Je voudrais également adresser notre salut aux travailleurs immigrés qui vivent parmi nous, Portugais, Espagnols, Algériens, Marocains, citoyens des États francophones d'Afrique, qui nous apportent leur travail et leur activité, et qui doivent se sentir à leur place dans une société française qui les accueille.

Je voudrais enfin, pensant à la France à la fois chrétienne et révolutionnaire, dire que nous ne pouvons pas célébrer la fin de l'année ou apercevoir le début de l'année nouvelle sans ressentir la misère du monde qui nous entoure.

Naturellement cette misère, ce soir, nous l'oublierons, mais elle, comme une veuve, elle veillera dans la nuit, debout, sans dormir.

Ce soir, c'est l'année 1974 qui s'achève. Cette année, nous l'avons un peu maltraitée avec ce trait de notre caractère qui nous conduit à la critique incessante. Et pourtant, c'est une année qui aura connu des arbres et des fleurs, une année où des êtres se seront rencontrés, une année où certains auront commencé à apprendre, à produire, à imaginer, à inventer, une année qui fait partie de notre vie et une année que nous ne reverrons plus.

Adieu donc, 1974, et salut à toi, 1975 !

Je souhaite que tu sois une année accueillante pour les Français, que tu répondes à leur attente, à l'attente de chacune et de chacun d'entre vous, à ses espoirs, à ses vœux, à ses désirs, à son cœur.

Bonne année, Françaises et Français, et bonne année la France ! »

LES COMMENTAIRES DE LA PRESSE

LE FIGARO : la sincérité et le changement

« *...Giscard d'Estaing est indiscutablement sincère, sincère jusqu'à la maladresse (ses vœux à ceux qui sont en prison risquent de mal passer dans une partie de l'opinion) dans sa recherche d'une société plus ouverte, plus humaine et (...) cette sincérité constitue en soi une force capable d'entamer le paralysant scepticisme. (...) Cette volonté de continuer à opérer dans tous les domaines des changements constitue en réalité le thème central du discours présidentiel* »

(PIERRE THIBON.)

L'HUMANITÉ : des vœux pieux

« *Ce qui frappe dans ce discours, en dehors de sa médiocrité, c'est la volonté délibérée de gommer les ombres, donc la réalité, sous le prétexte qu'on ne veut « ni nous ennuyer ni nous attrister ».*

» *M. Giscard d'Estaing, qui a le cœur innombrable, se contente d'adresser en bloc ses vœux — des vœux pieux — à tous les Français parce que, nous dit-il, « l'ensemble le plus important » auquel ils appartiennent, c'est « la communauté nationale ». C'est dans ce cadre qu'il exalte « la fraternité française », version nouvelle de l'union sacrée qui doit rassembler dans un même élan le riche et le pauvre, le milliardaire et l'éboueur*

» *Mais il est caractéristique que sur la situation réelle faite aux Français par sa politique le président se montre d'une remarquable discrétion. Au point d'escamoter entièrement leurs préoccupations essentielles.*

(RENÉ ANDRIEU.)

LE QUOTIDIEN DE PARIS : l'intelligence des formes

« *Tout est donc dans le ton, dans l'attitude et dans l'intention. La façon de dire va beaucoup plus loin que ce qui est dit. Cela s'appelle l'intelligence des formes, tellement hypertrophiée chez M. Giscard d'Estaing qu'on se demande s'il reste une place pour le fond. (...)*

» *Lorsqu'il parle de fraternité, M. Giscard d'Estaing est-il dupe de ses bons sentiments ? C'est peu probable, et on l'espère. Alors doit-on penser que ces bons sentiments lui sont étrangers ? Pas davantage. Et c'est pourquoi il ne mérite pas le procès de démagogie. (...) Il ne voit pas exactement la réalité mais il a une façon intelligente de ne pas la voir. C'est ce qui le sauve et le sauvera tant que la réalité sera assez indulgente.* »

(PHILIPPE TESSON.)

POINT DE VUE

« Pour moi, la France »...

par BERTRAND FESSARD DE FOUCAULT

Le président de la République est fin gourmet ; sa définition de notre pays est celle d'un connaisseur : « Ce qu'il y a de meilleur. » Et il est seul à table ! Toujours la *première personne du singulier*, toujours « le plus jeune », toujours le même péché originel. Valéry Giscard d'Estaing ne se connaît aucun prédécesseur. L'année 1974 n'est tout de même pas seulement celle de son avènement ; c'est aussi celle de la mort du président Pompidou. *Le* dernier hommage à celui-ci reste donc un discours d'envoi de la campagne électorale du futur gagnant à Chamalières, le 8 avril 1974. *Car de ce qui a été fait* avant le 27 mai 1974, rien ne subsiste dans le discours du 31 décembre de la même année.

La liberté n'a commencé qu'avec Valéry Giscard d'Estaing. Les écoutes téléphoniques ont-elles vraiment cessé ? *La* mise en fiche des citoyens ne se fait peut-être plus sur carte de bristol, mais ne se fait-elle pas sur bande magnétique comme certain *journaliste « de gauche »* l'expérimenta avant l'été ? La fraternité qu'on nous souhaite existe-t-elle dans cette cité « nouvelle » de l'Est lorrain où les enfants de souche ne vont plus — sur demande de leurs parents et financement de l'administration — à la même école que l'an *dernier* qu'ils partageaient avec des enfants de harkis ?

Des paysages et un bon peuple

La France aurait « de nouveau sa place », seulement depuis le 27 mai dernier. Au début des « cent jours », on croyait comprendre que la grandeur commençait seulement avec Valéry Giscard d'Estaing. Tant pis pour de Gaulle, qui avait incarné « la boursouflure »... mais à tout le moins une ambition de politique *extérieure se déclarait !* En réalité, on avait mal compris. Cette place recouvrée en signant la déclaration atlantique à Bruxelles avant l'été, puis le communiqué franco-américain de la Martinique il y a peu, est celle — avouée en guise de bonne année — « de la mesure, de la tolérance, de la conciliation ». C'est la carte d'identité diplomatique de la IIIe République à la remorque de l'Angleterre après le traité de Versailles, et de la IVe République *n'ambitionnant que la première* place aux bons offices américains une fois tombé le rideau de fer, malgré elle il est vrai.

La France n'est plus que paysage et bon peuple ; l'agrément des gens aisés, en somme... Quant à *l'outre-mer, c'est la claque !* et bien entendu, aucun prédécesseur n'a encore eu les mains écorchées par des foules enthousiastes en métropole comme là-bas. Comme il est petit le souci d'être aimé quand on sait qu'on ne l'est guère.

Mondialiste il y a quelques jours, hexagonal aujourd'hui, le président de la République, au lieu de nous conter fleurette à la manière d'un élève de quatrième faisant la prosopopée de l'année nouvelle, aurait pu — même brièvement — *analyser la nouvelle* donne qui caractérise notre temps et qui — n'en déplaise aux pessimistes — offre des chances à notre pays s'il sait comprendre notre époque.

Donnons-en deux exemples :

La réforme de l'entreprise, éludée depuis la révolution industrielle, est *maintenant exigée* par la nouvelle répartition planétaire des moyens financiers. Le capitaliste avait jusqu'à présent refusé de partager son pouvoir dans l'entreprise avec les travailleurs. Aujourd'hui, les capitaux transférés par le légitime renchérissement du pétrole s'investissent par l'achat massif de parts et d'actions dans d'importantes affaires européennes et américaines.

Le capital, étranger ou national, a droit à une rémunération, mais celle-ci n'est pas forcément l'octroi d'un pouvoir dans l'entreprise. Le capitaliste d'hier et d'aujourd'hui, l'émir de cette année et de demain, n'auraient sur l'entreprise dans laquelle ils investissent qu'une participation aux bénéfices : la gestion, elle, reviendrait à ceux qui « *physiquement* » font marcher l'affaire ; forcément, ils seraient nationaux ; forcément, les travailleurs en constitueraient la majorité. Bien entendu, cette juste rémunération du capital, qui seule rend attrayant un investissement et à l'heure actuelle autoriserait le « recyclage » des capitaux transférés *par le* renchérissement du pétrole, n'est possible qu'à condition que l'inflation occidentale *soit enfin maîtrisée. Somme toute,* les féodaux du golfe Persique hâteraient autant la solution du problème palestinien que celle, séculaire, des travailleurs européens.

— *Le cours des matières premières* — s'il se régule cette année de manière *spectaculaire* pour celles dont dépend énergétiquement l'Occident — demeure, pour la plupart des autres produits, désastreusement arbitraire et désordonné ; *ainsi le cours du cuivre* a-t-il baissé, dans le dernier semestre de 1 400 à 600 livres sterling. Ainsi, qu'il s'agisse de l'or ou du pétrole, telle puissance déjà largement nantie — les États-Unis — a intérêt à une certaine hausse, rentabilisant des exploitations abandonnées depuis une génération. Pour que l'ensemble des richesses de la planète profite à l'ensemble de ses habitants, il faut à terme une *organisation* concertée à l'échelle mondiale de l'extraction, du transport et de la commercialisation des matières premières. Cette réorganisation économique du globe — *à défaut de son impossible* organisation politique actuellement — pourrait être l'œuvre des Nations unies. Puisque, aujourd'hui, les sans-voix d'hier ont, à Manhattan, la majorité et que le destin hésite dans la répartition de la puissance, ce nouveau *souffle de l'Organisation* mondiale, tant souhaité par les nations décolonisées, pourrait être cette vocation vraiment nouvelle de bâtir une économie planétaire. Déjà, depuis une quinzaine d'années, *l'ONU s'y est marginalement* essayé, entre des domaines il est vrai hors des souverainetés nationales classiques : droit de l'espace extra-terrestre, traités sur les calottes polaires, exploitation des fonds marins. Mais la voie et les techniques juridiques sont ouvertes.

Quoique le président de la République *ne discerne rien qui* ait compté en France avant le 27 mai 1974, notre pays épouserait une nouvelle fois son siècle en saisissant les chances de cette nouvelle donne esquissée en 1974 et qui va se poursuivre en 1975 — comme il le fit il n'y a pas si *longtemps quand Valéry Giscard* d'Estaing n'était que secrétaire d'État aux finances sous le général de Gaulle ; alors il s'agissait de décoloniser et de s'émanciper de l'Amérique. Aujourd'hui la tâche est encore plus vaste : pourquoi M. Giscard d'Estaing ne le reconnaît-il pas ? Ce ne serait pas à son désavantage que de nourrir pour la France une telle ambition.

● *M. Giscard d'Estaing* a reçu mardi après-midi 31 décembre une délégation du conseil d'administration de l'Association nationale des croix de guerre et de la valeur militaire. Le président de la République, qui est lui-même décoré de la croix de guerre, s'est vu remettre la médaille commémorative de l'association ainsi que le diplôme d'honneur, qui reproduit le texte de la citation à l'ordre du corps d'armée datée du 24 mai 1945 et dont le brigadier Valéry Giscard d'Estaing avait fait l'objet.

Le chef de l'État s'est également entretenu dans l'après-midi avec MM. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, et Jean Sauvagnargues, ministre des affaires étrangères. Il a enfin donné audience à *M. José-Luis Salcedo Bastardo*, ambassadeur du Venezuela à Paris.

Dans son message aux armées

J'attache la plus haute importance à modifier les conditions de service des hommes

déclare M. Jacques Soufflet

M. Jacques Soufflet, ministre de la défense, dans le message de vœux qu'il vient d'adresser aux personnels des armées, ainsi qu'à leurs familles, déclare : « *La continuité de notre politique de défense, dont chacun perçoit la nécessité, implique aussi qu'en fonction des besoins nouveaux il faille transformer notre armée et améliorer la condition des militaires qui la servent. (...) A cet égard, 1975 constituera une étape importante, puisqu'elle sera marquée :*

— *Par la préparation des plans et programmes d'équipements, qui permettront d'intensifier la modernisation de nos matériels, engagée par la troisième loi de programme ;*

— *Par la revalorisation de la condition militaire grâce à un effort budgétaire sans précédent.*

— *Par la transformation progressive du service militaire.*

C'est dire que j'attache la plus haute importance à modifier les conditions de service des hommes au sein de l'armée française afin que la confiance et le sens des responsabilités demeurent la règle à tous les échelons de la hiérarchie. Je m'emploierai dans le même esprit à resserrer les liens qui vous unissent aux autres citoyens : ils seront mieux informés de la place déterminante que vous tenez pour garantir leur sécurité et leurs libertés. (...) Il n'y aura pas de place pour le doute, mais il faudra un effort constant pour maintenir envers et contre tout, la discipline, la fierté des armes, le goût de servir, qui font la valeur militaire (...)

LES RÉACTIONS POLITIQUES

M. PUJO (monarchiste) : discordes accrues entre Français.

M. Pierre Pujo, directeur politique de l'hebdomadaire monarchiste *Aspect de la France* : « *Ce qu: le président de la République appelle* « l'année de la liberté », *c'est l'encouragement au laxisme des mœurs, la révolte des prisons, la mutinerie de Draguignan et la formation de soviets dans l'armée, c'est la légalisation du meurtre prénatal. Cette liberté-là (...) ne prépare pas une ère de fraternité, mais des discordes accrues entre les Français. Les concessions de M. Giscard d'Estaing à la subversion ne manqueront pas de l'encourager à se manifester, comme le disait Pompidou, avec toujours plus* « d'impudeur et d'impudence ».

M. SARRE (P.S.) : quelle liberté ?

M. Georges Sarre, membre du secrétariat national du P.S. :

« *Le président de la République juge l'année 1974 comme celle de la liberté. Les socialistes ont une conception beaucoup plus étendue de cette notion fondamentale. En effet, de quelle liberté dispose le chômeur ? De quelle liberté jouissent la majorité des femmes ? (...) De quelle liberté vient-on parler aux agriculteurs qui ne peuvent pas partir en vacances, sans oublier les travailleurs de l'O.R.T.F., qui ont certainement une idée sur la question ? Au contraire, l'année 1974, dominée par l'approfondissement de la crise du capitalisme, amorce une phase d'exploitation accrue de la grande majorité des Français.* »

ES ET LES VŒ… DE FIN D'ANNÉE

A L'ÉTRANGER

MM. WILSON ET SCHMIDT ASSURENT QUE 1975 SERA MEILLEURE QUE 1974

Dans les messages publiés à l'occasion du Nouvel An, plusieurs dirigeants politiques, sans dissimuler les difficultés, s'efforcent de convaincre les opinions publiques que l'année nouvelle sera meilleure que 1974.

● A BONN, le chancelier Schmidt a insisté sur les problèmes économiques en affirmant que l'Allemagne fédérale était bien placée pour les résoudre. « *Dans douze mois*, a-t-il dit, *la situation sera différente et meilleure qu'aujourd'hui.* » Avec l'affaire de l'espion Guillaume, qui a entraîné la chute du chancelier Brandt, l'inquiétude née des « *actions terroristes du groupe communiste Baader-Meinhof* » (c'est la première fois qu'un dirigeant de la République fédérale emploie le qualificatif de « communiste » et non celui d' « anarchiste » pour le groupe), ainsi qu'avec la crise économique, 1974 a été une année malaisée, a déclaré le chancelier. « *Avant que les obstacles ne soient surmontés, des temps difficiles nous attendent encore* », a-t-il ajouté, précisant que le chômage continuerait d'augmenter au cours des prochaines semaines, mais que « *le retour à un haut niveau d'emploi* » serait « *l'objectif essentiel du gouvernement pour la nouvelle année* ». Promettant de mener à bien les réformes qui n'exigent pas de moyens financiers, il a cité la cogestion des grandes entreprises, que ses alliés libéraux semblent tentés de remettre en question.

● A LONDRES, M. Wilson, premier ministre, a déclaré que la Grande-Bretagne se trouvait « *dans la plus difficile période de son histoire depuis la fin de la guerre* » mais que « *1975 serait pour le pays une année de reconstruction de sa force* ». A l'intention des syndicats, M. Wilson a dit : *Un jour perdu en chômage évitable — ou un jour perdu dans un conflit sans raison — reporte d'un jour le rétablissement de notre économie.* »

Enfin, M. Wilson a réaffirmé que 1975 serait l'année durant laquelle le peuple britannique aurait l'occasion de décider de la participation du Royaume-Uni à la Communauté européenne. « *Nous avions promis que cette possibilité lui serait offerte moins d'un an après les élections générales du mois d'octobre dernier*, a-t-il ajouté, *et cette promesse sera tenue.* »

● A ROME, le président Leone a déclaré que l' « *impression catastrophique* » que pouvait donner l'Italie il y a quelque temps était maintenant dissipée.

● A ATHÈNES, le premier ministre, M. Caramanlis, a mentionné l' « *admiration manifeste* » éprouvée par la communauté internationale envers la Grèce, qui a rétabli pacifiquement la démocratie, alors que d'autres pays « *s'efforcent toujours d'y parvenir* ». « *Un coup d'œil*, a-t-il ajouté, *vers des pays qui se sont trouvés dans des conditions similaires, tels le Portugal, l'Argentine, la Thaïlande et autres, prouve que le changement a été réalisé dans notre pays avec un succès sans pareil. Ces pays, en vérité, se sont débarrassés de leurs tyrans mais naviguent encore vers l'inconnu.* »

● A BRAZZAVILLE, le commandant N'Gouabi, chef de l'Etat, a affirmé, dans son message à la nation, qu'il n'y avait plus de prisonniers politiques au Congo. Il a toutefois souligné que, parmi les opposants « *réactionnaires ou gauchistes* », certains se conduisaient « *avec dignité* » alors que d'autres avaient des activités « *vraiment désagréables* » et « *cultivaient encore le principe fasciste de la révolution armée* ». Le président a donné mandat à son parti et au gouvernement de trouver une « *solution magnanime* » au sort de ces opposants, en restant « *dans les limites de la décence* ». Il a précisé que ceux « *qui pourraient comprendre qu'ils avaient réellement tort seraient réintégrés* ».

● A BERLIN-EST, M. Stoph, chef de l'Etat, a déclaré que la R.D.A. s'emploiera, en 1975, « *à compléter la détente militaire par une détente politique* ».

La maladie de M. Svoboda

● A PRAGUE, c'est M. Husak, secrétaire général du P.C. tchécoslovaque, qui devait adresser, ce mercredi 1er janvier, le traditionnel message de vœux à la nation.

Ce discours est d'habitude prononcé par le président de la République. Mais le général Svoboda, gravement malade et hospitalisé depuis mars, n'exerce plus en fait ses fonctions. Selon la Constitution, elles sont assumées depuis lors par M. Strougal, chef du gouvernement. Celui-ci aurait dû normalement se charger aussi du discours du Nouvel An. L'entorse au protocole semble attester que la succession du président Svoboda reviendra à M. Husak et que l'Etat tchécoslovaque sera présidé par le chef du parti. Le cumul de ces deux fonctions avait été l'un des griefs majeurs contre M. Novotny, lors du « printemps de Prague ». Si ces hypothèses se confirment, M. Husak sera le premier Slovaque à présider la République tchécoslovaque depuis sa fondation, en 1918.

POUR LES DIRIGEANTS CHINOIS

1975 sera l'année de l'union à l'intérieur et du resserrement des liens avec le tiers-monde

De notre correspondant

Pékin. — Gagner tout le pays à la campagne de critique de Lin Piao et de Confucius, détruire les germes de désunion, accélérer la croissance économique et resserrer les liens avec les populations du tiers-monde : tels sont les points importants de l'éditorial commun par lequel *le Quotidien du peuple*, *le Drapeau rouge* et *le Journal de l'armée de libération* fixent, mercredi 1er janvier, les tâches pour la nouvelle année. Le ton est moins militant qu'en 1974 alors qu'on s'apprêtait à déclencher le mouvement de masse qui a dominé l'année politique. Mais les différences ne viennent pas seulement du ton ; elles relèvent aussi de considérations tactiques.

Le pouvoir changera bientôt de mains, il ne faut pas que le parti modifie la ligne : tel est le souci dominant en cette époque de relève. Cette préoccupation se reflète dans les citations du jour publiées en première page des journaux, à côté de la photo du président, et dans l'éditorial : « *La lutte de classes continuera ; si le prolétariat ne lutte pas partout pour s'emparer des positions bourgeoises, le régime finira par dévier.* » Quand MM. Mao Tse-toung et Chou En-lai auront passé la main à de plus jeunes, il faudra que ces derniers poursuivent la lutte contre le révisionnisme.

La campagne de critique n'est pas à son perme ; s'il y a même quelques unités qui n'y ont pas encore prêté attention, il faut qu'elles s'y mettent. Toutefois, il n'est plus dit que la lutte de classes peut devenir très aiguë, comme la presse le faisait l'année dernière. L'important n'est pas de débusquer des ennemis, mais d'étudier davantage et de critiquer avec sérieux Lin Piao et son idéalisme pour comprendre comment ont pu apparaître les grandes divergences de 1969 à 1971.

La campagne de critique ne doit pas semer la division mais permettre au contraire de s'unir à plus de 95 % des cadres et des masses. Les cadres sont cités en premier lieu, à la différence de l'année dernière.

Le parti serre les rangs autour des nouveaux responsables désignés, au congrès de 1973. Il faut que la transition s'opère dans l'ordre. L'idée un moment très répandue qu' « *aller à contre-courant est un principe du marxisme-léninisme* » a disparu.

Accentuer l'effort de production

L'armée, dont l'affaire Lin Piao avait quelque peu terni le prestige, se voit félicitée et encouragée pour sa contribution au renforcement de la dictature du prolétariat. L'éditorial souligne par deux fois la nécessité de développer la défense nationale et précise qu'il faut intensifier la préparation au combat des unités et la formation idéologique. La milice elle aussi doit se renforcer. L'importance attachée cette année aux problèmes de défense s'explique sans doute en partie par l'aggravation des tensions internationales, en particulier entre pays riches et tiers-monde, par l'incertitude qui pèse sur l'avenir des relations sino-américaines malgré la récente visite de M. Kissinger et l'annonce de la venue du président Ford, par l'éventualité du recours partiel à la force dans la solution du problème taïwanais et peut-être même par les questions de souveraineté dans la mer de Chine méridionale. Néanmoins, l'allusion traditionnelle à la libération de Taïwan a été cette année réduite au minimum.

Le texte annonce encore une accentuation de l'effort économique. Il faut tirer parti des bonnes récoltes pour accélérer le développement industriel dans cette dernière année du plan quinquennal. Le taux de croissance du secteur secondaire n'est pas précisé cette fois, peut-être parce qu'il fut ralenti au premier semestre de 1973 par le regnin d'agitation dans les entreprises. On ne parle plus non plus de la croissance du commerce extérieur, la Chine ayant sans doute marqué le pas en fin d'année, surtout depuis la foire de Canton. Les documents de la prochaine Assemblée nationale fourniront sans doute des précisions sur les objectifs des plans à long terme.

En politique étrangère, la priorité va au resserrement des liens avec le tiers-monde, qui constitue désormais la force principale dans la lutte contre l'impérialisme et pour l'avènement d'un monde nouveau. Dans le cours de l'année dernière, la Chine a rejeté le concept de camp socialiste : elle se concerte bien sûr avec les « *camarades* » asiatiques, ceux d'Albanie et de Roumanie. Mais, ce qui compte pour elle, c'est d'abord de soutenir et d'encourager l'alliance des peuples pauvres et dominés, même s'ils font profession d'anticommunisme. Les difficultés des pays capitalistes riches lui semblent annoncer d'importantes modifications de l'équilibre mondial. Aussi l'éditorial fixe-t-il comme tâche aux militants de bien analyser les relations soviéto-américaines dans la lutte pour l'hégémonie et l'évolution de la crise économique dans la région du « second monde », c'est-à-dire des puissances industrielles moyennes. On notera au passage que l'Europe ne passe plus pour le foyer des disputes américano-soviétiques, sans doute parce que l'enjeu, aux yeux des analystes chinois, est maintenant constitué avant tout par les marchés et les ressources minérales du tiers-monde.

ALAIN BOUC.

A TRAVERS LE MONDE

Iran

● ACCORD ENTRE L'EGYPTE ET L'IRAN. — Un accord de coopération technique et financière a été signé entre ces deux pays. Il prévoit la création d'un établissement financier mixte, au capital de 20 millions de dollars, chargé de financer des projets industriels en Egypte. L'accord prévoit, en outre, la création d'un complexe industriel, dont le coût de construction est évalué à 300 millions de dollars et qui, installé à Suez, produira des engrais chimiques et du ciment.

Madagascar

● LE GOUVERNEMENT MALGACHE a signé mardi 31 décembre deux accords de coopération, l'un avec l'Union Soviétique et l'autre avec le Canada. Le premier, d'ordre général, définit des principes. Le second porte sur l'étude et la mise en chantier d'un barrage hydro-électrique dans la province de Tamatave et sur la construction d'un centre de formation des pilotes civils. — *(A.F.P.)*

Mexique

● LE GOUVERNEMENT a demandé à adhérer à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole.

La demande a été transmise au Koweït, a annoncé M. Al Attiki, ministre koweïtien du pétrole. — *(A.F.P.)*

Ouganda

● TOUS LES JOURNAUX ET MAGAZINES publiés à l'étranger sont interdits à la vente sur tout le territoire de l'Ouganda, a annoncé mardi 31 décembre à la radio ougandaise un porte-parole du gouvernement. Toute personne surprise à vendre de telles publications sera emprisonnée. Seuls les « *journaux impérialistes* » étaient jusqu'à présent interdits en Ouganda. — *(A.F.P.)*

Zambie

● LA ZAMBIE, dont les communications avec la mer sont compromises par la querelle entre la Tanzanie et le Kenya dans le domaine des transports routiers et la fermeture de leur frontière, a proposé ses bons offices pour régler le conflit. Le gouvernement zambien a invité les ministres des transports tanzaniens et kenyan à se rencontrer à Lusaka le 7 janvier pour reprendre leurs discussions et tenter de parvenir à un accord. — *(Reuter.)*

AFRIQUE

Le problème rhodésien

M. Callaghan va rencontrer à Lusaka les dirigeants nationalistes noirs

M. James Callaghan, secrétaire au Foreign Office, est arrivé mardi 31 décembre à Lusaka, en Zambie, première étape d'une tournée qui doit le conduire durant douze jours dans six pays africains. Parmi les personnalités qui l'ont accueilli à l'aéroport, se trouvait M. James Chikerema, l'un des quatre principaux dirigeants des mouvements de libération noirs de Rhodésie. Depuis la réunification des partis nationalistes au sein de l'*African National Council* (A.N.C.), il représente cette dernière organisation dans la capitale zambienne.

Evoquant la situation en Rhodésie, M. Callaghan a comparé ce pays « *à une banquise brisée par le dégel* ». Il a rendu hommage au président Kenneth Kaunda pour les efforts qu'il a déployé en vue de régler la crise et d'instaurer de nouveaux rapports entre la minorité blanche et les Africains. Enfin, il a exprimé son désir de s'entretenir avec les dirigeants nationalistes noirs de Rhodésie. Ce souhait a été entendu. Quelques heures plus tard, un porte-parole de l'A.N.C. annonçait que les leaders noirs avaient été officiellement invités à se rendre à Lusaka pour rencontrer le ministre britannique et qu'ils avaient accepté cette invitation. Leur délégation partira jeudi ou vendredi et sera conduite par le docteur Elliot Gabellah, président par intérim de l'A.N.C. Elle comprendra également M. Joshua Nkomo et le révérend Ndabaningi Sithole. Mgr Abel Muzorewa ne fera pas le déplacement, car il doit présider au même moment une conférence ecclésiastique dans l'est de la Rhodésie.

L'annonce de cette rencontre n'a pas suscité de réaction officielle de la part des autorités de Salisbury. Dans son message de Nouvel An, le premier ministre, M. Ian Smith, a reconnu que la principale leçon de 1974 était qu' « *aucun pays ne peut s'isoler du reste du monde* ». Il a observé que la Rhodésie avait accompli le premier pas d'un voyage qui pourrait être long et difficile. Mais il a aussi souligné qu'il ne fallait pas s'attendre à des changements dramatiques à la suite des derniers développements survenus pour régler l'impasse constitutionnelle. Il a prononcé une mise en garde contre les jugements erronés de ceux qui interprètent l' « *esprit de raison* » manifesté par les autorités « *comme une marque de faiblesse* ». « *Nous sommes prêts à associer les Rhodésiens noirs au pouvoir* », a-t-il dit, à condition qu'existent « *une confiance, une compréhension et un désir mutuels de voir le système fonctionner avec succès* ».

L'optimisme de M. Vorster, premier ministre sud-africain, est moins tempéré. Il a déclaré mardi soir qu'il croyait à une détente effective en Afrique australe « *dès le début de la nouvelle année* ». Selon lui, une « *solution acceptable* » peut être trouvée en Rhodésie, si les dirigeants nationalistes noirs le désirent « sincèrement ». Il a enfin annoncé que la population du Sud-Ouest africain, ou Namibie, territoire que Pretoria continue à administrer en dépit de l'opposition des Nations unies, déciderait elle-même de son avenir.

Cette formule vague n'est pas de nature à satisfaire l'Organisation populaire du Sud-Ouest africain (SWAPO). Ce mouvement de libération a rendu publiques le 31 décembre, à Windhoek, les trois conditions qu'il pose pour l'ouverture de discussions avec le gouvernement sud-africain sur l'avenir politique de la Namibie. Il demande que les prisonniers politiques soient libérés, que le gouvernement sud-africain renonce à la politique dite « *de développement séparé* », et qu'il interrompe les poursuites judiciaires en cours contre M. David Meroro, président national du mouvement, actuellement en prison pour détention de publications interdites. — *(A.F.P., A.P., Reuter.)*

Angola

LES MOUVEMENTS DE LIBÉRATION VONT TENTER A NOUVEAU A MONBASA DE RÉDUIRE LEURS DIVERGENCES.

Nairobi *(Reuter)*. — Les dirigeants des trois mouvements de libération de l'Angola se rencontreront, le jeudi 2 janvier, à Monbasa, pour tenter de définir une position commune en prévision d'un « sommet » qui pourrait se tenir, le 10 janvier prochain, « *quelque part au Portugal* », en vue de définir les modalités d'accession à l'indépendance du territoire. Les entretiens doivent durer trois jours et ils se dérouleront dans la résidence privée que le président Kenyatta possède dans le grand port kényan. Une cinquantaine de délégués y participeront, dont M. Jonas Savimbi, président de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), M. Agostinho Neto, leader du Mouvement populaire de libération de l'Angola (M.P.L.A.) et M. Roberto Holden, chef du Front national de libération de l'Angola (F.N.L.A.).

Cette conférence a été précédée d'une rencontre, mardi, entre M. Savimbi et M. Holden, qui ont discuté, à Kinshasa, des possibilité de former un gouvernement de transition en Angola.

Éthiopie

LE GOUVERNEMENT NATIONALISE LES BANQUES ET LES ASSURANCES

Addis-Abeba *(A.F.P., Reuter)* — Le gouvernement éthiopien a annoncé, ce mercredi 1er janvier, la nationalisation des compagnies d'assurances et des institutions financières du pays. Cette mesure s'inscrit dans la ligne « *socialiste* » adoptée le 20 décembre dernier. Dans le communiqué, les autorités affirment que les engagements internationaux des treize compagnies d'assurances touchées par la mesure seront respectés. La nationalisation n'implique pas de changement non plus dans les engagements des banques, tant à l'égard de leurs clients que vis-à-vis des institutions internationales. Le taux d'intérêt versé pour les dépôts bancaires est maintenu à son niveau antérieur.

La Commercial Bank of Ethiopia, la plus importante institution financière du pays, appartenait déjà à l'Etat. La mesure de nationalisation frappe surtout l'Addis-Abeba Bank, la Banco di Roma et la Banco di Napoli. La première travaillait en association avec le groupe britannique National & Grindlays, les deux autres étaient des filiales de banques italiennes.

● *Dans un communiqué publié à Beyrouth*, le Front de libération de l'Erythrée (F.L.E.) annonce qu'il combattra « *jusqu'à la victoire finale, qui ne peut être que l'indépendance* ». Il estime que le nouveau régime militaire en place à Addis-Abeba n'a rien fait « *pour sortir l'Ethiopie du bourbier* » et s'est, au contraire, substitué à l'ancien régime pour « *veiller sur les intérêts impérialistes et sionistes* ». — *(Reuter.)*

● MISE AU POINT. — *Le Monde* ayant écrit dans ses éditions du 6 décembre 1974 que l'ancien empereur d'Ethiopie « *serait propriétaire de l'hôtel Président, à Genève* », le président-directeur général de la société anonyme des hôtels Président nous assure « *de la façon la plus formelle que l'empereur Haïlé Sélassié ne possède absolument aucun intérêt dans l'hôtel Président de Genève* » et qu'il y a seulement « *séjourné régulièrement* ».

PROCHE-ORIENT

Égypte

APRÈS L'AJOURNEMENT DU VOYAGE DE M. BREJNEV

Le président Sadate souhaite que Moscou et le Caire conjuguent leurs efforts pour « réaliser une paix fondée sur la justice »

Le Caire *(A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)*. — Le président Sadate a reçu, mardi soir 31 décembre, M. Ismail Fahmi, son ministre des affaires étrangères, et le général Gamasst, ministre de la guerre et commandant en chef des forces armées. Les deux ministres avaient regagné la capitale égyptienne le même jour, venant de Moscou. C'est au cours de leur séjour que la décision de M. Leonid Brejnev de renoncer pour le moment à son projet de visite au Caire, prévue pour le 15 janvier, avait été annoncée.

Avant de quitter Moscou mardi matin et à son arrivée au Caire, M. Fahmi a fait des déclarations dans lesquelles il s'est montré optimiste sur l'avenir des relations égypto-soviétiques : « *Les dirigeants soviétiques*, a-t-il déclaré à Moscou à l'agence Tass, *et notamment M. Brejnev, aspirent à renforcer les relations entre l'U.R.S.S. et la République arabe d'Egypte. Nous nous sommes convaincus, au cours de ces trois jours, du plein soutien accordé à la lutte des peuples des pays arabes pour le retour de leurs territoires occupés et pour la garantie des droits nationaux du peuple arabe de Palestine.* »

A son arrivée au Caire, M. Fahmi a affirmé que la visite de la délégation égyptienne en U.R.S.S. « *contribuerait aux relations entre les deux pays* ». Les entretiens de Moscou avaient été « *fructueux et constructifs* » et ils s'étaient déroulés « *dans une atmosphère cordiale qui reflète les relations entre les deux pays* ».

De son côté, le président Sadate a envoyé aux dirigeants soviétiques, MM. Brejnev, Kossyguine et Podgorny, un message de « vœux chaleureux » à l'occasion du Nouvel An.

Après avoir exprimé ses souhaits pour que l'amitié et la coopération entre les deux pays se renforcent « *dans l'intérêt commun de nos deux peuples* », le président Sadate conclut : « *Nous espérons conjuguer nos efforts sincères durant la nouvelle année, afin de réaliser une paix fondée sur la justice dans le Proche-Orient.* »

Mardi également, le chef de l'Etat égyptien a reçu M. Hermann Eilts, ambassadeur des Etats-Unis en Egypte.

Israël

Trois fedayin sont tués au cours d'un accrochage près de la frontière libanaise

La nuit du Nouvel An a été troublée à la frontière israélo-libanaise par plusieurs actions militaires. Un communiqué israélien a annoncé, mardi 31 décembre dans la soirée, que trois fedayin avaient été tués au cours d'un accrochage avec une patrouille palestinienne dans le secteur de Zarith, en Galilée occidentale, près de la frontière libanaise. Le communiqué a précisé que la patrouille israélienne n'avait subi aucune perte et que les trois fedayin venaient du territoire libanais.

Ce mercredi matin, 1er janvier, un porte-parole de Jérusalem a annoncé qu'un détachement israélien avait pénétré, dans la nuit de mardi à mercredi, dans les deux villages de Yarin et d'Aytarun, dans le Liban du Sud, et avait fait sauter six maisons que des fedayin auraient utilisées. Les habitants avaient été évacués au préalable. Six personnes ont été emmenées en Israël pour interrogatoire.

De source libanaise, on a fait état de bombardements d'artillerie au cours de la nuit de mardi à mercredi. Successivement, le village de Nabalieh, puis celui de Aita-Roum, dans le Liban du Sud, ont été pris pour cible par l'artillerie israélienne. Le pilonnage de Nabalieh aurait fait cinq blessés, dont un enfant d'un an. De source libanaise, on a annoncé également qu'un garçon de quatorze ans, enlevé par l'armée israélienne, le 5 novembre dernier dans le village de Majdel-Zoun, dans le Liban du Sud, avait été relâché mardi et rendu aux autorités libanaises par l'intermédiaire de la Croix-Rouge internationale.

La presse israélienne a publié mardi, en bonne place, de longs reportages sur l'assassinat, commis il y a plus de deux mois, d'une jeune femme soldat, dont le corps dévêtu avait été découvert dans des dunes, près de Haïfa. Le crime avait d'abord été considéré comme crapuleux, mais il s'agirait d'une affaire politique. La victime, Mlle Rachel Haller, âgée de dix-neuf ans, aurait appartenu, selon les informations publiées par la presse israélienne, à une organisation secrète appelée « Avant-garde » et apparentée au groupe antisioniste Matzpen. Le siège de cette organisation serait établi en France et elle compterait soixante-dix adhérents environ en Israël. Le groupe serait dirigé par un universitaire et aurait réussi à s'infiltrer jusque dans l'armée. — *(A.F.P.)*

● *Plusieurs dizaines de musiciens*, chefs d'orchestre et danseuses, parmi lesquels Alvin Ailey, Léonard Bernstein, Pierre Boulez, Zubin Mehta, Arthur Rubinstein, Isaac Stern, ont signé lundi 30 décembre sur la scène du Carnegie Hall, à New-York, une protestation contre les résolutions hostiles à Israël récemment adoptées par l'Unesco. — *(Corr.)*

AMÉRIQUES

Brésil

Le président Geisel proclame sa volonté d'ouverture politique

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Le Brésil est une « oasis de tranquillité » dans un monde de plus en plus troublé. Il a été en 1974 l'un des rares pays à augmenter son produit national brut d'environ 10 %, alors que tant de nations développées présentent des taux de croissance dérisoires. D'ici à quelques années, il a de bonnes chances d'atteindre l'auto-suffisance énergétique, grâce à la découverte récente d'importants gisements de pétrole sur la plate-forme continentale. Enfin, il a affirmé sa vocation à devenir une vraie démocratie, lors des élections libres du 15 novembre dernier, dont le résultat permet désormais à l'opposition de réclamer « un plus grand partage des responsabilités dans la conduite du pays ».

Tels sont, en résumé, les principaux passages du message de fin d'année du président Ernesto Geisel. Pour la première fois, le chef de l'Etat se prononçait sur le résultat des élections législatives, marquées par un succès éclatant de l'opposition. Il l'a fait avec beaucoup de sérénité, et même une certaine hauteur de vues.

Le général Geisel a d'abord constaté que la population brésilienne avait choisi de voter massivement (le taux d'abstention n'a été que de 20 % environ), ce qui prouve qu'elle *« a foi dans les valeurs démocratiques »*, ainsi que dans *« les intentions proclamées et la parole de son président »*. Celui-ci a affirmé à plusieurs reprises sa volonté d'ouverture politique.

Le chef du gouvernement ne s'est pas alarmé du succès du Mouvement démocratique brésilien, unique parti d'opposition. Au contraire, si le Mouvement a désormais la majorité dans les Assemblées législatives de cinq Etats de la Fédération — contre un seul durant la précédente législature — *« sa victoire légitime celle du parti gouvernemental dans les Assemblées des autres Etats »*.

Autre raison pour ne pas s'inquiéter, selon le président, l'opposition a su faire sa campagne *« avec modération et en se disciplinant »*, en abandonnant les attitudes *« contestataires »* ; considérées comme *« ineptes et dépassées »*, ce qui l'habilite à un *« plus grand partage des responsabilités dans la construction nationale »*.

Après le *satisfecit* accordé à l'opposition, un coup de griffe au parti gouvernemental : l'Alliance de rénovation nationale (ARENA), a dit le chef de l'Etat, *« s'est détruite peu à peu dans sa position confortable, mais émolliente, de parti majoritaire »*. Non seulement elle s'est comportée comme si le pays vivait en régime de parti unique, mais elle s'est divisée sous l'empire de rivalités internes.

« Que ceci serve d'avertissement, a ajouté le général Geisel, *à ceux qui rêvent de parti unique, formule antidémocratique (...) absolument pas viable, sinon par la contrainte, ostensible ou déguisée... »* L'avertissement est sans doute lancé à ceux des militaires, minoritaires au sein des forces armées, qui songent encore à un système de type totalitaire.

Le président de la République a affirmé, en outre, que le bipartisme était sorti renforcé des élections, la création d'un troisième, voire d'un quatrième parti, ne servirait qu'à affaiblir les formations existantes, au moment même où elles commencent *« à se légitimer »*. Cette affirmation contredit celle qui nous avait été faite précédemment par un porte-parole du gouvernement selon laquelle la création d'un troisième parti était envisagée, afin de regrouper les *« radicaux »* de l'opposition. En revanche, elle est parfaitement cohérente avec le projet du général Geisel, ébauché dans son message, de préparer le pays à la pratique de l'alternance.

Mobiliser le marché intérieur

La médaille a son revers : bien décidé à ne pas permettre aux *« ennemis de la démocratie »* de mettre en péril le processus de « décompression » amorcé, le général Geisel indique qu'il ne renoncera pas aux pouvoirs discrétionnaires *conférés* au chef de l'Etat par l'acte institutionnel numéro 5 du 13 décembre 1968.

Les motifs de *satisfaction* ne manquent pas non plus sur le plan économique, selon le chef du gouvernement. Non seulement le Brésil a réussi à maintenir son inflation à un taux d'environ 34 %, à peine supérieur à celui du Japon, mais, dans un climat mondial de récession et de restriction des échanges, il a augmenté de 10 % son produit national brut, et de 25 % la valeur de ses exportations.

L'année 1975 se présente sous de meilleurs auspices encore : *« De nouvelles et importantes réserves minérales, de fer, de manganèse, de zinc, de bauxite, de kaolin, de lignite et surtout de phosphates, sont en train d'être découvertes et pourront être bientôt exploitées. »* En outre, les gisements de pétrole détectés au large des côtes du Nord-Est, et surtout de Campos, permettront d'augmenter considérablement la production nationale de brut, au point qu'on peut admettre *« la possibilité, pour le pays, d'atteindre l'auto-suffisance »*, formule un peu plus restrictive que celle qui avait été utilisée il y a quelques semaines par certains ministres ou conseillers de la présidence.

Le général Geisel a insisté, une fois de plus sur sa volonté, manifestée dans le *deuxième plan de* développement (1975-1979), de *« mobiliser l'énorme marché potentiel brésilien, afin de placer le pays à l'abri des fluctuations brutales et dangereuses, ainsi que de la détérioration continue du commerce international »*. Au passage, il a reconnu que la *« demande interne avait été comprimée jusqu'à présent par les salaires excessivement bas de la grande majorité de la population »*. Il est même allé jusqu'à admettre qu'étaient encore profondes les disparités régionales, *« qui défient l'action gouvernementale, traumatisent la conscience nationale et compromettent l'image du pays à l'étranger »*.

Les solutions indiquées par le gouvernement en vue de remédier à de telles injustices paraissent insuffisantes à beaucoup d'observateurs, faute d'une réforme foncière et d'un remaniement de la politique des salaires. Il est vrai que l'équipe au pouvoir a encore devant elle plus de quatre ans pour tenir ses promesses, c'est-à-dire pour améliorer la distribution des richesses et jeter les bases d'un régime démocratique.

CHARLES VANHECKE.

Porto-Rico

● PLUSIEURS ATTENTATS qui n'ont pas fait de victimes ont été commis dans la nuit du 30 au 31 décembre à Porto-Rico où M. Henry Kissinger, secrétaire d'Etat américain, son épouse Nancy et M. Nelson Rockefeller, vice-président des Etats-Unis, séjournent en vacances.

Trois attentats visaient des succursales de la Chase Manhattan Bank dirigée par le frère de M. Rockefeller, à Bayamon, Rio-Piedras et Caguas. Un engin explosif a été découvert et désamorcé dans un supermarché à Manati. D'autre part, une grande partie de l'est de l'île est privée d'électricité à la suite d'un acte de sabotage contre une centrale de la région. — *(A.F.P.)*

Uruguay

● RECTIFICATIF. — L'interview, publiée dans *le Monde* du 1er janvier, *du* président en exil de la Chambre des députés uruguayenne, M. Hector Gutierrez, comportait une erreur. Le parti Colorado, dont le candidat était l'actuel président de la République, M. Jean Maria Bordaberry, était arrivé en tête aux élections de décembre 1971 ; il devançait immédiatement le parti Blanco (conservateur) ; le candidat du *Front élargi de la gauche, M.* Liber Seregni, n'arrivait qu'en troisième et non en seconde position.

Chili

Le général Pinochet se dit prêt à libérer « immédiatement » deux cents prisonniers si le Mexique accepte de les recevoir

Santiago-du-Chili *(A.F.P., Reuter)*. — Dans son message de fin d'année, le général Pinochet, commandant en chef de la junte, a offert de libérer *« immédiatement »* deux cents prisonniers politiques si le Mexique accepte de les recevoir.

Si le président Luis Echeverria est d'accord, le Chili fournira, a-t-il affirmé, un avion pour acheminer ces prisonniers au Mexique. Il a ajouté que la libération des personnes détenues *en vertu de l'état* de siège était retardée en raison de la réticence des pays étrangers à les accueillir.

Le 11 septembre dernier, dans l'allocution qu'il avait prononcée pour le premier anniversaire du coup d'Etat, le général Pinochet avait fait part de son intention de libérer les personnes détenues en vertu de l'état de siège ou en cours de procès, mis à part *« quelques cas d'extrême gravité »*. Par la suite, les autorités chiliennes ont remis à la Croix-Rouge internationale et à diverses autres organisations humanitaires une liste de trois cents noms de prisonniers, qui, précisait-elle, seraient *libérés s'il se trouvait des pays* prêts à les accueillir.

Dans son discours du 11 septembre, le général Pinochet avait mis l'U.R.S.S. et Cuba au défi de libérer un nombre égal de prisonniers. Revenant sur ce propos, dans son message de fin d'année, il déclare que ces deux Etats « persistent *dans un silence honteux* », et il s'en prend à *« tous ces politiciens, hauts dignitaires spirituels et aux organisations internationales, qui ne font rien pour les faire relever le défi et s'en révèlent être les complices moraux »*. S'indignant du crédit donné par les organismes internationaux aux « calomnies lancées contre le Chili », le chef de la junte indique qu'il envisage de n'autoriser les commissions internationales à se rendre au Chili que si des enquêtes similaires sont faites simultanément en U.R.S.S. et à Cuba.

L'évêque auxiliaire de Santiago s'alarme de la « souffrance des travailleurs »

Santiago *(A.F.P., Reuter.)* — A l'occasion du Nouvel An, l'évêque auxiliaire de Santiago, Mgr Fernando Ariztia, a lancé un cri *d'alarme devant la grande pau*vreté de nombreuses familles d'ouvriers chiliens. Plus du tiers des enfants de moins de six ans habitant, par exemple, dans la banlieue populaire de Barancas, située au nord-est de Santiago, souffrent de malnutrition, a affirmé le prélat. *« Beaucoup de ces enfants seront diminués ou handicapés du point de vue physique ou mental. »*

« Le Chili, poursuit Mgr Ariztia — considéré comme un des représentants de l'aile progres*siste du clergé — est loin d'être un pays de grèves. »* Comme signe de *« la souffrance des travailleurs »*, l'évêque énumère : le chômage, la recrudescence de la prostitution, l'augmentation du nombre des enfants réduits à la mendicité, la malnutrition infantile, le non-respect des droits des travailleurs et l'augmentation de l'alcoolisme.

La hausse du coût de la vie a atteint en 1974, selon des chiffres officiels, environ 380 %. Selon une enquête récemment publiée par la revue *catholique Mensaje*, le pouvoir d'achat d'une famille, dont les revenus se situent au bas de l'échelle, a diminué de près de la moitié en une année.

Le général Pinochet, *chef* de l'Etat, a, quant à lui, fustigé, lors d'une réunion au palais gouvernemental, les chefs d'entreprise qui veulent s'assurer *« des bénéfices exagérés ou prématurés »*. Le 29 décembre, le général Pinochet avait reconnu que 1974 avait été une *« année très dure et négative »*, *et que 1975 serait également* très difficile, bien qu'elle doive marquer une amélioration de la situation.

Argentine

● *Deux syndicalistes ont été enlevés* le 28 décembre à Mar Del Plata (450 km au sud de Buenos-Aires). Ce double enlèvement porte à cent cinq le nombre des personnes victimes de rapt en Argentine pendant l'année 1974. — *(A.F.P.)*

Pérou

LIMA PROTESTE AUPRÈS DE WASHINGTON A PROPOS DE L'ACCORD SUR LES INDEMNISATIONS

Lima (A.F.P.). — Le gouvernement militaire péruvien a envoyé, mardi 31 décembre 1974, une note de protestation au gouvernement des Etats-Unis, l'accusant de dénaturer l'accord bilatéral signé en février dernier et portant sur les indemnités accordées aux différentes compagnies américaines expropriées au Pérou.

L'accord attribuait au gouvernement des Etats-Unis le soin de répartir entre les sociétés concernées les 16 millions de dollars payés par le Pérou. Il précisait que l'International Petroleum Company Limited (I.P.C.) devait être exclue de cette indemnisation, le différend qui l'opposait au gouvernement péruvien étant considéré comme une « affaire classée ».

Or, le gouvernement des Etats-Unis a annoncé au Pérou, le 18 décembre 1974, qu'une partie des indemnités serait distribuée à la Esso Standard, société liée à l'I.P.C. L'ambassade des Etats-Unis au Pérou fait valoir que l'accord de février laissait la distribution des fonds « à la compétence exclusive des Etats-Unis », mais selon le gouvernement péruvien, cette décision dénature « l'esprit et la lettre » de l'accord.

ASIE

Inde

ÉPILOGUE DE L'AFFAIRE DE GOA

New-Delhi et Lisbonne ont rétabli leurs relations diplomatiques

De notre correspondant

New-Delhi. — *« Moi qui ai connu l'ancien, je me réjouis d'entendre la voix du nouveau Portugal »*, a dit l'ancien ambassadeur de l'Inde à Lisbonne, au terme de la conférence de presse, très détendue, qui a suivi la signature du traité de réconciliation indo-portugais, le mardi 31 décembre à New-Delhi.

Lisbonne a reconnu la souveraineté indienne sur Goa, Daman et Diu, comme cela était prévu dès l'arrivée du ministre des affaires étrangères, M. Mario Soares, à New-Delhi, le 27 décembre. Les relations diplomatiques sont rétablies immédiatement. Des ambassadeurs seront échangés *« le plus tôt possible »*.

Un accord culturel sera signé ultérieurement, pour *« la promotion du portugais en Inde et la préservation des monuments historiques et religieux »* dans les anciennes enclaves. L'accord en vertu duquel le Vatican devait consulter Lisbonne pour la nomination des autorités religieuses de Goa est *« obsolète »*, a dit M. Soares.

Des négociations bilatérales auront lieu au sujet du reclassement des Indiens qui seront amenés à quitter les anciennes colonies portugaises d'Afrique. Salué comme un champion de la décolonisation, le ministre portugais a indiqué qu'une conférence aurait prochainement lieu à Lisbonne avec les trois mouvements de libération de l'Angola. Il estime que la formation d'un gouvernement provisoire *« pourra sortir de cette conférence, et qu'on arrivera ensuite à trouver une date pour l'indépendance totale »*.

M. Soares se rend maintenant à Moscou. Pressé de questions par les journalistes, il a exprimé le souhait d'établir de bons rapports avec tous les pays, notamment l'U.R.S.S. Mais il a confirmé qu'il n'était pas question, au moins jusqu'aux élections de mars, de rompre *« les liens traditionnels, en raison de l'histoire et de la géographie, qui se sont établis entre le Portugal et l'OTAN »*. M. Soares a d'ailleurs assuré que *« les communistes ne gagneraient pas les élections législatives »*. — J. G.

DEPUIS 1510...

En 1498, Vasco de Gama, réalisant, après avoir contourné l'Afrique, la première liaison maritime entre l'Europe et l'Inde, atteint le port de Calicut, au sud-ouest de la Péninsule. Il fonde, plus au sud, à Cochin (actuellement dans l'Etat du Kérala), où il mourut en 1524, un établissement commercial qui marque le début de l'expansion économique portugaise en Orient.

Avec la complicité des Hindous, écrit Jacques Dupuis dans son Histoire de l'Inde *(Payot), les Portugais arrachent par surprise la ville de Goa à un sultan musulman, en 1510, et multiplient les comptoirs le long des côtes indiennes. Cette colonisation « périphérique » contribue à l'expansion du catholicisme, mais elle se caractérise aussi par une vive intolérance religieuse jusqu'à l'arrivée, en 1542, de François de Xavier, jésuite espagnol, qui s'intéresse à la civilisation indienne. Mais le christianisme ne s'est jamais étendu en Inde qu'aux membres de très basses castes. La colonisation britannique devait grandement réduire le rayonnement de Goa.*

Après l'indépendance de l'Inde, en 1947, Nehru voulut favoriser l'intégration des possessions françaises et portugaises à l'Union indienne. En 1954, M. Mendès France acceptait le transfert des territoires français (Pondichéry, Mahé, Karikal, Yanaon), à l'exception de Chandernagor, déjà rattaché à l'Union après un référendum. Ce transfert de souveraineté fut entériné six ans plus tard par le Parlement français.

Mais le Portugal refusa d'adopter une attitude similaire, et, en 1961, l'armée indienne annexa Goa, Daman et Diu, qui devinrent par la suite des territoires de l'Union. C'est un traité inspiré, sur le plan culturel, notamment, de celui qui fut signé par la France et l'Inde et qu'a paraphé M. Soares à New-Delhi. — G. V.

Le ministre du plan donne sa démission

De notre correspondant

New-Delhi. — Un ministre indien connu pour ses tendances socialisantes et ses amitiés soviétiques va quitter ses fonctions. Un communiqué, publié mardi 31 décembre, indique que le *président de la République « accepte la démission »* de M. Dhar, ministre du plan depuis juillet 1972. M. Dhar est nommé ambassadeur à Moscou.

Considéré pendant longtemps comme un des hommes forts du gouvernement, l'ancien responsable du plan, qui pourrait conserver, pour la forme, son titre de *cabinet minister*, c'est-à-dire de ministre participant aux délibérations gouverne*mentales sous la direction* de Mme Gandhi, était sévèrement critiqué par certains économistes qui lui reprochaient notamment d'avoir trop négligé l'agriculture. Le cinquième plan (1974-1979), établi sous sa direction, a été annulé et les études ont été reprises. Le patronat ne manquait pas d'exemples *non plus* pour montrer que cet *« idéologue »* ignorait un peu trop les données économiques les plus élémentaires.

Affecté par les critiques dont il était l'objet au sein du gouvernement, M. Dhar avait offert sa démission il y a déjà plusieurs semaines. On ne sait pas s'il sera remplacé. L'ancien *cabinet minister* était assisté par un ministre d'Etat pour le plan, qui reste en fonction. D'autre part, l'ancien premier secrétaire de Mme Gandhi, M. P.N. Haksar, l'un des hommes les plus influents de New-Delhi, est nommé à la présidence de la commission du plan. Les milieux d'affaires et les diplomates occidentaux apprécient généralement son *« réalisme »*.

La nomination du nouvel ambassadeur à Moscou est intervenue au lendemain de la signature d'un protocole commercial *entre l'Inde et* l'U.R.S.S., selon lequel Moscou s'engage à livrer à l'Inde 1 200 000 tonnes de produits pétroliers en 1975. Mais le signataire soviétique a déclaré que son pays n'était pas exportateur de grains alimentaires et qu'il n'était donc pas prévu de livrer du blé à l'Inde. Les 2 millions de tonnes procurées à New-Delhi *l'année dernière* l'ont été *« à crédit »*, a précisé le représentant de Moscou.

Mardi, un porte-parole du département spatial indien a estimé nécessaire de démentir les informations d'un journal britannique selon lequel New-Delhi s'apprêterait à accorder des *« facilités portuaires »* aux bâtiments soviétiques chargés de récupérer les engins spatiaux expérimentés au-dessus de l'océan Indien. Une telle demande a bien été faite il y a dix-huit mois, confirme le département spatial, mais aucune décision n'a encore été prise.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

EUROPE

Union soviétique

LA CONDAMNATION D'UN MÉDECIN *INQUIÈTE* LA COMMUNAUTÉ JUIVE

(De notre correspondant.)

Moscou. — Un tribunal de Vinnitsa, en Ukraine, a condamné mardi 31 décembre un médecin juif de la ville, le docteur Michel Stern, à huit années de détention dans un camp de travail à régime sévère. Le docteur Stern, qui dirigeait depuis longtemps le service d'endocrinologie de l'hôpital de Vinnitsa, avait été arrêté *au mois de mai dernier*, peu après que ses deux fils aient demandé à émigrer en Israël.

Plusieurs centaines d'anciens patients du médecin ont été *entendus au cours de l'instruc*tion de ce procès, qui risque de devenir une cause célèbre. Le bruit avait d'abord couru que le docteur Stern serait accusé de mauvais traitements, voire de tentatives d'empoisonnement. Finalement, il a été condamné pour corruption. On lui reproche notamment d'avoir signé des certificats médicaux de complaisance, qui auraient permis à certains jeunes gens d'échapper à la conscription.

Le procès du docteur Stern avait commencé le 11 décembre dernier. Cette *affaire* a *soulevé* une vive émotion dans la communauté juive soviétique. — J. A.

Grande-Bretagne

LONDRES TENTE D'OBTENIR DE L'IRA PROVISOIRE LA PROLONGATION DE LA TRÊVE

(De notre correspondant.)

Londres. — A la veille de l'expiration, *le 2* janvier, de la « trêve de Noël » décidée par l'IRA provisoire, Londres vient de faire un geste en direction de cette organisation.

L'offre britannique a été formulée le 31 décembre dans le message de Nouvel An du secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord, M. Merlyn Rees (nos dernières éditions du 1er janvier).

Présentant son initiative comme un *« geste de bonne volonté »*, M. Rees laisse entrevoir — à une date indéterminée — la fin du système d'internement que *l'Ulster* connaît depuis l'été 1971. Allant encore plus loin, M. Rees annonce que, si le terrorisme cesse, il sera possible d'envisager une réduction *« ordonnée et progressive »* des effectifs militaires maintenus en Ulster.

Pour le moment, vingt internés vont être libérés inconditionnellement. Quinze autres bénéficieront d'une permission de trois jours pour le Nouvel An ; une centaine de détenus, sur un total de quatre cents environ, se voient promettre leur libération avant trois mois.

J. W.

« SIR CHARLOT »

Les Anglais sont gens sérieux : ils savent que le rire est non seulement le propre de l'homme mais encore sa meilleure sauvegarde. Aussi viennent-ils d'accorder le titre de « Sir » à Charlie Chaplin.

Déjà les Beatles, du temps où ils faisaient battre les cœurs de la jeunesse occidentale, avaient été distingués par Sa Gracieuse Majesté. Il y avait quelque chose de plus équivoque dans l'accession de la musique « pop » aux honneurs. Outre la publicité qu'elle faisait à l'Union Jack, elle aidait le fléau de la balance des paiements à moins pencher vers le déficit.

« Sir Charlot » ne conduira pas les Anglais à une « ruée vers l'or ». Mais l'homme à la badine a mieux dans sa besace en ce début d'année : une irrésistible provision d'espérance.

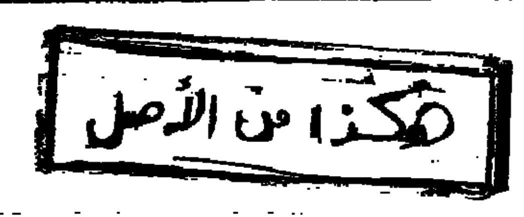
P. D.

La « liste des honneurs »

Londres *(U.P.I., A.P.)*. — *Comme chaque année, la reine Elizabeth a attribué ce mercredi 1er janvier une série de distinctions à diverses personnalités, choisies le plus souvent dans le monde des arts, du sport et du spectacle.*

La « liste des honneurs » *comprend notamment Charlie Chaplin, qui, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, devient chevalier, et l'écrivain P.G. Wodehouse, âgé de quatre-vingt-treize ans, qui se voit ainsi « réhabilité ». Prisonnier à Berlin, il avait participé en 1941 à des émissions de la radio nazie.*

On relève également les noms du Dr Roger Bannister, qui fut le premier à courir le mille en moins de quatre minutes et est fait chevalier, du jockey Lester Piggott et de Willie Ormond, capitaine de l'équipe de football écossaise, qui deviennent membres de l'ordre de l'Empire britannique.



RELIGION

L'Année sainte : une période de réconciliation générale

En déclarant 1975 « Année sainte » — ou « jubilé », en langage canonique — dans la nuit de Noël (« le Monde » du 26 décembre), Paul VI a renoué avec une longue tradition, qui remonte à l'Ancien Testament.

D'après le Lévitique, le jubilé devait être un temps sacré. Célébrée tous les cinquante ans, c'était une année spéciale où l'on s'abstenait du travail normal, où la répartition originelle de la propriété terrienne était rétablie, où les dettes étaient remises, où les esclaves étaient libérés...

L'idée fut reprise dans l'Eglise chrétienne par le pape Boniface VIII, qui institua le jubilé en 1300. Il consistait en un pèlerinage pénitentiel aux tombeaux des apôtres Pierre et Paul. Puis, au jubilé de 1500, on a ajouté l'ouverture des Portes saintes des basiliques qui devaient être visitées — non seulement pour faciliter l'afflux des pénitents, mais aussi pour symboliser l'accès plus facile à la miséricorde divine en gagnant l'indulgence du jubilé.

Promulgués régulièrement depuis lors tous les vingt-cinq ans (sauf exceptions dues aux circonstances, telle la mort de Pie VI en 1799), les jubilés sont devenus comme les « quatre-temps » du siècle : des périodes d'expiation et de grâce. Le dernier jubilé fut proclamée par Pie XII en 1950, à l'occasion de la définition du dogme de l'Assomption.

Conscient, cependant, que les idées d'« année jubilaire », de « pèlerinage » et surtout celle d'« indulgences » ne correspondent plus à l'esprit contemporain, et pourraient même nuire à l'œcuménisme, Paul VI s'était demandé, en mai 1973, *« si une telle tradition méritait d'être maintenue à notre époque, qui diffère tellement des époques passées, et qui est tellement conditionnée et par le style religieux imprimé par le récent concile à la vie de l'Eglise et par le fait qu'une si grande partie du monde contemporain se désintéresse pratiquement des expressions rituelles d'autres siècles »*.

Le pape a donc décidé de donner un caractère plus « conciliaire » à cette tradition. Placée sous le signe de la « réconciliation », l'Année sainte se présente comme un défi lancé à tous les chrétiens de surmonter leurs divisions — entre les différentes confessions et à l'intérieur de l'Eglise catholique entre les différentes tendances — et à tous les hommes d'œuvrer pour la paix. Comme Paul VI l'a rappelé dans son discours aux cardinaux, le sang continue de couler en Irlande, au Vietnam, à Jérusalem.

Le pape a enfin souhaité que l'Année sainte soit l'occasion pour les dirigeants de différents pays d'amnistier certains prisonniers, et notamment ceux *« qui ont donné une preuve suffisante de réhabilitation morale et civique ou qui se sont peut-être trouvés pris dans des bouleversements politiques et sociaux »*.

A. W.

Les principales célébrations

JANVIER 1975

MERCREDI 1er. — Solennité de Marie Très-Sainte Mère de Dieu (Journée de la paix) : messe avec la participation des « Pueri Cantores » du monde entier.

LUNDI 6. — Solennité de l'Epiphanie de Notre-Seigneur : célébration pour tous les instituts missionnaires. Remise du crucifix aux missionnaires.

FEVRIER

DIMANCHE 9. — Béatification d'Anne-Eugénie Milleret, fondatrice des religieuses de l'Assomption.

MERCREDI 12. — Jour des Cendres : station de carême à Saint-Pierre. Procession pénitentielle, place Saint-Pierre.

MARS

MERCREDI 19. — Solennité de Saint-Joseph : célébration jubilaire pour groupes familiaux.

DIMANCHE 23. — Dimanche des Rameaux : bénédiction des palmes, procession et messe de la Passion, avec la participation des jeunes.

DIMANCHE 30. — Pâques de la Résurrection : message pontifical et bénédiction « urbi et orbi ».

AVRIL

DIMANCHE 6. — Célébration jubilaire pour les sportifs.

DIMANCHE 13. — Dimanche du Bon Pasteur : célébrations jubilaires pour les élèves des séminaires, des centres d'études religieuses et des noviciats.

DIMANCHE 20. — Messe avec bénédictions nuptiales par le pape.

DIMANCHE 27. — Béatification de Césare de Bus.

MAI

JEUDI 1er. — Messe et célébration jubilaire pour les travailleurs.

DIMANCHE 11. — Messe pour la Journée des communications sociales. Célébration jubilaire pour les journalistes, professionnels du spectacle, intellectuels, etc.

DIMANCHE 18. — Solennité de Pentecôte : messe jubilaire du congrès marial et pentecostal.

SEPTEMBRE

DIMANCHE 7. — Messe jubilaire pour les femmes, en concordance avec l'Année mondiale de la femme.

DIMANCHE 28. — Jubilé pour les malades. Messe et onction des malades et infirmes administrée par le pape. Jubilé pour les infirmiers et assistants sanitaires catholiques.

OCTOBRE

DIMANCHE 5. — Fête de la Vierge du Rosaire : Journée du Rosaire avec la participation de congrégations, associations et mouvements mariaux.

DIMANCHE 19. — Journée missionnaire mondiale : basilique Saint-Pierre, béatifications.

DIMANCHE 26. — Messe et célébration jubilaire pour les handicapés.

DECEMBRE

LUNDI 8. — Solennité de l'Immaculée Conception de la Vierge Marie : célébration du dixième anniversaire de la conclusion du concile Vatican II. Le pape remettra des messages aux représentants de toutes les parties du monde.

MERCREDI 24 - JEUDI 25. — Solennité de la Noël : fermeture de la porte sainte de Saint-Pierre par le pape et messe. Dans les trois basiliques patriarcales, les cardinaux-légats fermeront la porte sainte.

DÉFENSE

Le contrat d'armes du siècle

Pas de décision avant le printemps

Un nouveau délai est intervenu dans la publication du rapport de la commission des experts belges, danois, hollandais et norvégiens, qui doit se prononcer sur le remplacement des avions de combat Starfighter dans quatre pays européens. Le document qui devait être remis avant le 31 décembre aux ministres de la défense des quatre pays concernés ne leur sera pas communiqué avant plusieurs semaines.

Dans les milieux militaires de La Haye, on mettait en garde contre certaines informations recueillies dans les milieux parlementaires selon lesquelles les experts seraient parvenus à la conclusion que seul le YF 17, de Northrop, répondait aux besoins de leurs armées. Cependant, la position de certains parlementaires socialistes hollandais ne semble pas être très arrêtée. Après avoir appuyé la candidature du Viggen suédois par solidarité envers un pays avec lequel ils souhaitent entretenir les liens politiques et économiques, plus que militaires, les parlementaires, par la voix de M. Piet Dankert, ont vanté la supériorité des avions américains. Or dernièrement, ils sembleraient avoir marqué un nouveau recul en reconsidérant la possibilité de choisir le Mirage F1 M 53 français.

Les ministres de la défense de Belgique, du Danemark, des Pays-Bas et de Norvège seront en France les 8 et 9 janvier prochains pour assister, à Istres, à des démonstrations en vol du Mirage F1 M 53. En principe, vers la même époque, le Pentagone devrait annoncer si l'armée de l'air américaine sera équipée du monoréacteur YF 16 de General Dynamics ou du biréacteur YF 17 « Cobra » de Northrop. Ce calendrier confirme l'intention du gouvernement néerlandais de ne pas engager une quelconque succession sur le choix du successeur du Starfighter avant le printemps 1975. Le gouvernement belge arrêterait son choix en avril.

BRÈVE RENCONTRE...

Un sous-marin américain armé de missiles nucléaires est entré en collision en plongée, le 3 novembre dernier, avec un sous-marin soviétique en mer du Nord, révèle mercredi 31 décembre le chroniqueur Jack Anderson dans le Washington Post.

Après l'accident, les deux bâtiments auraient fait surface. Le sous-marin américain, l'Amdison, avait le long de sa coque une éraflure de 2,70 mètres.

« L'affaire aurait pu dégénérer en un incident regrettable, mais les « pachas » des deux submersibles conservèrent leur sang-froid et repartirent chacun de leur côté sans être entrés en communication », *ajoute le journaliste américain*. — (Reuter.)

CULTURE

« L'impérialisme linguistique » de la France

(Suite de la première page.)

C'est pourquoi je citerai à nouveau l'allocution prononcée, en 1971, par M. Laurent : « *Sur trente et un mille enseignants affectés à l'étranger, vingt-huit mille quatre cents environ contribuent directement ou indirectement à l'enseignement de notre langue, et les sommes consacrées à la diffusion du français, compte non tenu des dépenses de scolarisation, s'élèvent à environ 665 millions.* »

A titre de comparaison, le budget total du bureau de l'éducation et des affaires culturelles (au sein du département d'Etat américain) s'élève à environ 50 millions de dollars, soit quelque 240 millions de francs au taux actuel. Seule une petite partie de cette somme est consacrée à la promotion de l'enseignement de l'anglais. Les services américains d'information et de relations culturelles apportent également, dans une certaine mesure, leur soutien à l'enseignement de l'anglais en quelques pays, mais, pour la majorité des cas, il s'agit d'une action exercée par le truchement d'associations culturelles binationales qui font payer un droit d'inscription aux élèves pour financer leurs programmes pédagogiques. Le gouvernement des Etats-Unis ne met en œuvre aucun programme de ce genre en France, par exemple, pas plus que dans les autres pays d'Europe occidentale, à peu de chose près.

Offensive sur quatre fronts

La politique linguistique suivie par la France à l'étranger comporte des offensives distinctes menées sur quatre fronts au moins, et qui comportent chacune des possibilités d'actions de la part d'organismes officiels :

1) Un effort de créativité visant à conserver à la langue française sa vitalité grâce à l'élaboration d'un vocabulaire et d'expressions adaptés aux changements rapides qui interviennent dans le domaine des sciences, de la technologie, des arts, des communications. Il s'agit aussi de dresser une ligne de défense, afin de préserver de tout anglicisme et autre barbarisme un vocabulaire essentiellement latin ;

2) L'usage du français dans tous les organismes internationaux appropriés où il doit conserver son rôle de langue officielle, voire sa prééminence, partout où cela est possible, comme par exemple au sein de la Communauté économique européenne ;

3) La promotion de l'enseignement du français, assortie de subventions si besoin est, et réalisée autant que possible dans le cadre des établissements scolaires d'autres pays, même en Europe orientale ;

4) L'expansion des cinq principales langues romanes grâce à une formule de soutien mutuel assuré partiellement par un organisme créé à cet effet et connu sous le sigle de FITRO (Fonds international des terminologies romanes). Le programme commun adopté par les représentants de l'Italie, du Portugal, de la Roumanie et de l'Espagne, outre ceux de la France, fait écho à certains aspects de la politique linguistique française.

Comme toutes les entreprises humaines, chacune de ces quatre offensives a ses points forts, ses défauts et donc ses sujets d'ironie.

La première des offensives françaises, celle qui vise l'enrichissement de la langue elle-même, est, en fait, une nécessité. Elle suppose un effort de créativité, comme il se doit, et elle sera probablement couronnée de succès dans la mesure précisément où la création prendra le pas sur une simple attitude défensive à l'égard des produits d'importation.

Mais, si l'on examine les listes de mots — publiées au *Journal officiel* du 18 janvier 1973 — dont l'usage est imposé ou recommandé, certains problèmes sautent aussitôt aux yeux. Certes, nombre de mots préconisés ne sont rien d'autre qu'une bonne version française de termes anglais de même origine — ainsi, « *zonage* » au lieu de « *zoning* », pour prendre un exemple particulièrement banal : il ne se présente là aucune difficulté.

Mais il en va tout autrement dans le cas d'un terme journalistique tel que « *scoop* », auquel le gouvernement français entend substituer « *exclusivité* ». Tout d'abord, « *scoop* » est souvent utilisé comme verbe, ce dont la liste officielle ne tient pas compte, le mot étant uniquement tenu pour un substantif. Ensuite, bien que « *scoop* » signifie généralement « exclusivité », ce n'est pas toujours et nécessairement le cas. En réalité, ce terme, appliqué à une nouvelle, exprime souvent le fait qu'un organe d'information a réussi à rendre compte d'un événement important avant ses concurrents (ce qui ne lui vaut pas la possession de droits exclusifs quelconques).

Ainsi, on peut dire, par exemple, que l'Agence France Presse et Reuter ont « *scooped* » (grillé) tous leurs concurrents, lorsque ces deux agences ont publié telle ou telle nouvelle dix minutes avant les autres. Le récit de l'événement n'a fait l'objet d'aucune exclusivité, ni à ce moment-là ni plus tard, mais il n'en a pas moins constitué un « scoop ».

En revanche, il existe des exclusivités qui ne sont en aucune façon des « scoops » : les droits de reproduction en feuilleton, par exemple, d'un livre déjà mis en librairie. De toute manière, ces considérations négligent un fait essentiel : le mot « scoop » possède une saveur et une couleur que ne peut jamais rendre un substitut polysyllabique puisé dans le vocabulaire existant, à supposer même que sa signification exacte soit respectée.

Le souhait exprimé dans le même texte par le gouvernement français de voir le terme « *oriel* » remplacer « *bow-window* » (ou « *bay-window* ») peut prêter à quelque ironie. Ne s'agit-il pas là d'un anglicisme ? Je ne trouve pas le mot « oriel » dans le *Petit Larousse*, édition de 1972, pas plus que dans le classique dictionnaire français-anglais Harrap, ce qui donne, pour le moins, à penser que le terme n'est pas d'usage courant en français. Par contre, on le trouvera dans tous les bons dictionnaires américains, selon lesquels il provient du moyen-anglais, qui l'a emprunté au vieux français, qui l'a lui-même tiré du latin médiéval. A cette époque, il signifiait « galerie » ou « corridor ». Il semble que ce soit à la suite de son séjour dans les langues anglo-saxonnes qu'il en est arrivé à désigner une fenêtre en saillie.

Bien que cette signification lui soit venue d'ailleurs, il s'agit néanmoins d'un mot d'origine française (et latine). A mon sens, c'est là un excellent exemple de ce que peut être l'expansion créatrice du vocabulaire : voici un mot originaire du pays et de la langue où il revient ; il est plus court que le terme importé qu'il remplace, et, grâce à lui, le français et l'anglais possèderont en commun un mot de plus qui — dans ce cas particulier — aura la même signfication dans les deux langues.

La deuxième offensive — qui vise le maintien et le renforcement du rôle joué par le français dans les contacts officiels — a été récemment mise en évidence lors de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. Du fait de cette accession, l'anglais est devenu — en toute égalité — l'une des langues officielles de la C.E.E. Mais l'on rapporte qu'en vertu d'un accord officieux le français continue d'être la langue de travail de l'organisme — langue que doivent connaître, tout au moins en principe, les fonctionnaires britanniques nommés à Bruxelles.

Cependant, l'accord de Bruxelles va à l'encontre d'une tendance que les responsables officiels français ne connaissent que trop bien. Selon une étude citée par la revue *The Economist* en janvier 1972, les adultes qui, en Europe de l'Ouest, déclarent parler l'anglais en plus de leur langue maternelle, sont aujourd'hui plus nombreux que ceux dont le français est la seconde langue. Exprimée en pourcentage, la différence est faible : 29 % pour l'anglais contre 27 % pour le français. Mais si, selon un adage bien connu, les conquérants précèdent les commerçants, le commerce, lui, ouvre la voie a vocabulaire. Or, les affaires de la Communauté ressortissent surtout, jusqu'ici, au domaine de l'économie, où la prédominance de l'anglo-américain sur les autres idiomes est considérable.

Un don inestimable

La troisième offensive revêt un aspect plus traditionnel. Connaître au moins une des principales langues étrangères, cela fait partie, depuis des centaines d'années, du bagage scolaire obligatoire en Europe occidentale et même, dans une certaine mesure, aux Etats-Unis. Il est superflu de souligner la place enviable occupée par le français pendant près de deux siècles, où il a été la pierre de touche de la bonne éducation, de la civilisation et de la culture.

A tous ces égards, le français est l'une des langues dont la connaissance s'avère le plus précieuse, et les généreux efforts du gouvernement et du contribuable français pour la diffuser dans l'ensemble du monde constituent un don d'une valeur inestimable fait par la France aux peuples des autres pays.

Les résultats de la quatrième offensive — celle qui suppose l'appui mutuel que se prêtent, au bénéfice des langues romanes, les cinq principaux pays qui les utilisent — devraient, pour leur part, être fonction de la vigueur de chaque langue, compte tenu de sa contribution spontanée aux autres, plutôt que d'efforts lexicographiques collectifs. Les expressions bien frappées, les mots colorés, les termes et les phrases dont le besoin se fait sentir voyagent rapidement et sont vite adoptés par d'autres langues ; les locutions médiocres disparaissent tout aussi rapidement. Que l'entreprise soit justifiée ou non sur le plan purement linguistique, la prise en compte du roumain à elle seule rendrait l'investissement rentable. Malgré les efforts et les travaux des négociateurs, qui mettent laborieusement au point la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, les contacts avec les peuples d'Europe orientale demeurent ténus et rares. En raison de son héritage latin, la Roumanie forme, au milieu d'une mer linguistique et culturelle slave, une île dont la valeur est immense, tant pour ses habitants eux-mêmes que pour le reste du monde, car elle constitue, entre deux importantes cultures, un maillon qu'il est indispensable d'entretenir et de préserver par tous les moyens possibles.

Quelles que soient les réponses que recevront ces questions, une chose est sûre : les changements ne s'arrêteront pas là. Avec de la chance, ils permettront à la langue française de conserver sa vitalité, de poursuivre son développement et d'être lue et parlée par un nombre toujours croissant d'adeptes autour du globe.

Si c'est là de l'impérialisme linguistique, vive l'impérialisme ! La connaissance d'une langue nouvelle est la voie d'accès à un nouveau monde. Qu'on l'appelle ou non impérialisme culturel, l'effort déployé par la France pour la diffusion de sa langue équivaut, en définitive, à un véritable partage de ses richesses. Puisse cet effort se poursuivre et fructifier !

BURNETT ANDERSON.

LES PRINCIPALES LANGUES

Sur la base des travaux de divers experts, on peut avancer les estimations suivantes quant au nombre des personnes parlant les principales langues :

Chinois	950 000 000
Anglais	350 000 000
Russe	206 000 000
Hindou	200 000 000
Espagnol	192 000 000
Allemand	120 000 000
Bengali	108 000 000
Portugais	107 000 000
Japonais	105 000 000
Arabe	104 000 000
Français	82 000 000
Italien	66 000 000

SCIENCES

LE SATELLITE FRANCO-ALLEMAND DE COMMUNICATIONS « SYMPHONIE » NE SERA PAS EN POSTE AVANT LA MI-JANVIER.

Contrairement à ce qu'il avait annoncé il y a deux jours, le Centre national d'études spatiales a fait savoir, dans un communiqué publié le lundi 31 décembre en fin d'après-midi, que le satellite de télécommunications franco-allemand lancé le 19 décembre ne sera pas à son poste définitif, stationnaire au-dessus de l'Atlantique, avant le 15 janvier.

Le CNES avait d'abord déclaré que cette mise à poste, par 11,5 degrés de longitude ouest, serait terminée le 9 janvier. Mais le dernier communiqué indique seulement que toutes les opérations « pourraient être terminées à la mi-janvier », si les ultimes corrections d'orbite, d'attitude et d'inclinaison se déroulent normalement.

Symphonie dérive actuellement vers l'est à la vitesse de 2,2 degrés par jour et est passé par 11,5 degrés de longitude ouest le 31 décembre. Mais fixer le satellite à poste avant la mi-janvier aurait, selon les derniers calculs, entraîné une grande consommation de carburant. Les techniciens préfèrent laisser le satellite poursuivre sa dérive vers l'est puis réduire cette vitesse et ramener ensuite Symphonie vers l'ouest.

CARNET

Naissances

— M. Erik Egnell et Mme, née Clothilda Archambeaud, ainsi que Christine, ont la joie d'annoncer la naissance de

Thomas,

Toronto (Canada) le 31 octobre.
78 Millwood Road.

— Jacques et Jane Harrous ont la joie d'annoncer la naissance de

Virginie,

Paris, le 19 décembre 1974.

— Le docteur Alain Laugier et Mme, née Yvonne Werth, partagent avec Alexander la joie d'annoncer la naissance

d'Adrien

San-Francisco, le 15 décembre 1974.
26, rue Vasco-de-Gama, 75015 Paris.

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès, dans sa quatre-vingt-dix-neuvième année, de

Mme Moïse EUDLITZ,
née Marthe Lang.

Les obsèques auront lieu le vendredi 3 janvier 1975. On se réunira à 11 heures au cimetière israélite de Versailles (rue du Général-Pershing).

De la part de ses enfants : Mme Armand Lévy, Mme Théo Eudlitz, M. et Mme Raoul Weill, M. et Mme René Eudlitz, de ses petits-enfants, arrière-petits-enfants et de toute la famille.

Paris-16e, 7, rue Raynouard.

— Mme Gilbert-Alexandre Nebout,
M. et Mme Michel Nebout, Catherine et Gérard,
M. et Mme Pierre Nebout, Patrick, Olivier, Cyrille et Christophe,
M. et Mme Etienne Cozon, Stanislas, Stéphane, Barbara et Alexandra,
M. et Mme Jean-Claude Nebout,
Le docteur et Mme Thierry Nebout, Marie-Eléonore, Delphine et Nicolas,
Mme Paul Nebout, ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Robert Faulquier et leurs enfants,
M. et Mme Georges Burgière et leur fille,
Les familles Fontalirant, Saër, Priquet, Albert, Olivier.
Les familles de Fabrègues, Schilliro,
Les familles Costes, Lafont, Bouffartigues,
Ses alliés et amis,
ont la douleur de faire part du décès du

Colonel Gilbert-Alexandre NEBOUT (E.R.),

commandeur de la Légion d'honneur, décédé le 29 décembre 1974, à Paris, muni des sacrements de l'Eglise, dans sa soixante-dix-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée à Montpellier (Hérault), le vendredi 3 janvier 1975, à 10 h. 30, en l'église Notre-Dame-de-la-Paix, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière Saint-Lazare de Montpellier dans le caveau de famille.

Une messe sera dite à son intention à Paris, le samedi 11 janvier 1975, à 11 heures, en l'église Saint-François-de-Sales (rue Ampère, Paris-17e).

Cet avis tient lieu de faire-part.
75017 Paris, 169, boulevard Malesherbes.

— Lyon - La Côte-Saint-André (Isère).

Mlle Noëlie Rosset-Boulon et toute sa famille ont la douleur de faire part du décès de

M. Gabriel ROSSET-BOULON,
fondateur et responsable
du foyer Notre-Dame des Sans-Abri,
professeur honoraire de lycée,
chevalier de Saint-Grégoire-le-Grand,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier du Mérite national,
officier des Palmes académiques,

pieusement décédé à l'âge de soixante-dix ans, au foyer Notre-Dame-des-Sans-Abri, le 30 décembre 1974.

Les obsèques auront lieu en l'église Saint-André, à Lyon, le jeudi 2 janvier 1975, à 10 heures.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le même jour, à 15 heures, à La Côte-Saint-André, où aura lieu l'inhumation.

Ni fleurs ni couronnes.

Visites et conférences

JEUDI 2 JANVIER

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — 14 h. 30, place de la Sorbonne : « La chapelle » (L'art pour tous). — 15 h., 1, rue Saint-Louis-en-l'Ile : « Les hôtels de l'île Saint-Louis » (A travers Paris). — 15 h. 15, 12, rue des Hospitalières-Saint-Gervais : « Le Marais » (Mme Barbier). — 15 h., 18, rue du Cloître-Notre-Dame, M. Pierre Sadron : « Notre-Dame » (Connaissance de Paris).

CONFERENCE. — 21 h., 11 bis, rue Keppler : « Les pouvoirs de l'âme » (Loge unie des théosophes).

CIRCULATION

PROCHAINES HAUSSES DES PÉAGES SUR LES AUTOROUTES

Une augmentation des péages sur les autoroutes Paris-Normandie et Sud de la France (vallée du Rhône) est imminente.

● SUR PARIS-NORMANDIE, les tarifs seront majorés de 1 franc pour les voitures particulières aux péages de Buchelay, dans les Yvelines, et d'Heudebouville, dans l'Eure. Pour les poids lourds, la hausse serait de 1 franc à Buchelay et de 2 francs (de 6 à 8 francs) à Heudebouville.

● SUR L'AUTOROUTE DU SUD de la France, l'augmentation des péages sera de 15 % en moyenne.

Pour ces deux autoroutes, l'augmentation sera applicable dès la parution au « Journal officiel ».

Sur les autres autoroutes françaises, l'augmentation des péages sera effective :

● COURANT JANVIER sur le réseau Cofiroute : plus de 15 % sur Paris-Chartres et Paris-Tours.

● AU 1er FEVRIER (plus de 15 % en moyenne) sur Paris-Tours et sur les autoroutes du Nord et de l'Est (SANEF).

● AU 1er AVRIL (plus de 15 %) sur le réseau Esterel-Côte d'Azur (ESCOTA), où le tarif poids lourds a été majoré de 30 % depuis le 15 décembre dernier.

Aucune augmentation, en revanche, ne paraît prévue sur le réseau AREA (Rhône-Alpes).

LÉGION D'HONNEUR

M. Jean Berthoin, grand-croix

Est élevé à la dignité de *grand-croix* :

M. Jean Berthoin, ancien ministre.

Sont élevés à la dignité de *grand officier* :

M. Claude Mercier, ancien directeur général adjoint de l'O.R.T.F. ; Mme Germaine Tillion, ethnologue ; M. Jean-Jacques Trillat, président de l'Institut de France et de l'Académie des sciences.

GRANDE CHANCELLERIE

Sont promus *officiers* :

MM. Paul Carla, chef de centre d'E.D.F. ; Pierre Dartevelle, ingénieur principal honoraire à la S.N.C.F. ; Charles Morel, président du comité de Blois de la société d'entraide des membres de la Légion d'honneur ; Jacques Prist, conseiller honoraire à la cour d'appel d'Angers ; Lucien Rabier, administrateur hors classe des postes et télécommunications.

Sont nommés *chevaliers* :

MM. Georges Antoine, administrateur honoraire de la France d'outre-mer ; Germain Bernon, ingénieur en chef honoraire à la S.N.C.F. ; Roger Boiron, commissaire divisionnaire honoraire de la police nationale ; Marcel Bouloiseau, maître-assistant à la faculté des lettres et sciences humaines de Paris ; Gaston Duplan, avocat général honoraire ; René Hubert, inspecteur départemental honoraire de l'éducation nationale ; Léon Jauffret, professeur honoraire de sciences physiques ; Pierre Ladoues, ingénieur principal honoraire à la S.N.C.F. ; Pierre Lamanda, commissaire principal de police honoraire ; Léon Le Brumant, proviseur honoraire de lycée.

Mlle Suzanne Le Clezio, infirmière chef honoraire à la S.N.C.F.

MM. Paul Lelievre, architecte honoraire ; Robert Maigne, ingénieur principal honoraire à la S.N.C.F. ; Antoine Marbot, agent supérieur au ministère de la santé publique ; Henri Sabatier, professeur de philosophie ; Edmond Tabel, directeur départemental honoraire des impôts ; Robert Thierry de Ville d'Avray, inspecteur divisionnaire honoraire à la S.N.C.F.

PREMIER MINISTRE

Est promu *commandeur* :

M. Raymond Thuillier, hôtelier-restaurateur

Sont promus *officiers* :

MM. Alcardi-Lejard, secrétaire général du Plan ; Henri Benassy, médecin ; Edouard Cassan, instituteur honoraire ; Roger-Henri-Jean Deleplanque, journaliste, directeur politique de « la Presse française ».

Mme Marie-Thérèse Grimaud, directeur adjoint de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.

MM. Claude Hallouin, secrétaire général de société ; Jean Langlois, président-directeur général de société ; Ange Maroselli, vice-président de bureau d'aide sociale ; André Muller, chef du service technique central des chiffres ; Emile Peyasou, vice-président de la Fédération nationale de la mutualité française.

Sont nommés *chevaliers* :

MM. Pierre Bougé, directeur général de société ; Marcel Cats, directeur divisionnaire des impôts ; Bertrand Clisson, notaire ; Paul Coiffe, président-directeur général de société ; André Devillers, directeur de caisse régionale de Crédit agricole mutuel ; Raymond Etchats, directeur du bureau européen du programme des Nations unies pour le développement.

Mlle Rose Guillot, conservateur de musée.

MM. Roger Laroche, avocat; Claude Le Dieu de Ville, dit Claude Villedieu, journaliste à l'O.R.T.F. ; Joseph Maffre, propriétaire exploitant.

MM. Eugène Motte, industriel ; Pierre Pomies, secrétaire général de syndicat ; Edouard Pouret, président de la Fédération française des sports équestres ; Jean Rouby, conseiller général ; Lucien Siriex, docteur en médecine ; Mme Simonne Vedrenne, fondatrice et présidente du comité départemental de l'Alliance française ; M. Elie Wehbe, représentant en France d'une compagnie aérienne.

TRAVAIL

Sont nommés *chevaliers* :

MM. Pierre Auffray, maître de recherches à l'I.N.R.A. ; André Boisse, chef d'atelier principal ; Denis Dumontet, ancien professeur à l'Ecole nationale des arts décoratifs ; Marceau Hausé, ancien maître ouvrier ajusteur à la S.N.C.F. ; Pierre Macian, chef du service des approvisionnements et du magasin général de papeteries ; Jean Médot, chef de planning dans une société ; Roger Miraglio, directeur général de la Caisse d'épargne de Toulon ; Louis Paulet, chef du personnel d'un établissement industriel ; Gaston Petit, tourneur à la Société des fonderies de Pont-à-Mousson ; René Rebière, secrétaire général, retraité d'une société d'alimentation ; Joseph Rodier, ambulancier ; Victor Vanlerenberghe, retraité des Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais ; Alphonse Velghe, chef d'atelier de bijouterie ; Mme Albertine Vernais, inspecteur central des P.T.T. en retraite.

RELATIONS AVEC LE PARLEMENT

Est promu *officier* :

M. Joseph Pasquier, maire de Fleury-sur-Andelle (Eure).

Sont nommés *chevaliers* :

M. Jean Bécarud, directeur du service de la bibliothèque du Sénat ; Mme Madeleine Moinot, directeur du service de la bibliothèque de l'Assemblée nationale.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Est promu *officier* :

M. Alfred Florio, administrateur de la formation professionnelle continue dans le bâtiment et les travaux publics.

Sont nommés *chevaliers* :

MM. René Bertrand, délégué régional à la formation professionnelle ; Pierre Champieux, trésorier de l'Association pour le développement de la promotion sociale dans le département de l'Aube.

PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT

Sont nommés *chevaliers* :

M. Jean Chabaud, directeur de journal ; Mme Rosa Suzanne Gautier, journaliste.

CONDITION FEMININE

Est promu *officier* :

Mme Marcelle Devaud, présidente du Comité de travail féminin.

Sont nommés *chevaliers* :

M. Jean-Jacques Dupeyroux, professeur à l'université de Paris-II ; Mme Anne Pierrette Sartin, administrateur civil.

INTÉRIEUR

Sont promus *officiers* :

MM. François Bourgin, préfet du Finistère ; Louis Cornston, maire d'Arpajon (Essonne) ; Jean-Baptiste Lainé, maire de Valletot (Eure) ; Hubert Louis, commissaire divisionnaire ; Mme Denise Court, conseiller général du Morbihan ; MM. Robert Rochefort, inspecteur général de l'administration; Willy-Paul Romain, maire de Maudétour-en-Vexin (Val-d'Oise).

Sont nommés *chevaliers* :

MM. Maurice Arreckx, conseiller général du Var, maire de Toulon ; Marc de Beauvau, conseiller général de Meurthe-et-Moselle ; David Ben Kalifat, rabbin ; Jean-Pierre Besse, commissaire divisionnaire ; Yves Bodin, maire de Garches (Hauts-de-Seine) ; Robert Boissonnet, président du tribunal administratif de Pau ; Marcel Chapelle, ancien maire de Vic-le-Comte (Puy-de-Dôme).

Mme Louise Vernis, ancien adjoint au maire de Sens.

MM. Henry Coury, préfet de la Charente-Maritime ; Guy Dauvé, commissaire de police ; Mme Zoé David, maire de Saint-Léger (Alpes-Maritimes) ; MM. Jean Delachenal, conseiller général de la Savoie ; Jean Domine, sous-préfet de Saint-Malo ; Pierre Durand, administrateur civil ; Marcel Dussault, directeur à la préfecture du Cher ; Léopold Fabre, maire de Lans-en-Vercors (Isère) ; Pierre Gondouin, adjoint au maire de Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise) ; André Jamot, ancien député ; Mme Alma Teil, chef du bureau du cabinet à la préfecture de la région parisienne ; MM. Robert Lamy, sous-préfet ; Jules Lécuyer, conseiller général du Puy-de-Dôme ; Olivier Lefevre d'Ormesson, ancien député ; Paul Pouloux, maire de Treignac (Corrèze) ; Célestin Quincieu, maire du Puy ; Laurent Roux, sous-brigadier de la police nationale ; Georges Soullier, commissaire divisionnaire ; Jacques Vessely, adjoint au maire d'Issoire (Puy-de-Dôme).

JUSTICE

Est promu *commandeur* :

M. Marcel Caleb, procureur.

Sont promus *officiers* :

MM. François Abgrall, conseiller à la Cour de cassation ; Pierre Arpaillange, conseiller à la Cour de cassation ; Michel Baillif, avocat général près la cour d'appel de Paris ; Jean Bellon, président de chambre à la cour d'appel de Bordeaux ; Emile Delpech, conseiller à la Cour de cassation ; Jean Jonqueres, procureur général près la cour d'appel de Douai ; Marcel Martin, conseiller d'Etat ; Guy Pinot, premier président de la cour d'appel d'Orléans ; Marcel Puzin, président du tribunal de grande instance de Bobigny ; Samuel Roubache, avocat au barreau de Paris ; Pierre Vignancour, avocat au barreau de Clermont-Ferrand.

Sont nommés *chevaliers* :

MM. Paul Bartoli, substitut du procureur général près la cour d'appel de Basse-Terre ; Pierre Blondy, premier juge au tribunal de grande instance de Paris ; André Bodevin, conseiller référendaire à la Cour de cassation ; Yvan Boizard, premier substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris ; Guy Braibant, maître des requêtes au Conseil d'Etat ; Jean Cambasard, conseiller à la cour d'appel de Lyon ; René Cathelineau, procureur de la République près le tribunal de grande instance d'Orléans ; Jacques Claveau, conseiller à la cour d'appel de Limoges ; Paul Collet, directeur du service des informations parlementaires, des publications et des scrutins à l'Assemblée nationale ; Yves Cottrel, chef de service adjoint au Sénat ; André Delorme, sous-directeur de l'équipement au ministère de la justice ; Maxime Denesle, avocat au barreau de Rouen ; Christian Gisselbrecht, conseiller à la cour d'appel de Rennes ; Jacques Le Guyader Desprées, notaire à Châteaulin ; Norbert Mardelle, directeur régional des services pénitentiaires.

MM. Louis Mauche, substitut du procureur général près la cour d'appel de Rouen ; François Nérault, conseiller à la cour d'appel de Paris ; Jean Paoli, substitut du procureur général près la cour d'appel d'Aix-en-Provence ; Pierre Prades, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Boulogne-sur-Mer ; Félix Pres, conseiller prud'homme à Grenoble ; Auguste Ribettes, conseiller à la cour d'appel de Paris ; Paul Rouchayrole, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Chartres ; Jean Swiney, procureur de la République près le tribunal de grande instance d'Avranches ; Alain Tinayre, avocat au barreau de Paris ; Yves Vincenot, ancien directeur du service de la bibliothèque, des archives et de la documentation étrangère au Sénat ; Alfred Weller, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Thionville.

DÉFENSE

Est promue *commandeur* :

Mme Vasilia-Evain Pavée de Vendeuvre, directrice du service des infirmières, pilotes et secouristes de l'air de la Croix-Rouge française.

Est promu *officier* :

M. Jean Jullien, dit Jullien-Davin, président-directeur général de société.

Sont nommés *chevaliers* :

Mme Jeannine Courtinat, attaché d'administration principal au ministère ; MM. Gilbert Commery, directeur adjoint des études dans une société industrielle ; François Dreyfus, professeur, directeur du Centre d'études germaniques de l'université de Strasbourg ; Jean Dupuy, ingénieur à la délégation ministérielle pour l'armement ; Georges Nisson, commissaire divisionnaire ; Jacques Guillebert, professeur au prytanée militaire ; Gérard Hibon, conseiller technique au cabinet du ministre ; Jean Lamarque, inspecteur central des services des transmissions du ministère ; Paul Lefèvre, ingénieur sur contrat à la délégation ministérielle pour l'armement ; André Ménétré, inspecteur principal à l'administration centrale.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Est promu *commandeur* :

M. François Leduc, ministre plénipotentiaire.

Sont promus *officiers* :

Mlle Marcelle Campana, conseiller des affaires étrangères à l'administration centrale ; MM. Guy de Commines de Marsilly, ministre plénipotentiaire de 1re classe à l'administration centrale ; Gérard Le Saige de la Villèsbrunne, ambassadeur de France en Zambie ; Bernard Groslier, conservateur des musées d'Angkor ; Mgr Joseph Nasrallah, curé de Saint-Julien-le-Pauvre ; MM. Edouard Saman, président de la chambre de commerce franco-libanaise ; Paul Anthoine-Milhomme, directeur de société à Beyrouth ; Mgr Jules Calmels, abbé général de l'ordre des Prémontrés à Rome ; MM. Werner Finsterholzl-Verniere, industriel à Revensburg (Allemagne fédérale) ; André Rosenthal, délégué d'un groupe bancaire français au Brésil ; Claude Viollet, professeur de français à l'académie West Point à New-York.

Sont nommés *chevaliers* :

M. Pierre Audebert, secrétaire des affaires étrangères à l'administration centrale ; Mlle Geneviève Cromme, chargée de mission à l'administration centrale ; MM. Pierre Decamps, chef de la mission d'aide et de coopération à l'ambassade de France au Cameroun ; André Gabillaud, consul général de France à Lima ; Mme Simone Vienot, agent supérieur à l'administration centrale ; MM. Jean-Marie Le Breton, premier conseiller à l'ambassade de France au Canada ; Philippe Malaud, conseiller des affaires étrangères à l'administration centrale, ancien ministre ; René Motte, attaché d'administration centrale à l'administration centrale ; Yves Pagniez, ministre plénipotentiaire de 2e classe à l'administration centrale ; René Turpaud, ancien chiffreur à l'administration centrale ; Raymond Bravard, représentant d'une banque française au Vietnam du Sud ; Pierre Casanova, industriel au Honduras ; Albert Cherel, directeur du Centre culturel français de Palerme (Italie) ; Jean Cousergue, docteur en médecine au Maroc ; Henri Crombé, administrateur de sociétés en Belgique ; R.P. Henri Darblade, professeur au grand séminaire grec catholique de Jérusalem ; MM. Michel Bassonville, directeur du groupe des entreprises françaises participant au barrage de Tarbela (Pakistan) ; José de la Luz Guerrero, colonel de l'armée nicaraguayenne.

R. P. Jean Dumont, docteur en théologie ; M. Paul Guichonnet, professeur à l'université de Genève; Mme Geneviève Hettier de Boislambert, président d'honneur de l'association France-Canada ; MM. Pierre Lamon, directeur général de banque en Colombie ; Jacques Paternot, directeur général de société ; Jacques Pingle, directeur du centre d'études hispaniques appliquées ; Jean Pivin, directeur de société ; Giacinto Accornero, président-directeur général de société ; Louis Le Brocquy, artiste peintre ; Mme Cornelia Quarti, consultant de psychiatrie et de médecine psychosomatique ; M. George Cunynghame-Robertson, président-directeur général de société.

ÉCONOMIE ET FINANCES

Sont promus *commandeurs* :

MM. Jacques Auboyneau, ancien inspecteur général des finances; Roger Martin, président de la Compagnie de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson.

Sont promus *officiers* :

MM. André Bassuel, conseiller maître à la Cour des comptes ; Robert Bertaux, directeur général des impôts ; Jean Berthier, trésorier-payeur général ; André Chafanel, inspecteur général des finances ; Robert Pichard, secrétaire général du Crédit foncier de France ; André Laleuf, directeur du comité d'action pour la productivité dans l'assurance ; Robert Libois, directeur général adjoint honoraire de sociétés d'assurances ; André Schneider, contrôleur financier.

Sont nommés *chevaliers* :

MM. Laurent Blanc, directeur adjoint à l'administration centrale ; Bernard Bosc, sous-directeur à l'administration centrale ; Jean Chanel, directeur général à la Banque de France ; Mlle Madeleine Dom, directeur régional de l'I.N.S.E.E. ; MM. Jean-Pierre Dubois, directeur régional des impôts ; Théophile Elliott, directeur général honoraire de banque ; Hubert Guillaume, inspecteur général au Crédit national ; Maurice Heurton, directeur des services fiscaux de Paris-Sud-Est ; Jean Isnard, conseiller référendaire à la Cour des comptes ; Michel Labourear, trésorier-payeur général ; Jean Lamey, président d'une compagnie financière ; Claude Leveillé-Nizerolle, directeur général adjoint d'un groupe d'assurances générales ; Joseph Maillard, directeur départemental du commerce intérieur et des prix ; Mlle Jeanne Moevus, conseiller financier pour l'Afrique ; MM. René Muller, agent général d'assurances ; François Noël, commissaire contrôleur général des assurances ; Jean Piuyette, délégué général de la Réunion des organismes d'assurance mutuelle ; Henri Pollet, président-directeur général de société ; Etienne Subra, directeur régional des douanes.

ÉDUCATION

Est promu *commandeur* :

M. Norbert Casteret, spéléologue.

Sont promus *officiers* :

MM. Auguste Chartier, inspecteur général des services administratifs du ministère ; Pierre Darmangeat, inspecteur général de l'instruction publique ; Pierre Gérard, professeur honoraire; Pierre Godard, inspecteur principal de l'enseignement technique ; Paul Pastour, recteur de l'académie de Nancy-Metz.

Sont nommés *chevaliers* :

MM. André Aubert, inspecteur général de l'instruction publique ; Jean Auffret, proviseur de lycée ; Charles Ballard, proviseur de lycée ; André Blanc, professeur agrégé ; Mlles Marguerite Bujalbal, inspectrice départementale de l'éducation nationale ; Charlotte Lellier, ancien professeur ; MM. Pierre Magnin, recteur d'académie ; Auguste Méziot, directeur de collège d'enseignement technique ; Daniel Mireur, professeur agrégé ; Roger Nouvel, inspecteur d'académie ; Guy Palmade, inspecteur général de l'instruction publique ; Jules Perrie, conseiller administratif à l'inspection académique de Laon ; Mme Louise Lapierre, directrice de collège d'enseignement secondaire ; MM. Alain Peyrefitte, ancien ministre de l'éducation nationale ; Alphonse Quereuil, inspecteur d'académie ; Mlle Françoise Richard, directrice du centre national de préparation au professorat des travaux manuels éducatifs ; MM. Ive Saudray, recteur d'académie ; Pierre Ségurel, inspecteur d'académie ; Jean Thomas, directeur d'école normale d'instituteurs ; Jean Wagner, proviseur de lycée ; Charles Weick, professeur agrégé.

COOPÉRATION

Est promu *commandeur* :

M. Claude Panouillot, inspecteur général des finances.

Sont promus *officiers* :

MM. Antoine Carli, administrateur civil hors classe ; Pierre Hugot, contrôleur délégué du Fonds européen de développement pour la République malgache, la Réunion, les Comores et le T.F.A.I. ; Georges Nesterenko, président-directeur général de sociétés ; Pierre Coll, ingénieur général des travaux publics.

Sont nommés *chevaliers* :

MM. Jean de Chalvet de Rochemonteix, agent consulaire de France au Kivu ; Robert Grosfilley, journaliste ; Mme Yvonne Londiche, chef du secrétariat particulier du président de la République de Côte-d'Ivoire ; MM. Maurice Naulot, directeur de société ; Serge Pasquier, commissaire du gouvernement auprès de sociétés en Côte-d'Ivoire ; Claude Chalmeau, inspecteur d'académie ; André Guéna, chef de la mission d'aide et de coopération à Cotonou ; Jean Helly, ingénieur en chef d'agriculture outre-mer ; Bernard Pécriaux, administrateur civil hors classe.

ÉQUIPEMENT

Sont promus *officiers* :

MM. Michel Anselme, président-directeur général de sociétés ; Michel Arrou-Vignod, inspecteur général de l'équipement ; Louis Bourgeois, ingénieur général des ponts et chaussées ; Maurice Roy, ingénieur en chef des ponts et chaussées.

Sont nommés *chevaliers* :

MM. Jean Delpit, administrateur civil ; Jacques Dufour, directeur d'entreprise ; Michel Fève, ingénieur en chef des ponts et chaussées ; Henri Grellet, président de l'Union nationale des industries de la manutention dans les ports ; Quang Huynh-Vinh, chef de bureau à l'administration centrale ; Philippe Oblin, ingénieur en chef des ponts et chaussées ; Roland Rénier, président de l'Union nationale de la maçonnerie; René Rossi, ingénieur en chef des ponts et chaussées.

AGRICULTURE

Sont promus *officiers* :

MM. Hyacinthe Belbeoc'h, président de l'Office central des associations agricoles de Bretagne ; Raymond Lefebvre, ingénieur général du génie rural, des eaux et forêts ; Henri Tassart, président-directeur général de société.

Sont nommés *chevaliers* :

MM. Rene Bignon, président de la chambre d'agriculture de l'Ile-de-France ; Jacques Chartier, industriel ; Jacques Clerc, président-directeur général de société ; Elie Cousin, ingénieur en chef du génie rural, des eaux et forêts ; Pierre Dufrêne, contrôleur général des services vétérinaires ; Pierre Fivel, ingénieur en chef du génie rural, des eaux et forêts ; Mme Marie-France de Garidel-Thoron, chef d'action sociale à la Fédération de la mutualité agricole de l'Allier ; MM. Maurice Gauthier, ingénieur en chef d'agronomie ; Henri Geoffroy, président du Syndicat des vignerons de la Champagne délimitée ; Gaston Hernandez, exploitant agricole ; Jean Lesnier, président de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Gironde ; Joachim Odcou, directeur départemental de l'agriculture de l'Ain ; Jacques Racoisson, industriel alimentaire ; Marcel Raynaud, président-directeur général de conserveries ; Jean Rebiffé, ancien directeur général du Syndicat agricole d'Eure-et-Loir ; Jacques de Roquelaure, président du Syndicat national des directeurs de la mutualité agricole ; Marcel Théret, professeur à l'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort ; Mme Bertho, exploitante agricole.

QUALITÉ DE LA VIE

Est promu *officier* :

M. Henri Barre, directeur général de la caisse centrale de Crédit hôtelier commercial et industriel.

Sont nommés *chevaliers* :

MM. Emile Chaix, directeur général d'établissements industriels ; Ernest Hell, enseignant de sciences biologiques.

JEUNESSE ET SPORTS

Sont promus officiers :

MM. Michel Rigal-Ansous, secrétaire général de l'Union nationale des associations de parents de l'enseignement libre ; Henri Verdit, inspecteur général de la jeunesse et des sports.

Sont nommés *chevaliers* :

MM. Xavier de Roux, président de la Fédération française de voile ; Raymond Malesset, délégué général de l'Union des centres de plein air ; Bernard Restout, président de la Fédération française de boxe.

TOURISME

Est promu *officier* :

M. Jean Guillermet, président de l'Union des syndicats d'initiative du Rhône.

Sont nommés *chevaliers* :

MM. Paul Bocuse, restaurateur ; Eugène Violand, président de l'Union départementale des syndicats d'initiative du Haut-Rhin.

TRAVAIL

Est promu *commandeur* :

M. André Borveau, président de la Fédération nationale de la mutualité française.

Sont promus *officiers* :

MM. Emmanuel Marcorelles, directeur général de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail ; Albert Peyre, président de la Fédération nationale de la mutualité des anciens combattants et prisonniers de guerre ; Mme Germaine Ripert, dite Ripert-Emery, président de l'Union des femmes patrons.

Sont nommés *chevaliers* :

M. André Albert-Sorel, trésorier général adjoint de la Commission exécutive des conseils de prud'hommes de France et d'outre-mer ; Mme Madeleine Godeau, secrétaire générale de la Fédération nationale de la couture ; M. Marius Dumas, ancien secrétaire du Groupement de défense des ouvriers à domicile de Thiers et de sa région ; Mme Germaine Gauthier, ancienne attachée de direction commerciale ; MM. Henri Lemarchand, trésorier général du Syndicat national des auteurs et compositeurs de musique ; Charles Le Nalio, secrétaire général de la Mutuelle de la marine ; Gilbert Leroy, médecin-chef de la caisse primaire de Sécurité sociale de Valenciennes ; Michel Lucas, inspecteur à l'inspection générale des affaires sociales ; Georges Mathevet, président de l'Union départementale des sociétés mutualistes de l'Ardèche ; Pierre Mattei, directeur de la caisse régionale d'assurance-maladie du Languedoc-Roussillon ; Mlle Léa Melon, ancien chef du service de médecine du travail à la R.A.T.P. ; MM. Pierre Monin, président de l'union départementale C.G.C. du Val-d'Oise ; Daniel Müller, médecin-chef de la caisse d'assurance-maladie de Tourcoing ; Joseph Porebski, vice-président du conseil d'administration de la Caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines ; Jean Rémy, président de la section du Loiret des Meilleurs ouvriers de France ; Maurice Ronxin, directeur régional du travail et de la main-d'œuvre de la région de Haute-Normandie.

SANTÉ

Est promu *commandeur* :

Mme Thérèse Fontaine, dite Bertrand-Fontaine, médecin honoraire des hôpitaux.

Sont promus officiers :

Mme Madeleine July, médecin des écoles ; M. Raymond Féry, médecin inspecteur régional de la santé ; Mlle Anne-Marie Marteau, présidente de l'Association départementale pour la sauvegarde de l'enfance à Tours ; MM. Robert Monnier, président de l'Association française d'acupuncture ; René Musset, médecin gynécologue ; Gérard Perdu, doyen honoraire de la faculté de médecine et de pharmacie d'Amiens ; Gilbert Péronnet, ancien directeur scientifique de laboratoire pharmaceutique.

Sont nommés *chevaliers* :

Mme Denise Nagau, chef de bureau à l'administration centrale ; Mlles Odile Baur, médecin anesthésiste à la clinique chirurgicale de l'Hôtel-Dieu de Paris ; Suzanne Bouygues, directeur de l'hôpital-hospice d'Ivry ; Mgr Jean Brun, aumônier de l'asile départemental des Petits-Prés, à Plaisir ; MM. Joseph Comiti, professeur agrégé à la faculté de médecine de Marseille, ancien ministre ; Robert Contamin, professeur titulaire de clinique chirurgicale ; Mlle Simone Cottret, directeur départemental de l'action sanitaire et sociale, hors classe ; MM. Pierre Debeaupuis, directeur de l'hôpital franco-musulman ; Daniel Denant, président départemental de la Croix-Rouge française de Seine-et-Marne ; Mlle Marie-Madeleine Dienesch, professeur agrégée de lettres, ancien ministre ; Mme Marie-Rose Conrad-Bruat, administrateur civil hors classe à l'administration centrale ;

MM. André Jourdain, médecin chef de service de pneumophtisiologie au centre hospitalier de Vichy; Michel Latarjet, chef de service de chirurgie et professeur de clinique chirurgicale ; Marc Linquette, professeur titulaire de chaire de clinique médicale ; Paul Pialoux, chef du service d'oto-rhino-laryngologie de l'hôpital Lariboisière ; Fernand Prevost, directeur du centre de formation professionnelle de Villepreux ; Jean-Laurent Richier, chef de service au centre hospitalier et universitaire de Rennes ; Léon Roucoules, vice-président de l'académie dentaire de Paris ; Joseph Rouher, professeur titulaire de la chaire d'ophtalmologie à la faculté de médecine de Clermont-Ferrand ; Michel Roux-Vailliard, médecin chef de l'hôpital marin de San-Salvador ; Fritz Schubert, chef du service régional de l'action sanitaire et sociale pour la région de Haute-Normandie ; Jean Serve, docteur en médecine ; Aimé Templer, ancien chef de service de cardiologie ; Robert Tricot, médecin chef du service de cardiologie de l'hôpital Bichat.

INDUSTRIE ET RECHERCHE

Est promu *commandeur* :

M. François Gautier, président du directoire de la Société des automobiles Peugeot.

Sont promus *officiers* :

MM. Maurice Bousquet, président directeur général d'un groupe textile ; Raymond Doumenc, président de l'association nationale de la recherche technique ; Jean-Pierre Fouchier, directeur général adjoint dans une société pétrolière ; Max Hecquet, directeur général des Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais ; Jacques Le Foi, inspecteur général au ministère ; Paul Mathely, membre du conseil supérieur de la propriété industrielle ; Georges Périneau, président de la fédération des chambres syndicales des minerais et métaux bruts ; Rolland Ritter, directeur général d'une société minière et métallurgique ; Jean-Paul Tannery, président de la chambre syndicale des fabricants de tube d'acier.

Sont nommés *chevaliers* :

MM. André Giraud, administrateur général délégué au C.E.A. ; Marius Berthier, président de la chambre de commerce et d'industrie d'Arles ; Lucien Blanchet, président directeur général d'une société de matériels d'équipement électrique ; Pierre Dejours, professeur à la faculté de médecine de Paris ; Jacques Deleplanque, directeur général de société ; Pierre Dutilleul-Francoeur, président directeur général d'une société ardoisière ; Henri Febvre, président directeur général de société ; Marcel Gombert, directeur général dans une société métallurgique ; Mlle Claudette Lavorel, sous-directeur au ministère ; MM. Jean Legrand, président directeur général de société ; Jacques Lions, professeur au Collège de France ; Mme Louise Cerf, président directeur général de société ; MM. Louis Michel, professeur à l'Institut des hautes études scientifiques ; Pierre Nas, président de la chambre de commerce et d'industrie de Honfleur-Lisieux ; Mme Arlette Susse, président directeur général d'une fonderie d'art ;

MM. Olivier Payen de la Garanderie, directeur général adjoint des Houillères du bassin du Centre et du Midi ; René Pelissier, secrétaire général de la conférence internationale des grands réseaux électriques ; Mlle Louise Schmitt, auxiliaire sur contrat au ministère ; MM. Georges Steinès, directeur général d'usines ; Jean-Jacques Wittmann, directeur administratif de sociétés industrielles ; André Cregut, ingénieur à la division de construction des réacteurs du Commissariat à l'énergie atomique ; Jacques Faure, chef de service à la direction des études et recherches à l'E.D.F. ; Jean Magy, adjoint au directeur de la division de construction des réacteurs du Commissariat à l'énergie atomique.

TRANSPORTS

Sont promus *officiers* :

MM. Louis Cardon, directeur général du Crédit naval, maritime, aérien et fluvial ; Pierre Tampon-Lajarriette, directeur financier et administratif d'une entreprise de transports.

Sont nommés *chevaliers* :

MM. René Bardet, ingénieur principal des travaux de la navigation aérienne ; Marcel Blanc, directeur d'une compagnie de navigation ; Marcel Bruchon, président d'un aéro-club ; Emile Cherifcheikh, directeur régional d'une société de transports ; Jean Jolivet, pilote de la station de Dieppe.

MM. André Portefaix, ingénieur général à la direction du matériel de la S.N.C.F. ; Edouard Bérolle, président-directeur général d'une société de chantiers navals ; Guy Roudot, ingénieur général à la R.A.T.P. ; Jacques Testard, agent général de la Compagnie des messageries maritimes à Marseille.

CULTURE

Sont promus *officiers* :

MM. Emile Aillaud, architecte ; Jean Chatelain, directeur des musées de France ; Mme Hélène Adhemar, conservateur en chef des galeries du Jeu de Paume et de l'Orangerie ; M. Maurice Martenot, codirecteur de l'école Martenot.

Sont nommés *chevaliers* :

Mlle Josette Amiel, danseuse-étoile à l'Opéra de Paris ; MM. Maurice André, trompettiste ; Gabriel Bacquier, artiste lyrique ; Paul Billetdoux, dit François Billetdoux, homme de lettres ; Maurice Brieux, dit Brieux-Ustaritz, chorégraphe et pédagogue ; Ermenegildo Caputo, dit Gildo, directeur de la Galerie de France ; Jean Cuisenier, conservateur en chef du Musée des arts et traditions populaires ; Charles Exbrayat-Durivaux, dit Charles Exbrayat, homme de lettres ; Christian Ferras, violoniste ; Mmes Marguerite Flexer, dit Espanita Cortes, ex-danseuse étoile à l'Opéra de Paris et à l'Opéra-Comique ; Simone Louvel, chef du service informatique au Centre national de la cinématographie ; Liliane de Rothschild, donatrice des musées nationaux ; MM. Roger Goimbault, directeur général de société cinématographique ; Gilbert de Goldschmidt-Rothschild, président-directeur de société ; André Heurtaux, artiste peintre ; Jean de Lavigne Sainte-Suzanne, directeur des Jeunesses musicales de France ; François Reichenbach, cinéaste ; Alain Robbe-Grillet, homme de lettres ; Raymond Savignac, affichiste ; Jean Touzet, secrétaire général du Festival international du film ; Gérard Valter, sous-directeur au Centre national de la cinématographie.

UNIVERSITÉS

Sont promus *officiers* :

MM. Jean Chevallier, professeur au centre juridique de Sceaux ; Clément Courty, professeur retraité ; Paulin Luzi, sous-directeur au secrétariat d'Etat ; Léon Pérès, membre de l'Institut ; Robert Raynaud, professeur à la faculté de médecine de Tours.

Sont nommés *chevaliers* :

MM. André Bazex, professeur à l'université de Toulouse-III ; Maurice Bizot, professeur à l'université de Dijon ; Georges Bodiou, professeur de mathématiques à l'université d'Aix-Marseille ; Mlles Jeanne Charpentier, professeur de mathématiques à Rennes ; Marthe Chaumié, conservateur en chef de la bibliothèque du Muséum national d'histoire naturelle de Paris ; MM. Jacques Dufresnoy, professeur de mathématiques à Bordeaux ; André Foucaud, professeur à Nantes ; Robert Granger, professeur à Montpellier-I ; Jean Leclant, professeur à l'université de Paris-IV ; Amédée Monginou, directeur de l'école supérieure de commerce de Clermont-Ferrand ; Paul Ozenda, professeur de botanique à Grenoble ; Mme Hélène Geismar, professeur de droit privé ; M. Henri Thiers, professeur à Lyon.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Sont promus *officiers* :

MM. Paul Berliet, président-directeur général de société ; Henri Odelin, président-directeur général de société.

Sont nommés *chevaliers* :

MM. André Escarra, directeur de l'agence de Lyon de la Banque française du commerce extérieur ; Robert Leroux, industriel ; Claude Pfeiffer, directeur de société.

DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Sont nommés *chevaliers* :

Mme Olga Débousset, directeur départemental de l'action sanitaire et sociale de la Guadeloupe ; MM. Raymond Grousseolles, chef de division de la France d'outre-mer ; Mme Marie Kiedowna, en religion sœur Marie-Thérèse, directrice du centre de rééducation des jeunes aveugles et sourds-muets à Sainte-Marie-de-la-Réunion ; M. Teai Temarii, capitaine en retraite de la marine marchande.

(A suivre.)

Le Monde DES ARTS ET DES SPECTACLES

Rétrospective Barbault à Angers

Un Français du XVIIIe à Rome

L'ACADEMIE de France à Rome ne devait pas être vers le milieu du dix-huitième siècle un séjour de mélancolie, si l'on en juge par les défilés, bals et mascarades que les pensionnaires du palais Mancini organisaient à l'occasion d'une fête, du carnaval ou de l'arrivée de quelque grand personnage. Un des témoins et des organisateurs de ces réjouissances d'un jour fut le peintre Barbault, personnalité originale et mélancolique, dont une exposition, présentée au musée d'Angers, tente de reconstituer la carrière et de préciser le rôle qu'il a pu jouer dans le milieu romain à une époque où les Français y étaient particulièrement actifs et considérés.

Malgré de très sérieuses recherches, dont témoigne un catalogue fort documenté, nous ne saurons sans doute jamais très bien qui fut Jean Barbault. Il est né en 1718, tente d'obtenir le prix de Rome mais échoue à l'épreuve finale. Il n'en décide pas moins de venir en Italie et arrive en 1747 à Rome, où il est accueilli par le directeur de l'Académie, Jean-François de Troy, qui le prend sous sa protection et obtient du directeur des bâtiments du roi, Lenormant de Tournehem, l'oncle de Mme de Pompadour, que lui soit attribuée une place devenue vacante par le départ d'un pensionnaire. Surtout, il lui commande vingt tableaux représentant les divers participants de la mascarade à la turque qu'avaient organisée en 1748 les pensionnaires de l'Académie et qui remporta un immense succès auprès du public romain et du pape lui-même. Toute l'Académie défila dans les rues de Rome, costumée qui en « sultane blanche », qui en « janissaire », qui en « pacha d'Egypte » ou en « chef des eunuques », le cortège représentant « la caravane du sultan à La Mecque »

C'est Vien qui avait eu l'idée de cette mascarade. On avait d'abord pensé à un triomphe d'empereur romain Mais « Rome, si riche en monuments, offrait des triomphes dans tous les bas-reliefs des édifices publics ». Alors qu'une mascarade à la turque était « susceptible des plus beaux effets : la gravité des personnages, le luxe des habits, la magnificence des présents, la richesse des tapis qui doivent couvrir le tombeau de Mahomet, et l'odeur enivrante des parfums, le char éclatant d'or et d'azur sur lequel doivent être placées les sultanes, leur parure asiatique, les eunuques dans leur costume, tout cela réuni, en nous rapprochant de la vérité historique le plus qu'il nous sera possible, doit former le tableau le plus magnifique du divan, du sérail et des chefs de la religion musulmane ».

A la recherche de la vérité historique

On voit que le défilé de 1748 n'est plus tout à fait la turquerie du Bourgeois gentilhomme *: on y recherche l'éclat, la magnificence exotique mais aussi une certaine « vérité historique », et les pensionnaires semblent s'être mis en quête de documents précis, s'inspirant sans doute d'un recueil de gravures publié par les soins d'un ancien ambassadeur près de la Sublime Porte, se souvenant aussi de l'entrée à Paris en 1721 de l'ambassadeur turc, Méhémet Effendi, entrée qui avait inspiré à Ch. Parrocel un tableau aujourd'hui conservé au musée de Versailles.*

Avec leurs barbes et leurs turbans, leurs drapeaux et leurs longues robes chamarrées, les Turcs de Barbault sont en effet fort sérieux et font figure de personnages d'histoire plutôt que de figurants d'opéra Sur les vingt tableaux commandés par de Troy, neuf ont été retrouvés, dont huit nous sont ici présentés. L'ensemble est charmant, curieusement mélancolique, très rococo dans le mouvement et les gestes des acteurs, et délicieusement peint. Voici l'Aga des janissaires, le Chef des spahis, *un* magnifique Porte-enseigne, *un* Prestre de la loy *et quelques silhouettes féminines, une* Sultane grecque *en particulier, qui évoque les aspects les plus séduisants et sensibles de l'orientalisme du XVIIIe siècle.*

Le sentiment décoratif du siècle

Barbault a sans doute assisté ou participé à d'autres fêtes romaines, et son œuvre la plus connue, la Mascarade des quatre parties du monde, *aujourd'hui à Besançon, nous laisse le souvenir d'un projet de cortège que les pensionnaires de l'Académie voulaient faire défiler sur le Corso à l'occasion du carnaval de 1751. Le tableau, tout en longueur, est de dimensions modestes, et Barbault n'a certainement pas la verve, l'imagination, la liberté épique du Tiepolo de Wurtzbourg, pour ne prendre qu'un exemple à peu près contemporain, mais on n'imagine rien de plus aimable, de plus délicatement poétique, que cette suite de chars, de trophées, de cavaliers, de chevaux empanachés, véritable microcosme de fantaisie et de gaieté romanesque. Le sentiment décoratif du siècle, dans ses aspects de miniature et de rêverie théâtrale, apparaît ici sous son meilleur jour, et l'on verra encore un* Jeune homme en costume oriental, *une* Joueuse de mandoline, *que l'on peut rapprocher sans excès des chefs-d'œuvre des peintres des fêtes galantes.*

Une autre série : celle des Costumes d'Italie, *que Barbault exécuta d'abord à la demande de J.-F. de Troy, puis à l'intention de la clientèle de voyageurs qui désiraient rapporter chez eux un souvenir romain analogue aux « Vedute » de Canaletto ou de Guardi qu'ils achetaient à Venise. Voici, sur un fond de palais et de jardins qui fait penser à Hubert Robert,* un Cocher du pape, *une* Frascatane, *une* Neptunese, *une* Fille dotée pour être mariée ou religieuse, *un délicieux* Chevau-léger, *tout souriant et rêveur sous son grand chapeau à plumes, qui hésite entre le comédien de Watteau et le chevalier d'industrie, une* Vénitienne *enfin, si coquettement enveloppée dans son fichu qu'elle fait penser à un personnage de la jeunesse de Goya (auquel un de ces tableaux a jadis été attribué).*

Les fêtes de l'instant

Tel fut notre Barbault, qui peignit également des paysages d'Italie, *des vues de la Rome antique et moderne, et, bien sûr, des ruines, avec* la Pyramide de Sextius, *avec* le Temple de Jupiter tonnant, *où l'on voit passer un carrosse, des soldats, des prêtres, de petits personnages gentiment saisis sur le vif dans le vain discours de la vie quotidienne. Graveur très fécond, Barbault a gravé certains dessins de Piranèse pour le volume célèbre des* Antichita Romane *et est lui-même l'auteur d'un album des* Plus Beaux Monuments de Rome ancienne, *où il faut bien dire qu'il demeure assez en retrait par rapport à son illustre rival. Comme l'a écrit Henri Focillon, «* Barbault est un des plus complets et des mieux doués parmi ces immigrés qui sont venus admirer les beautés architecturales de Rome. Mais il est loin d'épuiser la majesté du sujet, et presque constamment elle lui échappe ». *Peut-être Barbault était plus sensible aux fêtes de l'instant qu'à la majesté intemporelle des Césars, qu'il reviendra à une autre génération d'exprimer, mais si les recherches entreprises à son propos se poursuivent avec le même bonheur, elles nous révéleront peut-être un peintre de beau fond et de charme, moins éphémère qu'il n'apparaît au premier abord.*

ANDRÉ FERMIGIER.

★ Jean Barbault (1718-1762). Musée d'Angers, jusqu'au 15 janvier. L'exposition, déjà présentée à Beauvais, sera au musée de Valence du 1er février au 15 mars.

AVANT-GARDE

DÉDAIGNÉE par la rumeur progressiste, ignorée de la critique établie à Paris, à Londres, à New-York, à Moscou ou à Tokyo, l'avant-garde trouve aujourd'hui dans le cinéma un champ d'application privilégié. Peut-être parce que pèsent sur le cinéma des contraintes économiques et politiques qui s'attachent à un outil onéreux, même s'il est populaire.

A l'autre extrémité de l'horizon artistique, la vidéo tire tous les avantages possibles d'un « décollage » récent. Mais elle en subit aussi les plus graves inconvénients : son plan de vol est trop bien défini, en apparence, pour ne pas susciter les plus légitimes suspicions. Enfant naturel de la télévision, la vidéo a affirmé son autonomie au moment où la maison japonaise Sony a mis sur le marché, il y a moins de dix ans, ses équipements très légers de format demi-pouce La technique électronique sortait des encombrants laboratoires télévisuels : elle échappait au contrôle tout puissant des ingénieurs, à leurs interdits consciencieux ; elle offrait le cinéma instantané à tous ceux qui pouvaient se payer le coûteux équipement qu'implique encore la vidéo. Sans être inabordable, le nouveau médium supposait l'appui financier d'institutions, de collectivités, d'universités ou de syndicats capables d'avancer l'argent nécessaire.

***

Entrée dans les mœurs, cette vidéo légère, portative, s'identifie pour presque tous les esprits à un cinéma de reportage et elle permet d'enregistrer en son synchrone, sans autre limite que la durée de la bobine vidéo standard (environ quarante minutes), tout ce qui se déroule en face d'une caméra. Le coût de cette bobine est peu élevé (200 F chez nous, la moitié aux Etats-Unis), et rien ne s'oppose à l'enregistrement d'heures et d'heures d'interviews, de scènes sur le vif, de « films-vérité ». Torrent, déluge de bavardages qui effraient à juste titre quiconque réfléchit un moment au médium.

Mais il existe une autre vidéo dont on a très peu parlé, malgré le succès de snobisme de la récente confrontation art-vidéo organisée au Musée d'art moderne par le C.N.A.A.V. (Centre national pour l'animation audio-visuelle), malgré la présentation très cohérente de spectacles vidéo au Festival expérimental de Knokke-le-Zoute, malgré diverses manifestations organisées aux Etats-Unis.

Cinéma et vidéo à l'université de Buffalo

La vidéo « non réaliste », pour employer la dénomination commune, n'est pas le fait de quelques illuminés, de scientifiques vivant une carrière au rabais dans l'art, d'irresponsables saisis par le démon de la manipulation électronique. Tout au contraire, elle est l'œuvre de gens de gauche, qui contestent l'emprise du « système », la manière dont l' « establishment » façonne les esprits, qui contestent surtout la transmission de l'information télévisuelle, le faisceau électronique balayant le petit écran pour offrir à chacun l'illusion de la réalité, ou, à la rigueur, un cinéma au rabais.

L'université de l'Etat de New-York à Buffalo (nom officiel indiquant les innombrables ramifications d'un complexe universitaire qui, à travers tout l'Etat, touche des centaines de milliers d'étudiants, et dans l'organisation duquel l'actuel vice-président des Etats-Unis, M. Nelson Rockefeller, longtemps gouverneur de l'Etat de New-York, a joué un rôle prépondérant) est aujourd'hui le fer de lance de l'expérimentation aux Etats-Unis. Le responsable du département expérimental de l'université est Gerald O'Grady, personnalité encore peu connue en Europe.

***

A l'origine du Media Center de l'université Rice de Houston (où travaille James Blue), coordonnateur de la partie vidéo de Knokke-le-Zoute, Gerald O'Grady arrive au cinéma en étranger. Médiéviste, il avoue très candidement vouloir apporter au cinéma, à la télévision (donc à la vidéo) et aux média en général l'infrastructure théorique des disciplines traditionnelles. Il ne croit pas que le cinéma et ses dérivés soient encore obligatoirement liés aux approximations que tolère la critique. Il ne rêve pas forcément de mettre en hexamètres cinématographiques *l'Enéide*, ou de transposer sur le petit écran cathodique le *Discours de la méthode*. Il possède ce don assez rare d'intuition qui lui permet d'associer volonté de réflexion systématique et expérimentation. Il ne demandera pas au cinéma ni à la vidéo de copier les recherches formelles des littéraires et des philosophes, ou de prolonger les recherches dans les domaines de la peinture, de la sculpture ou de la musique. L'accent mis sur le terme média implique la priorité absolue accordée à la communication.

Pour le cinéma, deux personnalités aussi différentes que Paul Sharits et Hollis Frampton enseignent les techniques d'un art non figuratif. Sharits remet en question notre perception de l'image animée, la réalité matérielle de l'objet film. Frampton cherche bien au-delà de l' « impression de réalité », cheval de bataille de quiconque prétend étudier le cinéma aujourd'hui. Il affirme catégoriquement le cinéma comme pure construction de l'esprit ; il y voit volontiers le reflet des mécanismes psycho-physiologiques qui conditionnent tout être pensant, et il insiste sur le fait que tout au cinéma est mensonge, ou pour le moins paradoxe. Après tout, le mouvement supposé de l'image cinématographique naît du phénomène de la persistance rétinienne, notre rétine ne percevant, en fait, que des images fixes ou photogrammes, qui se joignent dans notre cerveau pour créer l'illusion du mouvement. Frampton propose sur le ton de l'humour des mondes parallèles n'ayant plus rien à voir avec les formulations de la littérature, même de science-fiction. Son cinéma, comme tout le « nouveau cinéma américain », naît d'abord d'une expérience physique bien concrète, autour de laquelle peuvent s'organiser les plus rigoureuses spéculations.

Mais Hollis Frampton formule les plus sérieuses réserves à l'égard de la vidéo. L'image vidéo s'enregistre sur un ruban magnétique non lisible, non susceptible d'être perçu à l'œil nu comme le film. La vidéo recrée un continuum de perceptions : même à l'instant d'immobilité apparente de l'image, elle travaille constamment à recomposer cette image lancée à travers l'espace par ondes électromagnétiques. Pour d'autres expérimentateurs, notamment pour le couple Steina et Woody Vasulka, qui ont pu ouvrir à Buffalo, avec l'appui de Gerald O'Grady, un laboratoire de vidéo, celle-ci est d'abord participation immédiate à la création : l'image électronique entrevue dans l'imaginaire de l'artiste se dessine instantanément sur l'écran, où se matérialisent les signaux transmis par les outils appropriés : caméras, synthétiseurs, colorisateurs.

La réponse, quand il y en aura une, consistera peut-être à offrir à l'homme la possibilité de penser, de conceptualiser dix fois plus vite que nous ne pouvons le faire aujourd'hui, à réintroduire les mécanismes de la création cinématographique dans l'instantané de l'électronique.

LOUIS MARCORELLES.

Festival expérimental au casino du bout du monde

LA tempête bloque contre les murs les promeneurs courbes. Le sable mouillé se colle aux pavés de la rue Dans le gris du ciel qui reflète la mer un arc-en-ciel pâle fait une apparition surréaliste. Mais des flèches de pluie le chassent et chassent les derniers humains dans leurs maisons trapues bien closes Sur la jetée vide il n'y a plus que des mouettes silencieuses.

« Ni gris ni vert... quand sur la ville tombe la pluie... » Entre Ostende et Bruges, Knokke-le-Zoute ressemble à un guerrier mort, à une femme de marin, à une chanson triste. Ni les grues lointaines d'une usine de pétrochimie, ni les enfants en classes de mer qui, à la première éclaircie, jouent sur la grève n'effacent une impression de « hors du temps ». Et pourtant c'est là, dans cette station balnéaire qui résiste aux vents et aux modes, que se rassemble la fine fleur de l'avant-garde en matière de vidéo, de cinéma, de musique, de théâtre.

Le cercle ensorcelé

On ne voit pas le Festival expérimental de Knokke-le-Zoute transplanté ailleurs, il y perdrait sa magie. Où trouverait-on ailleurs que dans ce « plat pays » un ciel de béton et un casino de rêve, un casino du bout du monde, rond, fermé aux intempéries de la nature et de l'histoire, où s'enfournent pendant une semaine ceux que les fêtes en famille terrifient et qui veulent que chaque instant soit une fête, ceux que les lenteurs de la vie quotidienne exaspèrent et qui veulent tout de suite sinon changer le monde, du moins la manière de le représenter, de le communiquer.

Au casino de Knokke-le-Zoute des salles rondes s'enroulent autour d'une rotonde surmontée d'un lustre grandiose qui, entre deux escaliers, étend ses pendeloques géantes. Dès que l'on a tourné le dos aux brumes du dehors, dès que l'on a donné son ticket d'entrée, on devient prisonnier du lustre, on tourne autour de lui ou, assis sur les marches, pareils à des émigrés, on le regarde. S'il s'éteignait tout disparaîtrait. Les murs, les fresques de Magritte, la sculpture de Zadkine, les films, les gens, reviendraient au néant. Dans ce casino circulaire sans fenêtres, où les glaces des plafonds renvoient les échos flous de nos images renversées, dans ce cercle pour une semaine ensorcelé, toute source de lumière et de vie est dispensée par ce lustre invraisemblable. La preuve : malgré la chaleur sèche, la fatigue, le sentiment de claustrophobie qui s'insinue sournoisement, on n'ose pas s'en éloigner et, très tard dans la nuit, des groupes aux yeux rougis s'attardent désespérément en discussions sans fin.

On n'échappe à la fascination du lustre qu'en se laissant fasciner par les couleurs violentes qui zèbrent l'écran du cinéma et ceux des vidéos Il y a sept ans, au dernier festival, c'était une débauche d'images superposées, de plans fixes, de photographies sur- ou sous-exposées ou en négatif, de séquences en boucle, de tressautements de musique saturée, tout un effort de distorsion du réel que l'on retrouve encore raffiné par les progrès techniques. Cette fois, le festival présente à peu près toutes les manières de trafiquer la pellicule. Les jaunes artificiels, les rouges sanglants, les verts lumineux, les noirs épais, tracent une géométrie, une sorte de graphisme en mouvement. A quelques exceptions près, on refuse de raconter une histoire, même très irréelle, même d'une façon très indirecte, cette année plus encore qu'il y a sept ans. A cette époque, la sexualité n'étant pas encore entrée dans le commerce, on voyait beaucoup de corps nus en action. Aujourd'hui, ils se font rares. La pornographie semble à la recherche de son esthétique. Il faut croire qu'elle ne l'a pas trouvée — ou que les spectateurs ne sont pas totalement libérés, — car elle provoque surtout des encouragements précis en forme de ricanements.

Les intellectuels politisés

Il y a sept ans, c'était juste avant 1968, le Festival offrait de mai une sorte de répétition générale spontanée, avec une contestation pleine de vitalité et de folie. Aujourd'hui, les jeunes gens transportent avec eux un arriéré de déceptions qui se canalise en discours agressifs et désabusés, ou bien, pressés sur les galeries et les escaliers, ils frappent en rythme sur la rampe, tapent des mains et des pieds autour de l'espace sous le lustre, vide.

On perd toute attitude critique, on finit par ne plus avoir que des réactions immédiates enfantines : on nage dans le bonheur et on couvre le Festival de fleurs pour seize minutes de dépaysement, de beauté ; on sombre dans la tristesse, on maudit le Festival, la recherche et l'art pour onze minutes d'ennuis. S'ennuyer onze minutes, c'est long, mais on reste parce que tout serait à jeter... Et on ne sait pas ce qui va venir après. Et le cinéma est la salle la plus fraîche du casino On atteint un degré de placidité qui dépasse largement celui que l'on fustige chez le téléspectateur type. Rien n'est plus dangereux que l'étalage continu de loisirs, même « intelligents ». L'abondance émousse la résistance, la disponibilité se transforme en paresse, la mauvaise conscience en mauvaise foi agressive.

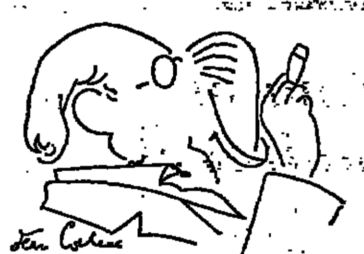
Au débat sur le formalisme organisé avec les groupes Change et Action poétique, le dialogue est vite étouffé par des polémiques qui reprennent des querelles datant des années 30, par des reproches véhéments, chacun accusant l'autre de se montrer terroriste et d'être coupé du peuple. Ce n'est pas nouveau. Dans un festival expérimental, c'est obligatoire. Spectateurs et invités sont ou se veulent conscients et politisés. Ils ne peuvent donc pas ne pas remettre en cause la notion d'expérimentation. Il y a sept ans déjà, des questions avaient été sérieusement posées sur la nécessité des recherches formelles et techniques, sur « les rapports de force entre les messages et les media ». Les mêmes se posent aujourd'hui. Certains spectateurs reprochent au Festival de suivre la ligne d'il y a sept ans, de ne présenter aucun film portant un contenu idéologique clair. S'il en avait présenté, on lui aurait reproché de n'avoir qu'un public acquis d'avance, etc. La défense des réalisateurs peut se résumer par : l'avant-garde travaille pour l'avenir et il n'y a pas de révolution sans révolution culturelle.

Le casino de Knokke-le-Zoute, ce bâtiment rond sans fenêtres, avec son lustre extravagant, ses fresques de Magritte, ses tapis à feuilles d'acanthe, est un modèle de ghetto concentrationnaire, où viennent s'enfermer les intellectuels politisés, dans l'espoir de résoudre les problèmes du ghetto de la culture. Ils sont et demeurent entre eux. La ville est loin, les maisons à jardins, les hôtels qui exposent dans le brouillard en lettres bleues leur enseigne Bella Napoli, le monde est ailleurs. Quelques touristes du week-end, en costume bleu, en robe longue et collet de vison, ont fait une apparition discrète entre les châles à franges et les moustaches tombantes, ont regardé un instant les choses bizarres qui passaient sur l'écran, sont repartis sans manifester la moindre curiosité. Des ouvriers, il y en eut deux sur scène pendant une heure pour fabriquer un fauteuil Louis XV. Pour les uns, c'était la démystification du théâtre art bourgeois, pour les autres, une insulte à la classe ouvrière, une manipulation odieuse. Et les discussions ont recommencé On s'est traité de « fasciste » et de « chrétien ». Les photographes photographiaient, la radio enregistrait. La polémique devenait nourriture de mass media La question des rapports de force n'est pas encore résolue.

COLETTE GODARD.

DEUX LIVRES

ERIK SATIE vu par Anne Rey



ANNE REY est entrée dans l'univers d'Erik Satie sans préjugés, refusant d'accepter sans vérification les louanges exaltées de ses thuriféraires comme les injures de ceux qui méprisent son œuvre.

Elle analyse sérieusement ces *petites musiques faites apparemment avec rien* et qui demandaient pourtant à Satie « des tours de force pour mettre une mesure debout ». Elle regarde *l'homme et l'écoute* sans parti pris, sans complaisance, mais non sans attendrissement parfois, et ramène de sa plongée dans cet univers déjà lointain d'utiles clés pour déchiffrer cette œuvre déroutante.

Son petit livre, bien écrit et suggestif, retrace au pas de charge une existence pittoresque et souvent déchirante, et met en valeur les rapports de l'œuvre et du personnage, fût-ce *a contrario* : sa vie montmartroise et sa musique si sérieuse au temps du Chat noir et du Clou, son désespoir et sa misère au début du siècle *(« Tout ce que j'entreprends timidement rate avec une hardiesse insoupçonnée jusqu'à ce jour »)* qui détermine son étonnant retour sur les bancs de la Schola Cantorum ; puis sa soudaine renommée, fort inattendue, des années 10, qui déclenche la composition de quelque soixante pièces pour piano, et le mue peu à peu en un maître vénéré, lequel deviendra de plus en plus « gauchiste », écrivant tour à tour *Socrate*, l'œuvre la plus dépouillée, la moins tape à l'œil qui soit, chef-d'œuvre d'objectivité subjective, et des partitions de l'avant-gardisme simpliste le plus outré, telles que *Parade*, *Relâche* ou *Mercure*. « Voilà enfin Satie hors de portée de la concurrence, champion de la faute de goût, de la farce sans humour, agresseur : inaccessible. » Célèbre, vilipendé par ses propres amis, Satie se croit enfin « arrivé » et meurt en 1925.

La position de sa musique est aussi inconfortable aujourd'hui qu'à son époque et laisse aussi perplexe. On ne sait où la placer : « *Musique sans famille* », dit Anne Rey. Il a toujours été plus ou moins en avance sur son temps : précurseur de Debussy (encore qu'on en discute) et de Ravel, puis des Six et de l' « Ecole d'Arcueil », enfin de Cage et de la musique ésotérico-farfelue de notre époque, il n'a jamais été contemporain de personne, sans doute parce que son œuvre est toujours restée en deçà de son ambition.

« On ne connaît pas d'existence plus malheureuse que la sienne, conclut Anne Rey. *Un énorme désir de plaire, d'attirer l'attention, de monopoliser les regards ; l'envie évidente d'être « le premier ». Et toujours un Peladan, un Debussy, un Picasso pour lui souffler la vedette. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir exploré tous les genres, essayé tous les styles. Mais cette quête désordonnée du succès, du mysticisme à l'humour, du classicisme aux genres fonctionnel et populaire, explique la dispersion de l'œuvre, sans cesse soumise aux modes, remise en cause par des revirements d'opinion. »*

Conclusion un peu sévère, car Satie a moins suivi qu'inventé les modes ; et son désir d'attirer l'attention était sans doute avant tout, comme le souligne fort bien Anne Rey, « *le signe énorme, inassouvi, de communiquer par la musique* », d'ailleurs contrebalancé par « *une préoccupation constante : barrer la route à l'expression du moi* ». Il n'est parvenu pleinement ni à l'un ni à l'autre : Satie restera sans doute un marginal, mais sa musique continuera à chanter dans un coin de notre mémoire cette chanson prenante qui n'est qu'à lui.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Ed. du Seuil, coll. « Solfèges », 192 pp., avec une illustration abondante et très suggestive.

CINÉMA ET POLITIQUE, de Christian Zimmer

ENTRE l'affirmation que « *tout est politique* » et la volonté de Jean-Luc Godard de « *tourner politiquement des films politiques* » s'inscrit une des préoccupations mises à jour — amplifiées — par la prise de parole de mai-juin 1968 : l'interrogation de la nature et de l'objet du discours cinématographique. Christian Zimmer tente une première synthèse des différentes approches du fait politique au cinéma, des origines à nos jours — écrits théoriques, critiques ou historiques, — dans *Cinéma et politique*, un gros format de poche paru dans la collection « Cinéma 2000 ».

Le regard que Christian Zimmer, critique aux « Temps modernes », pose sur l'écran des salles obscures est celui d'un lecteur attentif, contemporain ; on sent, chez lui, la rupture avec la cinéphilie classique, celle *des habitués des cinémathèques* et des cinémas de répertoire — rupture qu'avaient opérée, dans le secteur critique, des revues comme *les Cahiers du cinéma* ou *Cinéthique*, deux *publications qui se réclament* du marxisme léninisme.

Christian Zimmer salue l'apparition d'un genre nouveau : le « cinéma politique ». En effet, si la politique était présente au cinéma *depuis* les origines *(Affaire Dreyfus*, de Méliès et Pathé, 1899), chez Renoir et chez Chaplin — mais pas chez Keaton, — elle n'était pas reconnue comme sujet : le cinéma était cantonné dans le divertissement, voué à rétablir ou à établir un ordre. C'est ainsi que l'auteur trouvera, parlant du cinéma contemporain, davantage de vertus politiques dans le désordre irrécupérable de *la Classe ouvrière va au paradis*, d'Elio Petri, que dans *l'Affaire Mattei*, de Francesco Rosi, dépolitisée par le discours esthétique. Christian Zimmer s'interroge cependant : le cinéma n'est-il pas condamné au spectacle ? Le *spectacle de la dénonciation de la guerre* ne rend-il pas la guerre visuellement supportable ? Il faut alors questionner les formes. Parallèle entre cinéma et théâtre : le sens de celui-ci *s'exprime directement par le biais* de la convention ; celui-là y conduit indirectement par le détour de l'illusion.

Pour tenter de rompre ces écrans, Christian Zimmer fait le procès des « genres » — aventures, fantastique, etc. — qui obturent le discours, autant qu'on les respecte, et il préfère donc le *Ludwig* de Syberberg à celui de Visconti. La rupture avec les illusions d'Hollywood n'est pas décisive, même si le cinéma a perdu sa « bonne conscience » : l'affirmation de son autonomie par rapport à la littérature, au théâtre, posera le problème de la critique.

Le discours du cinéma se heurtera, bien entendu, aux codes de la *vraisemblance*, aux idées du réalisme, à l'image de la réalité : le cinéma a évolué en s'embourgeoisant, et les *Cahiers du cinéma* pourront écrire qu' « *il n'y a aucune différence entre l'idéologie dans la salle et celle du film* ». Dénonçant les censures du « vraisemblable », Christian Zimmer prend position pour l' « expression » — ce qui le ramènera parfois du *côté du cinéma d'auteur*, en *tout* cas des marginaux, et il citera aussi longuement Marcel Hanoun, Marguerite Duras ou les frères Taviani, que Marin Karmitz. *Coup pour coup* représente quand *même la* première prise de parole politique dans le cinéma français, qui soit le fait d'un auteur collectif et qui soit destinée à la grande diffusion. Cela le distingue des films militants produits par des groupes comme le Slon, qu'anime Chris Marker.

Christian Zimmer condamnera la télévision, accusée de surinformer pour ne pas informer, sur le thème, emprunté à la revue *l'Arc* : « *A chacun sa télévision, à chacun son miroir* », devenant alors, involontairement, Mac Luhanien, au point de réduire le message au médium. Le seul apport reconnu est un style qui engendrera, ici le cinéma « direct » de Pierre Perrault, là un nouveau cinéma documentaire, avec *le Chagrin et la Pitié*, d'Harris, Sedouy et Ophüls.

Après avoir tranché le débat du « filmer autre chose », du « filmer autrement », pour devenir authentiquement politique — c'est-à-dire pour lutter contre l'idéologie qui est forcément dominante (Roland Barthes), — le cinéma aura deux tâches précises : « *Contester les formes par lesquelles s'exprime l'idéologie, et court-circuiter le mécanisme de production-consommation* ». Tâche d'autant plus malaisée que les distributeurs et les exploitants se sont accordés pour créer un marché du cinéma politique (dans le « ghetto » du Quartier latin) et que l'édition d'un ouvrage d'assez grande diffusion sur cette question prouve qu'elle est à la mode, fait propice à tous les détournements.

Cependant, par sa volonté d'échapper à toutes les facilités, l'ouvrage de Christian Zimmer, rempli de références et de citations, permettra au « lecteur attentif » d'éviter toutes les illusions.

MARTIN EVEN.

★ « Cinéma et Politique », 271 p., Seghers, éditeur, 34 F.

CORRESPONDANCE

« La Maison de Bernarda » une mauvaise pièce ?

LA critique de Michel Cournot sur la Maison de Bernarda, *de Federico Garcia Lorca, à l'Odéon* (le Monde du 30 novembre), *nous a valu de nombreuses lettres. Parmi nos correspondants M. André Belamich, auteur d'un ouvrage sur Lorca (Gallimard éditeur) et de nombreuses traductions, écrit :*

De la pièce, de l'auteur, des personnages, de la mise en scène, du décor, des interprètes, il ne reste plus rien sous sa plume, qu'un petit tas de décombres fumants. Pas de nuance, pas de quartier. « *Ennui* » et « *ridicule* », du « *guignol triste, assez bas, on ne peut plus réactionnaire* », voilà expédiée *la Maison de Bernarda* ; quant au poète, le plus grand que l'Espagne ait donné, la plus noble victime du franquisme, pourquoi user d'égards envers sa mémoire si après tout ce n'était qu' « *un petit homosexuel capricieux* » ? Dès lors, tout s'explique : sa médiocrité (et celle, par la même occasion, de Platon, de Michel-Ange, de Proust, de Rimbaud et *tutti quanti*) et son aversion pour ses héroïnes, que l'auteur des *Gauloises bleues* ne trouve pas de mots assez forts pour stigmatiser : « *Pas seulement le mépris, mais la haine maladive, le dégoût insurmontable.* » Et voilà pourquoi votre fille est muette.

Mme M. H. Plunik, professeur agrégé d'espagnol, maître-assistante à l'université de Paris-X-Nanterre, s'étonne :

M. Cournot n'est donc pas frappé de la dimension surprenante d'une pièce qui décrit, alors même que le pays est au cœur d'une expérience révolutionnaire qui se terminera tragiquement, une société immobile, figée, régie par des tabous ancestraux qui pèsent sur la condition féminine comme un étouffant garrot. Il ne peut comprendre les refoulements, les folies, les révoltes — qui, pour Adela, vont jusqu'au choix de la mort volontaire — qu'entraîne la persistance d'une morale du qu'en-dira-t-on féodale, africaine, et qui prive la femme de tout droit de cité.

De son côté, un groupe théâtral, Terra Amata, qui a déjà joué cette pièce, s'est déclaré « parfaitement d'accord » *avec ce qu'a écrit Michel Cournot. Quant à M. A. Fenosa il affirme* : Enfin, quelqu'un qui ose dire que *la Maison de Bernarda* est une mauvaise pièce. Ces femmes n'inspirent pas l'amour, leur égoïsme total en est tout le contenu.

EN BREF

Concerts

UNE SALLE BLEUE POUR LE MARDI

Pour ceux dont l'horizon musical s'est longtemps borné aux parages des Champs-Elysées, de Gaveau ou de Pleyel, l'idée de se risquer jusqu'à la porte Maillot apparut d'abord comme une aventure. Mais un an a suffi. L'accoutumance a fait son œuvre : au Centre international de Paris, les programmes de l'Orchestre de Paris ne sont plus les seuls à faire courir les mélomanes.

On s'écrase, en effet, certains mardis, aux portes de la petite salle bleue du Palais des congrès. Les sept cent trente places suffisent peut-être pour les colloques de marchands de chaussures ou pour les symposiums entre agents immobiliers. Mais Mozart et Schubert ont attiré l'autre jour plus de huit cent cinquante personnes. Les marches ont été occupées.

Les sièges sont un peu raides, la décoration rare et fonctionnelle. Il a *fallu, pour améliorer* l'acoustique, réduire l'ouverture de scène au moyen de fausses parois. Quelques plantes vertes ne parviennent pas à rendre *les lieux très hospitaliers. Mais* Michel Debost (le flûtiste solo de l'Orchestre de Paris) considère qu'« un interprète est capable de jouer n'importe où ». Et il a *convié* ses amis à se réunir ici, par groupes de deux à cinq, pour exécuter *ad libitum* leurs sonates, trios, quatuors et quintettes préférés.

Un comité de direction se borne à désigner deux ou trois responsables par programme : les exécutants sont également *programmateurs. A eux de désigner* leur répertoire et leurs partenaires. A eux de prendre leurs risques et de préférer, par exemple, aux trios de Brahms, une *création mondiale* d'un auteur inconnu. Grâce à cette initiative (sous certains aspects exemplaire), les interprètes ne sont plus des « têtes d'affiche » rétribuées mais les membres actifs d'une association. Leurs cachets se réduisent à des indemnités.

Ces *pianistes, altistes, clari*nettistes, clavecinistes, tout le monde les connaît. Ils s'appellent Christian Ivaldi, Claire Bernard, Gérard Caussé, Michel *Portal, Robert Veyron-Lacroix.* Ils sont entourés de beaucoup d'autres. Ils entreprendront, à partir du 18 janvier et jusqu'au 18 mars, une nouvelle série de concerts.

ANNE REY.

★ A 18 h. 30, Palais des congrès, 3e étage.

Animation

UN CHATEAU NOMMÉ CREAR

L'INFAC (Institut national de formation pour animateurs et administrateurs de collectivités) vient d'ouvrir un complexe d'ateliers de formation permanente : le Crear, près de Chantilly, au château de Montvillargenne, sur la commune de Gouvieux.

Pour la première fois en France seront réunies dans un même lieu, lorsque tous les travaux seront terminés, toutes les disciplines de création, d'expression (près de quarante ateliers). Le Crear propose des stages d'initiation aux techniques artisanales (tissage, céramique, émail, mais aussi serrurerie, plomberie, menuiserie, etc.), des stages de découverte des arts d'expression (théâtre, mime, marionnettes, arts graphiques, audio-visuel, musique, etc.). Le Crear s'adresse à toute personne intéressée par la formation permanente, l'éducation populaire, les vacances actives, mais aussi aux formateurs, aux professionnels qualifiés, aux techniciens, aux artisans, aux animateurs, aux éducateurs et enseignants.

Ouvert toute l'année, le château de Montvillargenne offre plusieurs formules de stage. Entouré d'un parc de 6 hectares, le château est un complexe hôtelier de deux cents chambres.

★ INFAC - CREAR, Montvillargenne, 60270 Gouvieux.

Culture

« MARI CAPITALE FABULEUSE »

Le 9 décembre 1933, André Parrot, chargé « en catastrophe » d'une mission pour le musée du Louvre (qui avait appris la découverte en territoire syrien d'une statue sumérienne mutilée), arrivait à Abou-Simbel. Ainsi commençait une série de campagnes de fouilles dont les résultats devaient étonner le monde des archéologues et même le monde tout court. Peu à peu ont surgi les vestiges de toute une civilisation contemporaine de l'époque des patriarches. Avant de repartir une nouvelle fois pour Mari (nom antique de Tell-Hariri), capitale d'un royaume disparu, poursuivre les fouilles et continuer la sauvegarde d'un site menacé par les éléments, André Parrot a établi dans un livre abondamment illustré le bilan des vingt campagnes qu'il a déjà dirigées, et au cours desquelles ont été exhumés une douzaine de temples et plusieurs palais superposés dont le dernier en date remonte au deuxième millénaire et les plus anciens au troisième. Architecture géante, chefs-d'œuvre de la statuaire *(la Déesse au vase jaillissant, la Grande Chanteuse, le Gouverneur Istup-ilum*, etc.), peintures *murales*, « bibliothèque » de vingt mille tablettes cunéiformes, céramiques.

Devant tant de richesses arrachées aux sables, une conclusion s'impose : il faut sauver Mari, qui appartient au patrimoine de l'humanité.

JEAN-MARIE DUNOYER.

★ *Payot, 220 pages, 63 francs.*

Polémiques

IL N'Y A PLUS DE PHOTO-REPORTERS

Peter Knapp, photographe, directeur artistique de Elle, *nous écrit :*

Le photo-reportage n'existe plus : *Look* et *Life*, et d'autres journaux, qui ont créé des photographes de première qualité, ont disparu ; les photographes restent. Ils se trouvent actuellement dans la situation des pilotes de formule 1, c'est-à-*dire des porteurs de publicité*, des idoles de conducteurs du dimanche. Leur présence dans les magazines de photos, dans les expositions ou dans l'édition est devenue indispensable. Ils sont les idoles des photographes amateurs, en signant les publicités pour Nikkon, Pentax, Kodak, etc. Les critères de qualité semblaient établis. Mais ils sont sans doute en train de changer : M. Gruber, professeur et expert en photographie, organisait avec M. Fleckhaus des expositions de haut niveau à la Photokina de Cologne, sélection sévère en général, un seul homme par pays, et encore. En 1974, pour l'Allemagne, c'est Gunter Sachs qui est sélectionné : on connaissait ses mariages, le voici photographe de femmes nues ; il possède des *galeries* et vient de publier un livre de photos, mis en pages et édité justement par M. Fleckhaus. C'est une surprise. On pouvait logiquement s'attendre à voir Arnaud de Rosnay ou Claude François représenter la France, Gina Lollobrigida l'Italie, Yul Brynner la Suisse et Patrick Lichfield la Grande-Bretagne. Erreur. En fait, ce sont deux grands photographes, Hans Feurer et Olivier Toscani, qui ont été choisis pour entourer Gunter Sachs. (Toscani, déçu, a refusé, et Feurer, non informé, a accepté.) Les professionnels vont-ils abandonner leurs exigences et leurs droits à une



qualification, ou bien auront-ils le courage de refuser d'être publiés ou d'exposer avec des gens connus pour d'autres exploits que les leurs ?

Pop'

LES PHOTOROCKS DE J.-P. LELOIR

Jean-Pierre Leloir a deux passions : la musique et la photographie. A l'une comme à l'autre, il se donne avec une générosité folle, et s'il traque l'événement musical, il le vit d'abord lui-même, le goûte, le savoure.

Leloir publie aujourd'hui en noir et en couleurs huit ans de ballade à travers la musique pop'. Tous les héros ou presque sont là. Les « dieux » et les princes et aussi ceux qui sont passés comme des étoiles filantes. Otis Redding, bêtement disparu dans un accident d'avion, et Chuck Berry, Frank Zappa, Pete Townshend, les Stones, Bob Dylan, Jimi Hendrix et sa guitare, et Janis Joplin, vue un dimanche après-midi à l'Olympia devant à peine trois cents personnes, et Jim Morrison au cours de son dernier concert à Wight, en 1970.

L'album est une suite de sensations, d'attitudes saisies au plus fort de la tension ou de la fureur, de regards et de moments d'amour. Jean-Pierre Leloir raconte, somme toute, la gestuelle pop', ranime les fêtes comme celles des grands festivals où l'on criait : « *Freedom, peace and happiness !* »

CLAUDE FLEOUTER.

Théâtre

« VOYAGE AUTOUR DE MA MARMITE »

Dans ce court vaudeville en vingt scènes de Labiche et Delacour, créé en 1959 au Palais-Royal, on voit un dentiste tomber amoureux de sa cuisinière, pendant que sa femme, « *plus jeune et charmante que jamais* », est absente.

Voyage autour de ma marmite est l'un des coups de maître de Labiche. Rapidement, plusieurs caractères sont créés, avec des lointains bizarres, psychotiques, et des premiers plans d'une couleur franche. Grand nombre de phrases du dialogue sonnent comme des coups de cymbale, tant leur candeur est incongrue. Par un emploi pur de la simplicité, Labiche plante un relief sensible. Le comique naît d'une incrédulité qui saisit le spectateur devant des choses évidentes. Comme on dirait que les mots ont été collés, décalqués, par Labiche sur une feuille d'air plat, et comme cet aplat montre une profondeur de champ très grande, on est pris d'un vertige absurde, qui renverse l'optique de l'esprit.

Cet art de Labiche n'apparait, bien sûr, que si le metteur en scène et les acteurs y ont été sensibles. C'est rare. C'est le cas avec Caroline Huppert, qui a eu l'intelligence de prendre le dialogue de Labiche à jour frisant, de laisser les personnages frôler librement leurs lubies et de ne pas emballer le pouls délicat de cette étude mi-figue mi-raisin dans une polka imbécile, comme on fait si souvent avec Labiche.

Jacqueline Parent joue la jeune cuisinière avec une présence d'humeur et de nature, une santé, une gaieté, et une dent contre les bourgeois, remarquables. Jean-Marie Galey est un dentiste ténébreux, doucement cyclothymique. René Bouloc interprète trois rôles différents avec le même à-propos. Les décors et costumes de Monique Lowy et Pascal Daussat ont un charme cru, une fraicheur, qui sont pour beaucoup dans la réussite du spectacle, c'est-à-dire dans notre plaisir.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre Essaïon, 22 h. 30.

Variétés

A PROPOS D'AMALIA RODRIGUES

A la suite de l'article de notre collaborateur Claude Fléouter consacré à Amalia Rodrigues au moment de son passage au Théâtre de la Ville (le Monde *du 5 novembre 1974*), *M. David Sahagian nous a adressé une lettre où il écrit notamment :*

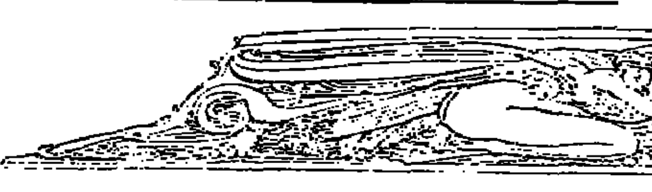
« (...) Il semble *(pour Claude Fléouter)* que la pratique du métier de chanteur implique nécessairement l'engagement politique, et que ce qui était considéré jusqu'à ce jour comme une activité d'ordre essentiellement artistique — la chanson ou l'art du chant — ne doive plus être désormais considéré que comme un avatar de la politique...

Dès lors, tout devient lumineusement simple ! La citoyenne Amalia Rodrigues n'ayant pas le « profil » politique souhaité (et il est parfaitement vrai — quoique en dehors de la question — qu'Amalia, « née dans les faubourgs populaires Lisbonne », appartient aujourd'hui à « l'aristocratie de l'argent » — tout comme votre idole Dylan, cher critique-censeur...), on la traite par le mépris et l'on regrette non sans cynisme que le Théâtre de la Ville lui ait ouvert ses portes.

Alors je pose la question : Oui ou non, Amalia Rodrigues a-t-elle cessé d'être, depuis (et du fait de...) la « libération des esprits au Portugal », cette chanteuse exceptionnelle qui, par la seule magie du fado, de ces admirables « fados résolument tournés vers le passé » (comme toute vraie poésie), subjugue. (...) »

[L'article mis en cause ne conteste pas — loin de là — la valeur artistique d'Amalia Rodrigues et ne regrette en aucune façon qu'un théâtre, quel qu'il soit, lui ouvre ses portes].

FANTASMAGORIE VIENNOISE



Ernst Fuchs, le Dali du Nord

LA *Reine Esther*, sculptée dans deux tonnes et demie de bronze, avec ses boucles qui sont des escargots, fait un accueil à la fois grotesque et impérial dans ce petit palais du rêve qu'est devenue la galerie Verrière le temps d'une exposition. Ernst Fuchs revient, après vingt années d'absence des cimaises parisiennes, avec des espaces oniriques où surgit, dans son paroxysme, l'univers symbolique de l'amour et de la mort, d'un au-delà mystique et exotique, à la fois végétal, minéral et viscéral. Il peint le centre de la Terre et celui de la mère, comme naguère William Blake et aujourd'hui André Masson.

Mais le peintre viennois a son imagerie bien à lui : archaïque, orientale et biblique d'un côté, germanique et wagnérienne de l'autre. C'est un artiste accompli, en pleine maturité et presque inconnu en France où il avait pourtant vécu dans les années 50, mais au moment où l'art abstrait régnant excluait toute autre expression. C'est peu après qu'a commencé à apparaître cette colonie de peintres d'imagination et de fantasmes qui se rattachent à Boecklin, à Gustave Moreau, aux préraphaélites anglais et aux symbolistes fin de siècle. Leur peinture tourne le dos à la « cérébralité » d'un Cézanne et explore l'espace psychique pour en donner une représentation. Et c'est dans le terreau de Vienne qu'elle fleurit le mieux — comme les tulipes en Hollande, — ville où vécurent Kafka, Freud, Schoenberg, Mahler...

Si cet art fantastique exprime notre temps, c'est par le refus. A Vienne, Ernst Fuchs a joué les chefs de file. Il a des ancêtres esthétiques qui lui sont particuliers : chez les symbolistes Klimt, Toorop, Knopf ; chez les surréalistes, Max Ernst. Sa peinture, composite et étrange, est peuplée de profils orientaux aux paupières et aux lèvres lourdes qui semblent descendre des frises sculptées de Ninive, de licornes et de visages de femmes aux intenses yeux d'agate, qu'on trouve chez Toorop. Fuchs crée un univers psychique saturé de lectures mystiques : la Bible et la Kabbale, le Zen et le Livre des morts tibétains...

***

Si la descendance cézanéenne se réfère à l'histoire de la technique picturale, les artistes tels que Fuchs doivent cultiver l'environnement mental qui leur donnera la pulsion intérieure de leur œuvre. Car ils peignent des rêves. Les images ont un sens et les tableaux qui ne sont que le déploiement d'un langage symbolique. Elle vient, cette peinture, de la littérature, mais devient une pensée qui se suffit à elle-même. Elle est le miroir de l'inconscient et veut être celui d'une époque. Techniquement, les tableaux de Fuchs sont d'une extrême précision, et l'aboutissement d'un long, d'un patient travail. Quant au fond, il est presque « donné » à l'artiste qui agit automatiquement sans souci de composition. « *Je commence par dessiner sans bien savoir ce qui va venir* », dit-il.

La peinture d'Ernst Fuchs, comme celle de tout le mouvement fantastique, renoue avec cette période fondamentalement « rétro » qui avait marqué à la fin du siècle dernier, les capitales des pays en voie d'industrialisation. Face au stéréotype, les artistes allaient vers l'imaginaire et l'insolite, militaient pour un retour à la création artisanale et à la singularité. Les architectes fabriquaient pour la bourgeoisie montante des maisons qui étaient des œuvres d'art : Morris à Londres, Van de Velde à Bruxelles, Gaudi à Barcelone, Guimard à Paris, dessinaient des façades, des meubles, des papiers peints et des tentures, comme pour organiser une manière de vivre hors de la médiocrité de masse qui s'annonçait.

Aujourd'hui, Ernst Fuchs invente des papiers peints et des meubles dont les formes épousent l'envol de l'imaginaire. Il a d'ailleurs acquis la maison viennoise de l'architecte Otto Wagner pour en faire un musée d'art fantastique, un lieu hors du siècle, hors des grandes surfaces et des aéroports, meublé de belle choses et de peintures d'imagination, du passé et du présent, de Vienne et d'ailleurs. « *Ce musée sera inauguré au printemps prochain* », dit Ernst Fuchs, qui a déjà fait de cette maison une école de peinture. Il y enseigne « *l'art de bien peindre, selon la technique flamande, à l'œuf, et à la* tempera, *par couches successives. C'est un métier indispensable que l'art abstrait des modernes, friand d'esquisses sommaires, a irrémédiablement perdu* », dit Fuchs.

Le Viennois, comme le Catalan Dali son ami, est un militant activiste de l'anti-cézannisme qui s'attache à traduire le réel. Ils représentent l'autre versant pictural, celui de Bouguereau et de Klimt, qui ignore l'impressionisme et sa joie de vivre. Dali est l'un des rares à avoir compris Fuchs durant ses années de vaches maigres à Paris, à l'avoir aidé moralement et matériellement. C'est par gratitude qu'il lui a offert un exemplaire de la terrible *Reine Esther* pour le musée-théâtre de Figueras. Les deux peintres affectent ce comportement paranoïaque et paradoxal qui fait de Fuchs le « *Dali du Nord* » et de Dali le « *Dürer de la Méditerranée* ».

JACQUES MICHEL.

★ Galerie Verrière, 15, avenue Matignon.

Une débauche imaginative

Les « Cabinets fantastiques » de Galliera

« *EMERVEILLEZ-NOUS* », demandent les visiteurs, repus de la grisaille quotidienne, aux « Cabinets fantastiques » du musée Galliera. Une fois franchi le bassin qui en défend l'entrée, sur une passerelle improvisée (le symbole est clair), ils ne sont certes pas déçus. Ils trouvent exactement ce que le public, à travers ses rêves d'une existence transfigurée, ceux qu'alimente toute une littérature dite d'évasion, entend par le concept de monde enchanté : de très beaux et très riches objets dont une présentation inattendue renouvelle la beauté et la richesse.

Sous la direction de M. André Crivelli, la Société des décorateurs et architectes d'intérieur français et les antiquaires les plus célèbres ont voulu créer un spectacle, une féerie, une fête. Ce n'est deja pas si mal. Mais il importe de définir, en ce qui les concerne, le sens d'un mot mis actuellement à toutes les sauces. Ainsi sur le même trottoir, l'annonce de « soldes fantastiques » fait suite à l'affiche d'un « film fantastique ». Et pour nous « l'art fantastique » débouche sur le surnaturel, le malaise, l'épouvante : celui de Jérôme Bosch, d'Hokusaï, de Goya... Il n'a pas sa place dans ces « cabinets » dont l'atmosphère a été savamment conçue. Ténèbres en partie dissipées par des éclairages diffus, parfois colorés, rideaux de fibres de verre, jeux de miroirs, mystérieuses constellations criblant un ciel en deuil. A Galliera, fantastique est synonyme de débauche imaginative, sans plus. C'est ce qu'il signifie aussi, après tout.

***

Et encore... La fantaisie des organisateurs, des magiciens si l'on préfère, n'a pas travaillé sur un luxe de pacotille, et l'industrie a assez de ressources inventives pour enfanter l'illusion. Ce qui fait la valeur (dans tous les sens du terme) des « Cabinets fantastiques », c'est l'authenticité des objets exposés. Les pierres broyées et agglomérées en vastes panneaux ou disques d'Ado Chale sont de vraies pierres : jade, turquoise, lapis-lazuli, hématite, onyx noir, œil-de-tigre (composition dignes de Tobey) : les deux cent mille carats de topazes, de vraies topazes. Vrai, le meuble de cristal de roche contenant un crâne précolombien aux yeux de coquillages et des œufs d'autruche.

Vrai, le scintillant char en argent de la fin du dix-huitième siècle, tiré par des chevaux, escorté par des éléphants du même métal : une découverte de M. Didier Aaron. Exécuté pour le maharajah de Bikanir, il était sorti une fois par an pour promener l'effigie de Krishna. Vrai, le « trésor des rois mages » accumulé par M. Jacques Kugel : bijoux débordant d'une malle, ustensiles précieux, tapis, broderies, ruissellement d'étincelles. Vraie, sans contestation possible, la collection de bijoux Cartier des années folles : briquets, pendulettes, nécessaires de dames, coffrets, etc., incrustés des pierres les plus rares mariées au corail, au lapis-lazuli, au jaspe, au jade. Quant à la contribution orientale ou extrême-orientale de M. Michel Beurdeley — statues, paravent et autres merveilles, — elle se passe de tout autre caution.

Tout sollicite le regard, la rutilante faune aquatique, les tortues caparaçonnées d'émail de l'Atelier 12 ; telle grotte (est-ce celle de Fingal?) aux stalactites de cristal, aux stalagmites de lapis-lazzuli, de M. André Mercier...

En général, les œuvres d'art vivent en parfaite harmonie avec le mobilier ancien, dont le caractère « insolite » autant que la beauté ont motivé le choix. On ne pense pas, en énonçant cette évidence, aux tapisseries flamandes accrochées par M. Dario Boccara : *Vie du Christ et de la Vierge* (Bruxelles, 1510), *Episode de la vie d'Hercule* (Tournai, 1480), *la Cour de sagesse* (Bruxelles, 1510). Elles sont destinées, par leur nature, à décorer un intérieur. Elles le font respirer, irradier. Il y a aussi les tapisseries modernes de Claude Dellercq (*Matricule 006*), tapisseries-sculptures en noir et blanc, qui enflent le relief des murailles et, sans jeu de mots, apportent une dimension de plus, nullement fantastique d'ailleurs, comme les œuvres dont il va être question, au cadre de notre existence.

Car est-ce l'unique fonction des peintures de Moretti, des sculptures de Broglia et de Rozanes, de *l'Homme et la Création*, le grand bronze écartelé d'Ilio Signori, que de parachever l'ambiance de luxe et de parfait confort intellectuel et matériel d'un appartement plus ou moins princier? On nous répondra qu'une œuvre d'art, en dehors du musée, c'est aussi fait pour vivre avec. Alors, qu'on ne leur demande pas seulement d'apporter une note de couleur, le remplissage d'un vide, comme un objet quelconque, si curieux soit-il, à un ensemble mobilier et immobilier composé pour gens de goût.

Cette petite réflexion, qui mériterait de servir de thème à de plus longs débats, nous a été suggérée par un autre objet d'art, un objet d'art malgré lui si l'on peut dire, qui trône, nu et majestueux, sur une table dans le hall central : un moteur de Matra-Sport avec son admirable masse sombre et ses tubulures chromées, qui se passe d'environnement, qui, dans sa solitude tendue, semble prêt à bondir.

JEAN-MARIE DUNOYER.

★ Musée Galliera, de 11 h. à 22 h., sauf le mardi. Jusqu'au 17 janvier.

Expositions

Tous les musées nationaux, ainsi que les galeries, seront fermés ce mercredi 1er janvier.

ART DU XXe SIECLE, FONDATION PEGGY GUGGENHEIM, VENISE. — Orangerie des Tuileries (073-99-48). Sauf mardi de 10 h. à 20 h. ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 8 F ; le samedi : 5 F (gratuite le 3 janvier). Jusqu'au 3 mars.

DESSINS DU MUSÉE NATIONAL D'ART MODERNE : 1890-1945. — Musée national d'art moderne, 13, avenue du Président-Wilson (704-61-10). Sauf mardi, de 9 h. 45 à 17 h. Entrée : 6 F ; le dimanche : 4 F (gratuite le 3 janvier). Jusqu'au 20 janvier.

RAOUL HAUSMANN : COLLAGES, ASSEMBLAGES, PHOTOS-MONTAGES, AUTOUR DE « L'ESPRIT DE NOTRE TEMPS - 1919 ». — Musée national d'art moderne (voir ci-dessus).

LOUIS XV : UN MOMENT DE PERFECTION DE L'ART FRANÇAIS. — Hôtel des Monnaies, 11, quai Conti (326-52-07). Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h. à 17 h. Entrée libre Jusqu'au 5 avril.

MILLENAIRE DE L'ETHIOPIE. — Petit Palais, avenue Alexandre-III (265-99-21). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 5 F ; le samedi : 3 F. Jusqu'au 17 février.

L'ART ALBANAIS A TRAVERS LES SIECLES. — Petit Palais (voir ci-dessus). Jusqu'au 17 février.

DE DAVID A DELACROIX. La peinture française de 1774 à 1830. — Grand Palais, entrée Clemenceau (231-81-34). Sauf mardi, de 10 h. à 20 h. Le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 8 F ; le samedi : 5 F Jusqu'au 3 février.

LE NEO-CLASSICISME FRANÇAIS. DESSINS DES MUSEES DE PROVINCE. — Grand Palais (voir ci-dessus). Entrée : 6 F : le samedi : 4 F. Jusqu'au 10 février

L'U.R.S.S. ET LA FRANCE. LES GRANDS MOMENTS D'UNE TRADITION. — Grand Palais (voir ci-dessus).

DESSINS DU MUSÉE ATGER, DE MONTPELLIER. — Musée du Louvre, cabinet des dessins, pavillon de Flore, entrée porte Jaujard (260-39-26). Sauf mardi, de 9 h. 45 à 17 h. Entrée : 6 F ; le dimanche : 2 F (donnant droit à la visite du musée). Jusqu'au 20 janvier.

RENAISSANCE DU MUSÉE DE BREST, ACQUISITIONS RECENTES. — *Musée du Louvre*, département des peintures (voir ci-dessus). Entrée : 3 F (gratuite le dimanche) Jusqu'au 27 janvier.

FILMS D'ART. — Musée du Louvre, salle de projection du pavillon de Flore (entrée porte Jaujard). Les mercredis, jeudis, samedis et dimanches, de 14 h. à 17 h. Jusqu'au 12 janvier.

PEINTURES ET SCULPTURES AUSTRALIENNES. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (553-48-10). Sauf lundi et mardi. De 10 h. à 17 h. 45. Entrée : 3 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 5 janvier.

PRESENCE DE TAMAYO. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 2 février.

JEAN-PAUL LEMIEUX, peintre québécois. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'en janvier.

WOLF VOSTELL. ENVIRONNEMENTS/HAPPENINGS : 1958-1974. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris. AR 2 (voir ci-dessus).

LA GALERIE LOUIS XV. — Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf lundi et mardi, de 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 17 h. ; le dimanche, de 11 h. à 17 h Entrée : 3 F.

CABINETS FANTASTIQUES. — Musée Galliera, 10, avenue Pierre-Ier-de-Serbie (720-85-46). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 45. Jusqu'au 17 janvier.

AUGUSTE PERRET. — Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne (359-36-86). Tous les jours, de 10 h. à 18 h. Entrée libre Jusqu'au 15 janvier.

CERAMIQUE IMPRESSIONNISTE. Atelier Haviland de Paris - Auteuil 1873-1882. — Bibliothèque Forney, 1, rue du Figuier Sauf dimanche, lundi et jours fériés, de 13 h à 20 h Entrée libre. Jusqu'au 15 février

LA VIE UNIVERSITAIRE PARISIENNE AU XIIIe SIECLE. — Chapelle de la Sorbonne, place de la Sorbonne (325-24-13). Tous les jours, de 11 h. à 18 h. Entrée : 5 F. Jusqu'en janvier.

LOUIS-PHILIPPE, L'HOMME ET LE ROI, 1773-1850. — Archives nationales, 87, rue Vieille-du-Temple (277-11-30) Sauf mardi, de 10 h à 18 h. 30 Entrée : 5 F. Jusqu'au 15 février

GALERIES

LE JEU DE L'ETERNEL ET DE L'EPHEMERE : ART JAPONAIS. — Galerie Janette Ostier, 26, place des Vosges (887-28-57). Jusqua fin janvier.

LES PERFECTIONNISTES : 1843-1917. PEINTURES DU REEL ET DE L'IMAGINAIRE. — Galerie Tanagra, 138, rue Saint-Honoré. Jusqu'au 27 janvier.

DESSINS D'AUTEURS. — Galerie de l'Echaudé, 24, rue de l'Echaudé (326-24-60) Jusqu'au 25 janvier.

MUSIQUE, HUMOUR, DESSIN. — Bibliothèque Beaugrenelle, 36, rue Emeriau. Du mardi au samedi, de 12 h. 30 à 19 h. 30 (mercredi et samedi, de 10 h. à 19 h. 30). Entrée libre Jusqu'au 18 janvier.

ROY ADZAK, TEXTURES ET DESHYDRATATIONS ; et NANCY KITCHEL. — Galerie Germain, 19, rue Guénégaud (633-69-31). Jusqu'au 25 janvier.

FUCHS. — Galerie Verrière, 15, avenue Matignon (225-29-53). Jusqu'en février

JACQUES GAUTIER : acier et émaux. — 36, rue Jacob (260-84-33) Jusqu'au 31 janvier.

HUNDERTWASSER. — Galerie Paul Facchetti, 6, rue des Saints-Pères (260-76-23). Jusqu'au 15 février.

IVONALDO. — Galerie Debret, 28, rue La Boëtie. De 12 h. à 19 h. Jusqu'au 17 janvier.

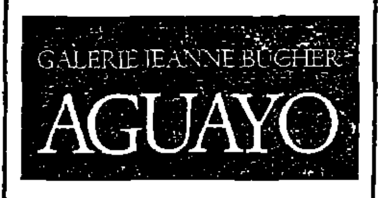
KOSICE. — Espace Pierre-Cardin, 3, avenue Gabriel. Jusqu'au 6 janvier.

ANDRE MASSON. — Galerie Tchou, 16, rue des Grands-Augustins (325-35-85). Jusqu'au 14 janvier.

REQUICHOT : papiers choisis. — Galerie M. Billot, 20, rue de l'Echaudé (325-36-62) Jusqu'au 25 janvier.

RAUL G. PODESTA, Maison Argentine, 83, avenue Henri-Martin. Sauf samedi et dimanche. Jusqu'au 18 janvier.

JACQUES PRAYER : le Grand Magic Circus, photographies. — Galerie Nikon, 1, rue Jacob. Jusqu'au 11 janvier.



Le siège de la Société de Graveurs LE TRAIT est transféré chez ROBERT CAMI, 26, rue de Grenelle, Paris (7e). Les prochaines expositions auront lieu à Clermont-Ferrand et à Strasbourg en 1975.



Une sélection

Cinéma

CHINATOWN
de Roman Polanski

Los Angeles, 1937. L'histoire très compliquée d'un détective privé (Jack Nicholson) qui, lancé sur une banale affaire d'adultère, découvre que sa cliente n'est pas celle qu'il pensait, que le service des eaux de la ville est aux mains d'un gang, que les jeunes veuves sont bien séduisantes quand elles s'appellent Faye Dunaway, mais que la vie n'est pas facile quand on est la mère de sa sœur... Sur ce thème de Série noire, Roman Polanski réalise un film brillant, caustique, violent et superbement interprété. Dans la grande tradition américaine.

ON N'ENGRAISSE PAS LES COCHONS A L'EAU CLAIRE
de Jean-Pierre Lefebvre

Aussi inquiétant, aussi « noir » que le Privé *de Robert Altman, et toujours dans la mythologie américaine : Jean-Pierre Lefebvre, le plus solitaire des cinéastes québécois, raconte ici l'histoire d'un agent double, Bob Tremblay, « doublé » et victime d'un second agent double (incarné par Denys Arcand). Tableau de mœurs de la société québécoise, et canadienne en général, dans l'esprit des films de série B hollywoodiens. A voir aussitôt après* Chinatown, *pour constater que si l'Etat n'est peut-être pas encore policier, l'état d'esprit l'est déjà.*

MES PETITES AMOUREUSES
de Jean Eustache

Dans un passé improbable, peut-être les années 50 ; dans une province qui ressemble à la France, une année perdue... Un adolescent quitte l'école pour entrer en apprentissage parce que sa mère n'imagine pas qu'un fils de pauvres puisse pousser ses études au-delà de la scolarité obligatoire. Un regard glacé sur la solitude, la difficulté d'être et le besoin d'aimer. Jean Eustache, pour son second long métrage, rompt avec les envoûtements de la Maman et la Putain *pour réaliser un constat cruel, qui n'a du naturalisme français que les apparences, et qui se situe aux antipodes d'*American Graffiti, *de* Lacombe Lucien *et du cinéma « rétro ».*

PARADE
de Jacques Tati

Moins un film sur le cirque qu'un spectacle de cirque et de music-hall enregistré avec humour et tendresse par l'auteur de Mon oncle. *Tati lui-même reprend ses anciens sketches de mime :* le Pêcheur à la ligne, le Gardien de but, Soigne ton gauche, la Partie de tennis... *C'est modeste et charmant. Tati aime les baladins et les saltimbanques, et il en parle en poète, même lorsqu'il lui faut aller à l'étranger pour trouver du travail.*

LA SOLITUDE DU CHANTEUR DE FOND
de Chris Marker

La Solitude du chanteur de fond *analyse le travail d'Yves Montand pour un soir de récital : c'est le geste qui se place, qui ponctue, qui crée l'image, ce sont les coups de gueule d'une seconde et les mises en place longues, précises, réglées par un homme de scène soucieux du moindre détail. Montand reprend ses chansons de toujours :* Sanguine, Quand un soldat, C'est à l'aube, Luna-Park; *il les prépare minutieusement et se confie, se décrit aujourd'hui en citant Fitzgerald comme un homme* « sans espoir et avec la conviction que tout doit être changé quand même ».

BANANA SPLIT
de Busby Berkeley

Le film le plus fou, peut-être, du maître à filmer de Jean-Christophe Averty, Busby Berkeley, le chorégraphe le plus imaginatif du cinéma américain des années 30 : Busby Berkeley multiplie ici, autour de l'étonnante Carmen Miranda, coiffée de pyramides de bananes, les prouesses techniques et les audaces de mise en scène.

Théâtre

SUDD au Récamier

Ce que l'on peut voir de plus fort au théâtre, actuellement, à Paris. Des habitants de l'un des lieux les plus désespérés du globe — le ghetto sous-prolétaire de Marigliano, à côté de Naples — improvisent devant nous un indescriptible cauchemar. Ils expriment, par des gestes et par des cris, par la voie sublime de la création absolue, sans référence, la symptomatique complète du sous-prolétariat — honte secrète du monde libre. Par un retour de justice, les mouvements exsangues de ces condamnés réduisent à zéro le langage dramatique normal, même le plus dominé.

LA NOCE CHEZ LES PETITS-BOURGEOIS
au Théâtre de la Ville

La vie des petits-bourgeois a ceci de particulier qu'elle repose sur des rites, qui, eux, ne reposent sur rien de vivant. La vie des petits-bourgeois a ceci de particulier que son mécanisme fonctionne sur la simple force de l'habitude. Si un détail vient dérégler l'engrenage, le mécanisme tout entier s'affole. Les petits-bourgeois s'affolent parce qu'ils n'ont pas l'habitude du doute, ils ne connaissent que les certitudes. Alors, on remarque à haute voix que la mariée est enceinte, alors les meubles s'écroulent, et c'est la grande fête comique, noire et corrosive signée Brecht, Vincent et Jourdheuil.

LA DANSE MACABRE
au Cyrano - Théâtre Oblique

Un album de photos, photos-souvenirs sur lesquelles la famille prend la pose. Wedekind est là, qui se souvient, regarde, se regarde en train de jouer la Danse macabre, *un pamphlet contre la morale bourgeoise et sa répression sexuelle, dont il est l'auteur et qu'il a créé avec sa femme, au lendemain de son mariage.*

Un album de photos, de tableaux raffinés : Bruno Bayen raconte l'histoire de Wedekind, raconte ce que la censure et l'auto-censure l'ont empêché de dire, raconte, en images ironiques et somptueuses, l'histoire d'une révolte détournée de son objet.

GOOD BYE MISTER FREUD
à la Porte-Saint-Martin

Jérôme Savary aime le mélodrame et le Châtelet, les décors en trompe-l'œil, les plateaux qui tournent, les toiles peintes qui font descendre des cintres des paysages de rêve. Copi aime les Folies-Bergère, les femmes en plumes qui, d'un tableau à l'autre, passent de Chicago à Naples. Tous les deux aiment le tango, qui exprime le long soupir de l'homme solitaire, aiment le théâtre, qui exprime la futilité dérisoire de la vie et sa poésie fragile. A 23 h., pour achever la fête, Apologue, *par le F.B.I. de Guénolé Azerthiope.*

RORSCHACH
au Café-Théâtre des Amandiers

Deux femmes, seules sur une scène, et le silence, qui s'installe et qui « parle » : elles se lissent les joues, murmurent, font trois pas. Un autre monde, le « tiers-monde des femmes ». Le spectateur reste suspendu à la certitude de la perfection.

Variétés

RAYMOND DEVOS
à Hébertot

Il y a des clowns de plusieurs familles ; les clowns blancs, froids et lunaires ; les augustes rouges et entreprenants ; les clowns musiciens, à la voix perchée et aux déconvenues cocasses. Comme le grand Popov de Moscou, Raymond Devos appartient à une autre famille plus rare ; le clown-mirage.

Les Reggiani
à Bobino

Tous les trois ans maintenant, le comédien s'efface derrière le chanteur, qui dit, raconte, chante le temps passé, le temps présent, les choses qui passent ou cassent, ce qui a fichu le camp avec les années. En compagnie de Stéphan Reggiani, son spectacle a la chaleur de la vie.

LES COLOMBAIONI au Théâtre de la Ville: *deux clowns italiens dans la tradition de la commedia dell'arte.*

Musique

LA REPRISE D' « OBERTO »

Oberto, *le premier opéra représenté de Verdi, sort d'un long exil. Ces deux actes bien trempés furent créés à Milan en 1839. Malgré un argument embrouillé (l'intrigue se situe à Bassano, en 1228), ils valurent à l'auteur d'encourageants succès, bientôt démentis par la chute d'*un Jour de règne. *L'ouvrage, depuis lors, a pratiquement disparu des scènes lyriques. Placés sous la direction de Maurizio Arena, les solistes, les chœurs et l'orchestre lyrique de la Radio ont pris le risque de l'exhumer (le 9, à 20 h. 30, à la Maison de la Radio).*

— JEANNE-MARIE DARRE joue le cinquième concerto pour piano de Saint-Saëns, *avec l'Orchestre philharmonique dirigé par Janos Komivès (le 7, à 20 h. 30, à la Maison de la Radio) :* Haute voltige, par une spécialiste.

— JEAN MARTINON dirige *le premier concerto pour piano de Beethoven et la troisième symphonie avec orgue de Saint-Saëns, solistes Jean Fonda et Bernard Gavoty (le 8, à 20 h. 30, à la Maison de la Radio) :* L'ancien « patron » du National, le fils de Pierre Fournier, et organiste de Saint-Louis des Invalides.

— *CREATION DU « PROMETHEUS »* DE BRIAN FERNEYHOUGH ET D'« ENTRACTS AND SAPHO FRAGMENTS », DE BIRSTWILTE ; *« Kontrapunkte » de Stockhausen, opus 24 de Webern, « Octandre », de Varèse, par le groupe « Interférences » de la Cité universitaire (le 8, à 21 h., 21, bd Jourdan) :* Un tour d'horizon européen et trois générations de compositeurs.

Disque

COURSE A L'ABIME pour BERLIOZ

Après Markévitch, et surtout après Colin Davis, Ozawa prend rang dans la lignée des chefs berloziens. Au pupitre de l'orchestre symphonique de Boston, il dirige une Damnation *péremptoire. Romantisme, ici, signifie fatalité du drame. La course à l'abime finale s'annonce d'emblée par des tempos uniformément plus rapides que la normale. Par nostalgie on peut préférer la version Markévitch, où l'air circule, où toute la nature, avec Faust, semble s'ouvrir à l'amour. On regrettera surtout la coloration un peu légère, l'articulation assez recherchée des voix, dans la version Ozawa : visiblement, le chef japonais a recommandé à ses interprètes (Edith Mathis, Stuart Burrows, Donald McIntyre) de chanter « à la française ».*

★ Berlioz : « La Damnation de Faust ». D.G. : 2709 048, en souscription : 138 F.

Arts

COLLECTION PEGGY GUGGENHEIM
à l'Orangerie

Constituée à Paris dans les années 40, la collection Peggy Guggenheim revient sur les bords de la Seine, au musée de l'Orangerie, avec cent soixante-quinze tableaux et sculptures qui illustrent l'art de ce siècle.

Cubisme, futurisme, art abstrait, constructivisme, dadaïsme, surréalisme, abstraction lyrique américaine : toute une filiation de l'art qui a révolutionné la figuration ou la défiguration picturale depuis le début du siècle est présente ici, avec des œuvres souvent de premier plan et en nombre important. Cette collection assemblée avec passion, toile par toile, au cours d'une chasse, est devenue une fondation et un musée d'art moderne qui ont élu domicile sur le Grand Canal, dans le palais vénitien Venier del Leoni.

DE DAVID A DELACROIX
au Grand Palais

Une exposition qui renouvelle entièrement la physionomie d'une époque que l'on croyait connaître et qui est une des plus foisonnantes et originales de l'art français.

David en premier plan avec un choix d'œuvres incroyables, dont le Portrait de Lavoisier *jamais vu en France, Gros, Fragonard, Ingres, Delacroix, les premiers Corot, mais aussi quantité de peintres dont nous ne savions presque rien et qui, grâce à l'exceptionnel travail d'investigation réalisé par les organisateurs de l'exposition, ont retrouvé la place qui fut la leur.*

ARCHÉOLOGIE DE L'ÉTHIOPIE
au Petit Palais

L'archéologie de ces dernières années a réussi à arracher quelques secrets à la terre millénaire d'Ethiopie, dans la vallée équatoriale de l'Omo et dans les déserts de l'Afar. L'exposition du Petit Palais évoque cette quête souvent fructueuse et montre des peintures, des manuscrits et des objets liturgiques demeurés depuis toujours cachés dans d'inaccessibles églises rupestres.

LE STYLE LOUIS XV
à la Monnaie

L'initiative de cette exposition, qui célèbre le deuxième centenaire de la mort de Louis XV, revient à M. Valéry Giscard d'Estaing. C'est également au président de la République qu'elle doit son titre : un moment de perfection de l'art français : art décoratif, meuble, peinture, architecture, dessin, tapisserie, estampe, costume, monnaie, art populaire, une tentative d'appréhension globale de l'univers esthétique de l'Ancien Régime.

LE PARC
chez Denise René

Peintures récentes d'un cinétiste qui retrouve plus résolument la couleur peinte sur surface plane. Trente tableaux faits avec quatorze couleurs : jaune, rouge, orange, bleu, violet et toute la gamme de leurs intermédiaires. Une succession de figures géométriques — cercles et carrés — où l'interaction des couleurs détruit et reconstruit, par illusion d'optique, l'espace pictural.

VIDÉO-AGAM
galerie Attali

Des bandes vidéo éditées en guise d'œuvres d'art multiples ; peintre et sculpteur, Agam vient de créer ses premières œuvres sur pupitre électronique et écran de télévision. Plus vif argent que jamais, il dessine et peint sur des myriades de petits points en suspension dans la lumière.

C'est toujours le même Agam, instable, variable, changeant et parfois inattendu, des œuvres qui sont des spectacles à « programmer » sur un magnétoscope pour les voir.

Théâtres

Les salles subventionnées

OPERA, 8, rue Scribe, 9e (073-15-59). Les 1er et 3, à 19 h. 30 : la Belle au bois dormant ; le 2, à 19 h. 30 : les Vêpres siciliennes ; le 4, à 19 h. 30 : la Bohème ; le 11, à 19 h. 30 : les Contes d'Hoffmann.
OPERA-STUDIO, 5, rue Favart, 2e (742-72-00). Les 1er, 5 et 12, à 14 h. 30 ; les 3, 4, 10 et 11, à 20 h. 30 : la Vie parisienne.
COMEDIE - FRANÇAISE, Théâtre Marigny, 8e (236-04-41 ou 742-27-31). 20 h. 30 ; mat. D. 14 h. 30 : l'Impromptu de Marigny ; le 8, à 14 h. 30 (abonnement série jaune) : Iphigénie.
ODEON, 1, place Paul-Claudel, 6e (325-70-32). 20 h. 30 (D. soir, L.), mat. D. 16 h. : En revenant d'l'Expo (à partir du 8 janvier).
PETIT-ODEON (L., Ma.), 18 h. 30 : Monsieur Teste.
CHAILLOT, place du Trocadéro, 16e (727-81-15,. 20 h. 30 (D. soir, L.). mat. D. 15 h., Ma. et Ve., à 14 h. 30 : les Caprices de Marianne (à partir du 10 janvier).
THEATRE DE LA VILLE, 2, place du Châtelet, 4e (887-35-39). (D., L.). 18 h. 30 : les Colombaioni (jusqu'au 4) ; Rosa Duran et le Cuadro Flamenco de Zambra (à partir du 7) ; les 9, 10, 11, à 20 h. 30, les 11 et 12, à 14 h. 30 : Turcaret.
THEATRE DE L'EST PARISIEN, 17, rue Malte-Brun, 20e (636-79-09). 20 h. 30 (rel. 1er, 2, 6), mat. le 5, à 15 h. : l'Opéra de quat'sous; Petit TEP, 20 h. 30 (rel. L. J.) : la Petite Cuiller; C'est pas mon frère (à partir du 7 janvier).

Les autres salles

ANTOINE, 14 boulevard de Strasbourg, 10e (208-77-71) (L.) 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. : le Tube (rel. excep. 7 et 8).
ATHENEE, square Louis-Jouvet, 9e (073-82-23) (D. soir) 21 h., mat. dim à 15 h. et 18 h. 45 : l'Amour fou (dernière le j. à 15 h.).
CARTOUCHERIE DE VINCENNES, avenue de la Pyramide. — Théâtre de l'Epée-de-Bois (880-96-36) (D., L.) 20 h. 45 : le Chevalier à la charrette (jusqu'au 4). — Théâtre de l'Aquarium (808-99-61) (D., L.) 20 h. 30 : Tu ne voleras point.
COMEDIE CAUMARTIN, 25, rue Caumartin, 9e (073-43-41) (J.) 21 h. 10, mat dim. à 15 h. 10 : Boeing-Boeing.
COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES, 15, av. Montaigne, 8e (359-37-03) (L.) 20 h. 30, mat. dim à 15 h. : Colombe (rel. excep. 6, 7, 8).
COUR DES MIRACLES, 23, avenue du Maine, 14e (548-85-60) jusqu'au 4 à 14 h. 30 et 20 h. 15 : Pour l'amour du ciel, où tous ces gens peuvent-ils bien aller ? ; à partir du 2 (D.) 22 h. 30 : V comme Vian.
CYRANO-OBLIQUE, 76, rue de la Roquette, 11e (805-78-51) (D.) 20 h. : Grimm (contes) ; grande salsle, (L.) 21 h., mat. dim. à 16 h. : la Danse macabre.
DAUNOU, 7, rue Daunou, 2e (073-64-30) (le 1er soir., J.) 20 h. 45, mat. dim à 15 h. : les Portes claquent.
DIX-HEURES, 36, boulevard de Clichy, 18e (606-08-35) (D.) 20 h. : les Autres.
EDOUARD-VII, place Edouard-VII, 8e (073-67-90) (le 1er soir., D. soir, L.) 21 h., mat. dim à 15 h. : la Mamma.
ESSAION, 6, rue Pierre-au-Lard, 4e (278-46-42) (L.) I. : 20 h. 30 : Victor ou les enfants au pouvoir ; 2. : 20 h. 30 : la Haute Colline de Dunsinane ; 3. : 22 h. 30, mat. dim. à 17 h. : Voyage autour de ma marmite.
FONTAINE, 10, rue Fontaine, 9e (874-74-40), 20 h. 45, mat. dim. à 15 h. : les Jeux de la nuit. (Rel. except. 6, 7, 8, 9.)
GYMNASE, 38, bd de Bonne-Nouvelle, 9e (770-16-15) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30 : Cher menteur.
HUCHETTE, 23, rue de la Huchette, 5e (326-38-99) (D. soir, L.), 20 h. 45, mat. dim. à 14 h. 30 et 17 h. : la Cantatrice chauve. La Leçon.
LA BRUYERE, 5, rue La Bruyère, 9e (874-76-99) (D. soir, L.). 20 h. 45, mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30 : Docteur Héro.
LUCERNAIRE, 18, rue d'Odessa, 14e (326-57-23) (L.). 20 h. 30 : Buffet-Bontemps, l'affaire. 22 h. : les Larbins. 24 h. : le Plaisir des dieux.
MADELEINE, 19, rue de Surène, 8e (265-07-09) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30 : le Tournant.
MATHURINS, 36, rue des Mathurins, 8e (265-90-00) (le 1er soir, D. soir, L.), 21 h., mat. les 2 et 5 à 15 h. et 18 h. 30 : le Péril bleu ou méfiez-vous des autobus.
MICHEL, 38, rue des Mathurins, 8e (265-35-02) (le 1er soir), 21 h. 10, mat. dim. à 15 h. 10 : Duos sur canapé. (Rel. except. 5, 6, 7, 8, 9, 10.)
MONTPARNASSE, 31, rue de la Gaîté, 14e (326-89-90) (D. soir, L.), 21 h., mat. dim., à 15 h. et 18 h. : Madame Marguerite.
NOUVEAUTES, 24, bd Poissonnière, 9e (770-52-76) (J.), mat. dim. à 16 h. : la Chambre mandarine.
NOUVELLE-COMEDIE, 7, rue Louis-le-Grand, 2e (073-54-74) (le premier soir, L.), 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. : Zalmen ou la Folie de Dieu (interruption momentanée).
ŒUVRE, 55, rue de Clichy, 9e (874-45-32) (D. soir, L.), 21 h., mat. dim., à 15 h. et 18 h. : la Bande à Glouton.
OLYMPIC, 10, rue Boyer-Barret, 14e (783-67-42) (Dim.), 22 h. : MM Maggie Moon.
PALAIS-ROYAL, 38, rue Montpensier, 1er (742-84-29) (L.), 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. : la Cage aux folles ; le 6, à 20 h. 30 : Rencontre.
PATARAPF, square Rapp, 7e (555-67-63) (D., L.), 21 h., sam. à 20 h 30 et 22 h 30 : Coup de pompe.
POCHE-MONTPARNASSE, 75, bd du Montparnasse, 14e (548-92-97) (D.), 20 h. 45, sam. à 20 h. 45 et 22 h. 30: le Premier.
PORTE-ST-MARTIN, 16, bd St-Martin 3e (607-37-53) (Dim., L., Mar.), 20 h. 30, mat. sam. à 15 h. : Good bye mister Freud ! ; 23 h. : l'Apologue.
RECAMIER, 3, rue Récamier, 7e (548-63-81). 20 h. 30 : Sudd.
SAINT-GEORGES, 51, rue Saint-Georges, 9e (878-63-47) (le 1er soir, J., D. soir), 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30 : Croque-Monsieur.
TERTRE, 18, rue Lepic, 18e (606-11-62), le 1er à 21 h. (dernière) : la Dame au petit chien ; la Paix du ménage.
THEATRE D'ORSAY, quai Anatole-France (548-65-90). Grande Salle, le 1er à 18 h.30, les 3 et 7 à 20 h. 30 : Ainsi parlait Zarathoustra ; le 4 à 20 h. 30 et le 5 à 15 h. : Harold et Maude ; Petite Salle : le 1er à 18 h. 30, le 4 à 20 h. 30, le 5 à 15 h. : les Emigrés ; les 3 et 7 à 20 h. 30 : Oh ! les beaux jours !
THEATRE PARIS-NORD, 16, rue Georgette-Agutte, 18e (229-09-27) (D. soir, L.), 20 h. 45, mat. dim. à 15 h. : l'Ile de la raison.
THEATRE PRESENT, 211 avenue Jean-Jaurès, 19e (203-02-55) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim. à 17 h. : les Voraces.
THEATRE 13, 24, rue Daviel, 13e (589-05-99), jusqu'au 4 à 20 h. 45, le 5 à 15 h. (dernière) : le Procès de Jean-Baptiste M...
THEATRE 14, 20, av. Marc-Sangnier, 14e (533-07-59) (D., L.), 21 h. : les Ventres brûlés ou la vie sereine (à partir du 3).
TROGLODYTE, 74, rue Mouffetard, 5e (222-83-54), jusqu'au 4 à 22 h. : l'Inconfortable ; à partir du 7 à 22 h. : Xahât.
VARIETES, 7, boulevard Montmartre, 2e (231-09-92) (D. soir, L.), 20 h. 45, mat. dim. à 17 h. : Zouc.

Les théâtres de banlieue

CRETEIL, maison des Arts et de la Culture, place de l'Hôtel-de-Ville 899-94-50) à partir du 8 à 21 h. : Crime et Châtiment.
GENNEVILLIERS, théâtre, 41, avenue des Grésillons (793-21-63) à partir du 7 à 20 h. 45 : le Précepteur

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN, 6, rue Thérèse, 1er (742-99-79) (D.) (20 h. 30 : Denis Watterwald ; 21 h. 30 : les Amours de Jacques le Fataliste ; 23 h. : Souriez ou je tire.
AU VRAI CHIC PARISIEN, 18, rue d'Odessa, 14e (326-73-34) 20 h. 30 : Sainte Jeanne du Larzac ; 22 h. : P. Font et P. Val.
CAFE DE LA GARE, 41, rue du Temple, 4e (278-52-51), à partir du 2, 22 h. : les Semelles de la nuit.
CAFE D'EDGAR, 58, boulevard Edgar-Quinet, 14e (326-13-68) (L.) 20 h. 30, mat. dim. à 16 h. : Chorus Debile ; 22 h. : les Bancs ; 23 h. 30, mat. dim à 17 h. 30 : P. Péchin.
CAFE - THEATRE DE LA MAISON DES AMANDIERS, 110, rue des Amandiers, 20e (797-19-59), du mer. au sam., à 21 h. : Rorschah.
CAFE-THEATRE DE NEUILLY, place Parmentier (624-03-83) Me., J., V. et S. à 21 h. 45 : la Palata.
CAFE-THEATRE DE L'ODEON, 3, rue Monsieur-le-Prince, 6e (325-43-98) (D., L.) 21 h. 30 : la Collection ; (D.) 22 h. : Femmes Parallèles ; (D., L.) 23 h. 45 : Quand j'serais grande j'serais paranoïaque ; (L.) 21 h. 30 : Outre-vie.
LE FANAL, 85, rue Saint-Honoré, 1er (236-73-68) (D.) 21 h. : Mr Barnett ; 23 h. : Délire à deux.
LA PIZZA DU MARAIS, 15, rue des Blancs-Manteaux, 4e (277-42-51) (D.) 20 h. 30 : Par ici les gros sous ; 22 h. 30 : De la mer et des hommes.
LE PETIT CASINO, 17, rue Chapon, 3e (747-62-75) (D.) 21 h. 15 : la Rentrée de Greta Garbo dans « Phèdre » ; 22 h. : l'Affaire du clip de la reine d'Angleterre.
LE SELENITE, 18, rue Dauphine, 5e (033-53-14) (Mar.) I : 20 h. 30 : la Rimaquoi ? la Rimarrien ! ; 22 h. : la Jacassière ; 22 h. 30 : la Véritable Histoire de Paul et Virginie ; II, 21 h. : Match sur la une ; 22 h. 30 : le Sélénite. nid d'espions ; 24 h. : Miss Boy In.
LE SPLENDID, 18, rue d'Odessa, 14e (326-73-83) (mer. 1er) (dim. L.) 20 h. 30 : Ma tête est malade ; 22 h. 30 : J'vais craquer.
LA VIEILLE GRILLE, 1, rue du Puits-de-l'Ermite, 5e (707-60-93) (L., Mar.) 21 h. : Clyclamour et le pape. 22 h. 30 : Double scull

La danse

THEATRE DE LA CITE INTERNATIONALE, 21, bd Jourdan-14e (589-38-69) à partir du 6 à 21 h. : Balances.
NOUVEAU CARRE, 5, rue Papin-4e (277-88-40) à partir du 6 à 20 h. 30 : Ballet-Théâtre Joseph Russillo.
PALAIS DES SPORTS, porte de Versailles-15e (532-41-29) 1er soir, dim. soir, jeu.) 20 h. 30, mat sam. à 15 h. 30, dim. à 14 h. 15 et 18 h. : Chœurs et danses de l'armée soviétique.

Cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT
(704-24-24)

MERCREDI 1er JANVIER. — 15 h., *le Crépuscule des Dieux*, de L. Visconti ; 18 h., *les Contes de la lune vague après la pluie*, de K. Mizoguchi ; 20 h. 30, *Falstaff*, d'O. Welles ; 22 h. 30, *Candy*, de C. Marquand.

JEUDI 2. — 15 h., *la Passion de Jeanne d'Arc*, de C.T. Dreyer ; *la Quatrième Alliance de Dame Marguerite*, de C.T. Dreyer ; 18 h. 30, *les Hauts de Hurlevent*, de L. Bunuel ; 20 h. 30, *Belle tigresse*, de B.G. Hutton ; 22 h. 30, *des Amis comme les miens*, d'O. Preminger.

VENDREDI 3. — 15 h., *Nana*, de Renoir ; 18 h. 30, *Silence et cri*, de M. Jancso ; 20 h. 30, *Mimi métallo blessé dans son honneur*, de L. Wertmuller ; 22 h. 30, *Lion's love*, d'A. Varda.

SAMEDI 4. — 15 h., *Alexandre Nevsky*, de S.M. Eisenstein ; 18 h. 30, *le Puits et le Pendule*, d'A. Astruc ; *les Mistons*, de F. Truffaut ; *le Rideau cramoisi*, d'A. Astruc ; 20 h. 30, *Vas-y, fonce*, de D. Nicholson ; 22 h. 30, *les Parapluies de Cherbourg*, de J. Demy.

DIMANCHE 5. — 15 h., *la Naissance d'une nation*, de D.W. Griffith ; 18 h. 30, *la Barrière*, de J. Skolimowsky ; 20 h. 30, *The last picture show*, de P. Bogdanovich ; 22 h. 30, *Lettre du Kremlin*, de J. Huston.

LUNDI 6. — Relâche.

MARDI 7. — 15 h., *Richard III*, de L. Olivier ; 18 h. 30, *Viva Zapata*, d'E. Kazan ; 20 h. 30, *les Cannibales*, de L. Cavani ; 22 h. 30, *Bob and Carol and Ted and Alice*, de P. Mazursky.

Les exclusivités

ANNA ET LES LOUPS (Esp., v.o.) (**) : Saint - Germain - Village, 5e (633-87-59).
APPORTEZ-MOI LA TETE D'ALFREDO GARCIA (A., v.o.) : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; Paramount - Odéon, 6e (325-59-83) ; v.f. : Paramount - Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Maillot, 17e 758-24-24) ; Capri, 2e (508-11-69) ; Maine-Rive-Gauche, 14e (567-06-96) ; Grand-Pavois, 15e (531-44-58).
D'ARTAGNAN L'INTREPIDE (A., v.f.) : Omnia, 2e (231-39-36).
LES AVENTURES DE TITI ET DE SYLVESTRE (A., v.f.) : Gaumont-Rive-Gauche, 6e (548-26-36) ; Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Nations, 12e (343-04-67).
LES BIDASSES S'EN VONT EN GUERRE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Gaumont - Richelieu, 2e (233-56-70) ; Danton, 6e (326-08-18) ; Les Images, 18e (522-47-94) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Scala, 10e (770-40-00).
BONS BAISERS A LUNDI (Fr.) (jusqu'au 2) : Mercury, 8e (225-75-90) ; A.B.C., 2e (236-55-54) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27).
BORSALINO AND CO (Fr.) : Gaumont-Théâtre, 2e (231-33-16) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (225-67-29) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41). Jusqu'au 2.
CELINE ET JULIE VONT EN BATEAU (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
LE CHAT BOTTE (Jap., v.f.) : Studio Marigny, 8e (225-20-74) ; Maxéville, 9e (770-72-86).
LE CHAUD LAPIN (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40) jusqu'au 2 ; Gramont-Opéra, 2e (742-95-82) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Fauvette, 13e (331-60-74).
CHINATOWN (A.) (*) v.o. : Colisée, 8e (359-29-46) ; Hautefeuille I et II, 6e (633-79-38) ; Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; v.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Caravelle, 18e (387-50-72) ; Montparnasse - Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Nation, 12e (343-04-67).
LA CITE DU SOLEIL (It.) v.o. : Marais, 4e (278-47-86).
LA CLINIQUE EN FOLIE (A.) v.o. : Le Seine, 5e (325-92-46).
LE COIN DES VIERGES (Mex.) v.o. : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).
LA COUSINE ANGELIQUE (Esp.) v.o. : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
DE LA CHAIR POUR FRANKENSTEIN (A., It., Fr.) v.f., relief : Méry, 17e (522-59-54).
LES DIEUX ET LES MORTS (Brés.) v.o. : Ciné-Halles Positif, 1er (236-71-72).
DIS-MOI QUE TU M'AIMES (Fr.) : Caméo, 9e (770-20-89) ; Liberté-Club, 12e (343-01-59) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Magic-Convention, 15e (828-20-32) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Normandie, 8e (359-41-18).
LES DOIGTS DANS LA TETE (Fr.) : Racine, 6e (633-43-71) ; 14-Juillet, 11e (700-51-13) ; Studio Git-le-Cœur, 6e (326-80-25) ; Ugc-Marbeuf, 8e (225-47-19).
DODES'CADEN (Jap.) v.o. : Quintette, 5e (033-35-40).
EMMANUELLE (Fr.) (**) : Triomphe, 8e (225-45-76) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; Scala, 10e (770-40-00).
L'EROTISME D'HOLLYWOOD (Stillborn, Crystallin, Mariage) v.o. : Marais, 4e (278-47-86).
ERICA MINOR (Suis.) : Studio Logos, 5e (033-26-42).
LE FANTOME DE LA LIBERTE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse - Pathé, 14e (326-65-13) ; Quintette, 5e (033-35-40).
LA FEMME AUX BOTTES ROUGES (Fr.) : P.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; Gaumont - Madeleine, 8e (073-56-03) ; Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; Studio Raspail, 14e (326-38-98)
FENDER L'INDIEN (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78).
LES FILLES DE KA MA RE (Jap., v.o.) (**) : Studio Galande, 5e (033-72-71).
GENERAL IDI AMIN DADA (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
LA GIFLE (Fr.) : Ambassade-Gaumont, 8e (359-19-08) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Gaumont-Gambetta (797-02-74) ; Lumière-Gaumont, 9e (770-84-64) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LES HAUTS DE SOLITUDE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86), à 14 h. et 22 h 30
L'HOMME AUX PISTOLETS D'OR (A., v.o.) : Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23), Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-97) ; Max - Linder, 9e (770-40-04) ; Moulin-Rouge, 18e (606-63-26) ; Lux-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount - Orléans, 14e (580-03-75) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-23) ; Publicis-Sofitel, 15e (842-04-68) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
IMPOSSIBLE PAS FRANCAIS (Fr.) : George-V, 8e (225-41-46) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Capri, 2e (508-11-69) ; Boul-Mich, 5e (033-48-29) . Paramount-Montmartre, 18e (606-34-35) ; Arlequin, 6e (548-62-25) . Paramount - Orléans, 14e (580-03-75) , Galaxie, 13e (580-76-86) , Paramount - Gaîté, 14e (326-99-34) , Paramount - Maillot 17e (758-24-24) ; Grand-Pavois 15e (531-44-58)
LA JEUNE FILLE ASSASSINEE (Fr.) (**) : Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) , Biarritz, 8e (359-42-33) ; Murat, 16e (288-99-75)
LANCELOT DU LAC (Fr.) : Pagode, 7e (551-12-15)
LE LOUP DES STEPPES (Fr.-Suis.-All., v. ang.) . U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie (359-41-18) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; la Clef, 5e (337-90-90)
MAI 68 (Fr.) : Dragon, 6e (548-54-74).
MARIAGE (Fr.) : Biarritz, 8e (359-42-33) ; Marivaux, 2e (742-83-90), Plaza, 8e (073-74-55), Bonaparte, 6e (326-12-12), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Jean-Cocteau, 5e (033-47-62) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24)
LE MILIEU DU MONDE (Suis.) : Quintette, 5e (033-35-40).
LA MOUTARDE ME MONTE AU NEZ (Fr.) . Gaumont-Opéra, 9e (073-95-46) ; Concorde, 8e (359-92-84) ; Gaumont - Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27).
LES NEUF VIES DE FRITZ LE CHAT (A., v. o.) (**) : Vendôme, 2e (073-97-97-52) ; la Clef, 5e (337-90-90) ; Bilboquet, 6e (222-87-23) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
LE RETOUR DU GRAND BLOND (Fr.) : Paris, 8e (359-53-99) ; France-Elysées, 8e (225-19-73) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Gaumont - Sud, 14e (331-51-16) ; Gaumont-Bosquet, 7e (551-44-11) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
ON N'ENGRAISSE PAS LES COCHONS A L'EAU CLAIRE (Can.) : Marais, 4e (278-47-86).

Les films nouveaux

MECANICA NACIONAL, film mexicain de Luis Alcoriza (v.o.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).
A PARTIR DU VENDREDI 3 :
ZIG ZIG, film français de Laszlo Szabo, avec Catherine Deneuve et Bernadette Laffont. — Mercury, 8e (225-75-90), ABC, 2e (236-55-54), Montparnasse 83 6e (544-14-27), Quintette, 5e (033-35-40), Clichy Pathé, 18e (522-37-41), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).

ROBIN DES BOIS (A., v.o.) : en soirée : Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C - Odéon, 6e (325-71-08) ; Odéon, 6e (325-71-08) ; Ermitage, 8e, (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-(359-15-71) ; Miramar, 14e (326-41-02) ; Terminal Foch, 16e (704-49-53) ; Telstar, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (734-20-70) ; Magic Convention, 15e (828-20-32) ; Liberté, 12e (343-01-59) ; Clichy-Palace, 18e (387-77-29).
747 EN PERIL (A., v.o.) : Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; (v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Helder, 9e (770-11-24) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; Mistral, 14e (734-20-70) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LE SHERIF EST EN PRISON (A., v.o.) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; St-Germain-Huchette, 5e (633-87-59) ; P.L.M.-St-Jacques, 14e (589-68-42)
LA SOLITUDE DU CHANTEUR DE FOND (Fr.) et **SI J'AVAIS QUATRE DROMADAIRES** (Fr.) : Studio des Ursulines, 5e (033-39-19).
SWEET LOVE (A., v.o.), (**) : Saint-Germain - Studio, 5e (033-42-72) ; Jean-Renoir, 9e (874-40-75) ; Gramont, 2e (742-95-82).
LES SUSPECTS (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Ermitage, 8e (359-15-71).
UN JUSTICIER DANS LA VILLE (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).
UN VRAI CRIME D'AMOUR (It., v.o.) : Studio Alpha, 5e (033-39-47).
VINCENT, FRANCOIS, PAUL... ET LES AUTRES (Fr.) : Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Concorde, 8e (359-92-84) ; St-Lazare-Pasquier, 8e, (387-56-16) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Quintette, 5e (033-35-40) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
LE VOYAGE D'AMELIE (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90) ; Studio de la Harpe, 5e (033-34-83).

Les festivals

MARILYN MONROE. — V.o : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82). Mer., jeu : le Prince et la Danseuse ; ven., sam. : Bus Stop ; dim., lun. : Les hommes préfèrent les blondes ; ma. : la Joyeuse Parade Action Lafayette, 9e (878-80-50) Mer., jeu : le Milliardaire ; ven., sam. : Sept ans de réflexion ; dim., lun. : les Misfits ; mar. : Comment... Action Lafayette, 9e (878-80-50). Mer..
HUMPHREY BOGART. — V.o. Action Lafayette, 9e (878-80-50). Mer., jeu : les Passagers de la nuit ; ven., sam. : La mort n'était pas au rendez-vous ; dim. lun., mar. : Casablanca.
JERRY LEWIS. — V.O. : Grands-Augustins, 6e (633-22-13). Mer. : sam., mar. : Cendrillon aux grands pieds ; mer., dim. : les Zinzins d'Hollywood ; jeudi : Un pitre au pensionnat ; ven. et lun. : les Dingues du palace.
CHARLIE CHAPLIN. — V.o. : Studio Parnasse, 6e (326-58-00). Mer., jeu. : le Dictateur ; ven., sam. : la Revue de Charlot ; dim., lun., mar. : la Ruée vers l'or.
MARCEL PAGNOL. — André Bazin 13e (337-74-39) : la Femme du boulanger.
QUINZE MELOS FLAMBOYANTS. — V.o., Olympic I, 14e (783-67-42). Mer. : Frontière chinoise ; Je. : Panique dans la rue ; V. : Doux oiseau de jeunesse ; S. : Lilith ; Dim. : Reflets dans un œil d'or ; L. : Propriété interdite ; Ma. : le Visage du plaisir.
BEATLES POP. — V.o., Acacias, 17e (754-97-83), 14 h. : Quatre Garçons dans le vent ; 15 h. 30 : Let it be ; 17 h. : Help ; 18 h. 45 : Concert pour le Bangladesh ; 20 h. 30 : Gimme Shelter ; 22 h. 10 : A film about. J. Hendrix.
AVENTURE ET HUMOUR. — V.o., Boite à films, 17e (754-51-50), 14 h. : les Merveilleux Fous volants dans leurs drôles de machines ; 16 h. 15 et 20 h. : Butch Cassidy et le Kid ; 18 h. 15 et 22 h. : Kid Blue.
HOMMAGE A SACHA GUITRY. — Mac-Mahon, 17e (380-24-81). Mer., S. et Ma. : Ils étaient neuf célibataires ; J., D. : le Destin fabuleux de Désirée Clary ; V., et L. : Faisons un rêve.
STUDIO 28, 18e (606-36-07), Me. : le Voyage ; J. : Deux grandes gueules ; V. : Contre une poignée de diamants ; S. : Lancelot du Lac ; D. et Ma. à 22 h. 30 : Conrack.

Les séances spéciales

CABARET (A., v.o) : Châtelet Victoria 1er (236-12-83), à 13 h. 45, 15 h. 50, 20 h. 5 et 22 h. 10.
LA CHINE (It., v.o.) : Le Seine, 5e (325-92-46) à 12 h., 20 h. et 22 h. 15 (dim. à 20 h. et 22 h. 15).
CONCERT POUR LE BANGLADESH (A., v.o.) : Gramont, 2e (742-95-82) ven. et sam. à 24 h.
LE CUIRASSE POTEMKINE (Sov.) : Le Seine, 5e (325-92-46) à 12 h. 15 (sauf dim.).
LES DIABLES (Ang., v.o.) (**) : La Clef, 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h.
LE GENOU DE CLAIRE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), à 12 h. et 24 h.
JEREMIAH JOHNSON (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h.
KASHIMA PARADISE (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h.
PERFORMANCE (A., v.o.) (**) : Dominique, 7e (551-04-55), à 20 h. et 22 h.
PIERROT-LE-FOU (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) à 12 h. et 24 h.
TEX AVERY (A., v.o.) : Cinoche de Saint-Germain, 6e (633-10-82), ven. et sam à 24 h.
ZARDOZ (A., v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (236-12-83), à 11 h. 45 et 0 h 15

Les grandes reprises

BANANA SPLIT (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78).
BEN HUR (A., v.o.) : Action-République, 11e (805-51-33).
DOCTEUR FOLAMOUR (A., v.o.) : Actua-Champo, 5e (033-51-60).
LE DICTATEUR (A., v.o.) : Studio-République, 11e (805-51-97).
2001, ODYSSEE DE L'ESPACE (A., v.o.) : Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37).
EN QUATRIEME VITESSE (A., v.o.) : Olympic, 14e (783-67-42).
FANFAN LA TULIPE (Fr.) : Omnia 2e (231-39-36) ; Pagode, 7e (551-12-15) ; Studio Marigny, 8e (225-20-74), à 18 h., 20 h. et 22 h.
LES LOIS DE L'HOSPITALITE (A., v.o.) : Panthéon, 5e (033-15-04) ; Saint-Séverin, 5e (033-50-91) ; Elysées-Point Show, 8e (225-67-29) ; Studio Marigny, 8e (225-20-74) ; New-Yorker, 9e (770-63-40) ; 14-Juillet, 11e (700-51-13).
LES MARX BROTHERS AU GRAND MAGASIN (A., v.o.) : Noctambules, 5e (033-42-34)
LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles :

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704-70-20 (lignes groupées) et 727-42-34
(De 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés.)

Variétés

Le music-hall

ATELIER, place Charles-Dullin, 18e (606-49-24) (D soir, L.), 21 h. mat. dim. à 15 h. : Avron et Evrard.
BIOTHEATRE, 4, rue Marie-Stuart, 3e (508-17-80) (D. soir), 20 h. 30, mat. dim à 15 h. 30 (dernière le 7) ; Percussions, chants et danses de l'Inde du Sud.
BOBINO, 20, rue de la Gaîté, 14e (033-20-49) (le 1er en soirée, D. soir. L.), 20 h 30, mat. dim. à 15 h. : Serge et Stéphan Reggiani
CASINO DE PARIS, 16, rue de Clichy, 18e (874-26-22) (L.), 20 h. 45, mat dim. à 14 h. 30 : Zizi je t'aime
CHARLES-DE-ROCHEFORT, 64, rue du Rocher, 17e (522-08-40) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim. 18 h. 30 : Dzi Croquettes. (Dernière le 7.)
ELYSEES-MONTMARTRE, 72, bd de Rochechouart, 18e (606-38-79) (D.), 20 h. 45, mat. sam. à 17 h. : Oh Calcutta !
FOLIES-BERGERES, 32, rue Richer, 9e (770-02-51) (L.), 20 h. 30 : J'aime à la folie.
HEBERTOT, 78 bis, bd des Batignolles, 17e (387-23-23) (D. soir), 21 h., mat. dim. à 15 h. : Raymond Devos
OLYMPIA, 28, bd des Capucines, 9e (742-25-49) (L.), 21 h 30 : Michel Sardou. Dim. à 18 h. : Le groupe Crèche.
PALAIS DES CONGRES, porte Maillot, 17e (758-27-78), le 4 à 21 h. : Liza Minnelli

Les comédies musicales

HENRI-VARNA - MOGADOR, 25, rue Mogador, 9e (285-28-80) (D. soir, L.), 20 h. 45, mat dim. à 14 h. 45 et 17 h. 45 et le 4 à 15 h. 30 : la Révolution française.

Les opérettes

CHATELET, place du Châtelet, 1er (231-44-80) (les 2 et 3) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. sam. à 14 h. 30 et dim. à 14 h. : Valses de Vienne.

Le jazz

THEATRE MOUFFETARD, 76, rue Mouffetard-5e (336-02-87) le 1er à 22 h. : Jeff Gilson ; le 2 à 22 h. : Christian Escude ; le 3 à 22 h. : Michel Roques ; le 4 à 22 h. : Puel, avec K. Carter.
NOUVEAU CARRE, 5, rue Papin-4e (277-88-40) le 2 à 21 h. : Folk-song

Les cabarets

ALCAZAR, 62, rue Mazarine, 6e (326-53-35) (D.), 23 h. : Paris-Broadway.
CRAZY HORSE SALOON, 12, avenue George-V, 8e (225-67-29), 22 h. et 0 h. 30 : Douze super-beautés.
KISS ME, 5, avenue de l'Opéra, 1er (260-64-45), 22 h. : Bons Baisers de Paris
MAYOL, 10, rue de l'Echiquier, 10e (770-95-08), 16 h. 15 et 21 h. 15 : Q... ou
TOUR EIFFEL (551-19-59), 20 h. : la Fête aux chansons

Les chansonniers

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE, 1, bd Saint-Martin, 3e (278-44-45), 21 h., mat. dim à 15 h 30 : De toute façon, il nous reste le cheval.
DEUX ANES, 100, bd de Clichy, 18e (606-10-26), 21 h., mat. dim. à 15 h. 30 : Au nom du pèze et du fisc (relâche les 6, 7 et 8).
DIX-HEURES, 36, bd de Clichy, 18e (606-07-48), 22 h. : l'Esprit fraudeur.

Les cirques

CIRQUE D'HIVER-BOUGLIONE, 110, rue Amelot, 11e (700-12-25), sam. à 14 h., jeu. et ven. à 16 h. 30, dim. à 14 h. et 17 h.
CIRQUE PINDER-JEAN RICHARD, porte de Pantin (anciens abattoirs de La Villette) (742-82-45, poste 225), sam. à 15 h., dim. à 14 h. 30 et 17 h., soirées à 20 h. 45 (sauf dim.) (Jusqu'au 5).

Le théâtre sur glace

GALAXY, 211, avenue Jean-Jaurès, 19e (205-28-06) (D. soir, L.), 21 h., mat. sam. et dim. à 14 h. 30 et 17 h 30 : Cendrillon sur glace.

Concerts

VENDREDI 3

EGLISE SAINT - GERMAIN - DES - PRES, pl. St-Germain-des-Prés, 6e, 20 h 30 : Ensemble polyphonique de l'O.R.T.F (« le Jeu de Daniel »).

DIMANCHE 5

NOTRE-DAME DE PARIS, 17 h. 45 : Pierre Cochereau (hommage à C. Vitré).

LUNDI 6

LUCERNAIRE, 18, rue d'Odessa, 15e (326-57-23), 20 h. 30 : Ensemble Venance Fortuna (chants grégoriens).

MARDI 7

MAISON DE L'O.R.T.F., 116, av. du Président-Kennedy, 16e (224-33-61), 20 h. 30 : Orchestre philharmonique de l'O.R.T.F Dir. J. Komives, avec J.-M. Darre (Berlioz, Saint-Saëns, Nigg, Bartok).
CERCLE INTERALLIE, 33, faubourg Saint-Honoré, 8e, 21 h. : Nouveau Trio Pasquier.

INFORMATIONS PRATIQUES

Télévision et radiodiffusion

« Le Monde » publie tous les samedis, numéro daté du dimanche-lundi, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

MERCREDI 1er JANVIER

● CHAINE I

16 h. 25 Comédie-Française : « Tartuffe », de Molière. Mise en scène J. Charon. Avec R. Hirsch, J. Charon, J. Toja.
18 h. 40 Documentaire : « Une histoire d'amour ». F. Rossif. Hommage à Jane Goodall.
20 h. 15 Feuilleton : Chéri Bibi.
20 h. 30 Les Shadoks.



20 h. 35 Opérette : « Gipsy », de F. Lopez. Avec J. Todaro, M. Baquet, N. Briard, J. Roux.

● CHAINE II (couleur)

17 h. 10 Comédie musicale : « Mozart », de S. Guitry. Musique de R. Hahn. Avec B. Broca, Cl. Titre, E. Selena.
18 h. 45 Les cirques du monde. Le cirque de Moscou.
19 h. Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h. 45 Feuilleton : La Passagère.
20 h. 35 Comédie-Française : « Ondine », de Giraudoux. Mise en scène de R. Rouleau. Avec F. Chaumette, I. Adjani, J. Toja.
Un chevalier errant trouve refuge chez un couple de pêcheurs. Leur fille, Ondine, fée des eaux, succombe à son charme. Mais les hommes et les êtres fragiles et fugitifs ne peuvent pas vivre longtemps. Le tremblement giralducien, et Isabelle Adjani, alors starlette du Français.
22 h. 35 Concert : Trio de Brahms.

● CHAINE III (couleur)

19 h. Pour les jeunes : L'île aux enfants.
19 h. 20 Court métrage : « Jerry Lewis ».
19 h. 40 Feuilleton : Paul et Virginie.
20 h. 5 Documentaire : Un animal, un portrait : « L'aigle », réal. J.-R. Vivet.
20 h. 35 Film : « Kamouraska », de Cl. Jutra (1973), avec G. Bujold, R. Jordan, Ph. Leotard, M. Cuvelier.
D'après un roman de Anne Hébert, le portrait d'une femme — issue d'une famille bourgeoise de Québec, cela se passe dans la seconde moitié du XIXe siècle — mal mariée, adultère, héroïne d'un drame passionnel, puis épouse exemplaire en secondes noces. Une coproduction franco-canadienne inédite.

● FRANCE-CULTURE

20 h., L'âge de la vie, par J. Fayel : Au village retraite de Vasdun ; Théâtre 105, programme pour les jeunes, par C. Chebel ; Café-théâtre, par Y. Taquet : Au théâtre Essaion avec Rufus ; Création d' « Ouverture II », d'Aperghis.

● FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30 (S.), Orchestre philharmonique O.R.T.F., dir. G. Sébastian : « Roméo et Juliette » (Tchaïkovski), « Symphonie en si bémol » (Chausson), « le Chevalier à la rose », grande suite (R. Strauss). — 21 h. 50 (S.), Pour la nouvelle année, par E. Chevalley : 1975, Grands anniversaires des compositeurs français (Halevy, Boieldieu, Caplet, Satie, Debussy, Honegger, Ravel, Bizet). — 23 h. (S.), Groupe de recherches musicales O.R.T.F. — 24 h., Musique et poésie, par A. Almuro (Debussy, Schubert, Panufnik, G. de Machaut, L. Nono). — 1 h. 30, Nocturnales.

JEUDI 2 JANVIER

● CHAINE I

18 h. 50 Pour les jeunes : La vie est là.
20 h. 15 Feuilleton : Chéri-Bibi.
20 h. 30 Les Shadoks.
20 h. 35 Théâtre : « On ne sait jamais », d'A. Roussin. Réal. A. Delarive. Avec Ch. Minazzoli, J.-P. Darras, C. Fraysse.
Georges et Evelyne forment un couple désuni. Un jour, Georges soupçonne sa femme de le tromper et ne fait plus confiance à personne.

● CHAINE II (couleur)

19 h. 45 Feuilleton : La Passagère.
20 h. 35 Feuilleton : Les brigades du Tigre. « La Main noire ». Réal. V. Vicas.
Valentin doit déjouer une conspiration contre l'Autriche.
21 h. 25 Opéra : Otello, de Verdi. Direction H. von Karajan. Avec J. Vickers, M. Freni, P. Glossop.
Une tragédie de la jalousie, d'après Shakespeare. Otello, « le More de Venise », l'esprit empoisonné par le traître Iago, soupçonne sa femme, Desdémone, la tourmente et la tue.

● CHAINE III (couleur)

19 h. Pour les jeunes : L'île aux enfants.
19 h. 40 Feuilleton : Paul et Virginie.
20 h. 5 Documentaire : Un animal, un portrait : « le Cerf ».
20 h. 35 Comédie-Française : « le Légataire universel », de Jean-François Regnard, mise en scène de J.-P. Roussillon, avec J.-P. Roussillon, M. Etcheverry, M. Aumont, D. Gence, F. Seigner.
Comédie en cinq actes représentée pour la première fois en 1708 au Théâtre français, le Légataire universel marquait à l'époque un renouvellement complet de la farce.
22 h. 30 Découverte : Anne d'Auvergne, réal. J.-N. Roy.

● FRANCE-CULTURE

20 h., Carte blanche, par L. Sieu : « la Jeune Captive », de Milorad (réal. E. Cramer), avec D. Volle, L. Bourdil, N. Nerval, P. Olivier. — 21 h. 20, Biologie et médecine. — 21 h. 50, Livre d'or : Maurice Ohana. — 22 h. 40, Café-théâtre. — 23 h. 35, Curieux destins.

● FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30 (S.), Du poème symphonique à l'opéra : « Ainsi parlait Zarathoustra » (Strauss), « Danse des sept voiles de Salomé » (Strauss). Orchestre philharmonique de Berlin, dir. H. von Karajan. — 21 h. 25, En liaison avec la deuxième chaîne couleur : « Otello » (Verdi), présentation H. von Karajan et G. de Van, avec J. Vickers, M. Freni, P. Glossop, A. Bottion, S. Malagu, Orchestre et chœurs de l'Opéra de Berlin. — 24 h. (S.), La musique et ses classiques. — 1 h. 30, Pop music.

● B.B.C. (276 mètres)

19 h. 10, Echanges de vœux franco-britanniques par M. Gerard Mansell, directeur des services outre-mer de la B.B.C., et notre directeur, M. Jacques Fauvet.

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du 1er janvier 1975 :

DES DECRETS

● Portant répartition des crédits ouverts par la loi de finances pour 1975.

Loterie nationale

Liste des sommes à payer tous lots compris, aux billets entiers

(26e TRANCHE)

Terminaison	Finales et numéros	Groupes	Sommes à payer Série A (F)	Série B (F)
1	061	1 2 3	100	250
	4001	1 2 3	1 000	500
	81731	1	1 000	1 000
		2 3	100	100
	17161	1	5 000	5 000
		2 3	1 000	1 000
2	02	1 2 3	60	60
	32	1 2 3	60	60
	802	1 2 3	160	310
	4222	1 2 3	1 000	500
	81732	1	1 060	1 060
		2 3	160	160
	2802	1 2 3	2 160	1 310
	17162	1	5 000	5 000
		2 3	1 000	1 000
	93902	1 2 3	5 060	8 060
3	333	1 2 3	100	250
	3573	1 2 3	1 000	500
	81733	1	1 000	1 000
		2 3	100	100
	17163	1	5 000	5 000
		2 3	1 000	1 000
4	17164	1	5 000	5 000
		2 3	1 000	1 000
	14034	1 2 3	5 000	8 000
	53834	1 2 3	5 000	8 000
	89764	1 2 3	5 000	8 000
	81734	1	1 000	1 000
		2 3	100	100
	31264	3	10 000	20 000
		1 2	1 000	2 000
	69334	1	10 000	20 000
		2 3	1 000	2 000
5	5	1 2 3	30	30
	15	1 2 3	90	90
	335	1 2 3	130	280
	355	1 2 3	130	280
	4915	1 2 3	1 090	590
	8325	1 2 3	1 030	530
	81735	1	1 030	1 030
		2 3	130	130
	17165	1	5 030	5 030
		2 3	1 030	1 030
	31855	1 2 3	5 030	8 030
	21525	1	10 030	20 030
		2 3	1 030	2 030

Terminaison	Finales et numéros	Groupes	Sommes à payer Série A (F)	Série B (F)
6	6	1 2 3	30	30
	266	1 2 3	130	280
	456	1 2 3	130	280
	716	1 2 3	130	280
	1646	1 2 3	1 030	530
	18256	1 2 3	3 030	5 030
	51006	1 2 3	3 030	5 030
	17166	1	5 030	5 030
		2 3	1 030	1 030
	72206	1 2 3	3 030	8 030
	32266	2	10 130	20 280
		1 3	1 130	2 280
	81736	1	100 030	200 030
		2 3	4 030	7 030
7	4657	1 2 3	1 000	500
	81737	1	1 000	1 000
		2 3	100	100
	17167	1	5 000	5 000
		2 3	1 000	1 000
	87347	1 2 3	5 000	8 000
	98977	1 2 3	5 000	8 000
8	528	1 2 3	100	250
	7218	1 2 3	1 000	500
	81738	1	1 000	1 000
		2 3	100	100
	17168	1	5 000	5 000
		2 3	1 000	1 000
	17978	1 2 3	5 000	8 000
9	649	1 2 3	100	250
	4499	1 2 3	1 000	500
	81739	1	1 000	1 000
		2 3	100	100
	76499	1 2 3	5 000	8 000
	34339	3	10 000	20 000
		1 2	1 000	2 000
	17169	1	1 000 000	500 000
		2 3	30 000	25 000
0	60	1 2 3	60	60
	5200	1 2 3	1 060	560
	81730	1	1 000	1 000
		2 3	100	100
	17160	1	5 000	5 000
		2 3	1 000	1 000
	87620	2	10 000	20 000
		1 3	1 000	2 000

Le prochain tirage (tranche des Rois) aura lieu le mercredi 8 janvier, à 19 heures, salle municipale polyvalente, quai des Fontaines, à Vitry-le-François (Marne).

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 1er janvier à 0 heure et le jeudi 2 janvier à 24 heures :

Les hautes pressions qui se sont établies sur l'ouest de l'Europe et en particulier sur la France persisteront, mais en s'affaiblissant légèrement et en se déplaçant très lentement vers l'est ou le sud-est. Dans ces conditions, le courant perturbé atlantique qui circule plus au nord ne gagnera pas le sud et le temps en France changera peu.

Dans les régions voisines de la Méditerranée, Corse incluse, et des Pyrénées, le ciel demeurera en général dégagé et les vents deviendront faibles de nord-ouest à nord près des côtes. Ailleurs, les brouillards seront nombreux le matin, surtout au sud de la Loire. Les nuages redeviendront plus abondants au nord. Les vents seront faibles dans le Sud-Ouest, près de l'Océan, de la Manche et de la mer du Nord, variables ailleurs. Les gelées seront nombreuses le matin, avec parfois des formations de givre dans le Centre et l'Est, mais les températures diurnes seront agréables, surtout des Pyrénées à la Bretagne et au Nord.

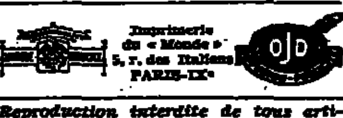
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 31 décembre ; le second, le minimum de la nuit du 31 décembre au 1er janvier) : Biarritz, 10 et 0 degré ; Bordeaux, 8 et — 1 ; Brest, 9 et 3 ; Caen, 8 et 3 ; Cherbourg, 9 et 7 ; Clermont-Ferrand, 2 et — 6 ; Dijon, 3 et 1 ; Grenoble, 3 et — 2 ; Lille, 9 et 5 ; Lyon, 5 et 0 ; Marseille, 9 et — 2 ; Nancy, 4 et 3 ; Nantes, 10 et — 3 ; Nice, 14 et 5 ; Paris-Le Bourget, 7 et 5 ; Pau, 12 et — 2 ; Perpignan, 15 et 11 ; Rennes, max. 9 ; Strasbourg, 3 et 2 ; Tours, 4 et — 4 ; Toulouse, 7 et — 3 ; Ajaccio, 14 et 0 ; Pointe-à-Pitre, 27 et 18.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 9 et 8 degrés ; Athènes, 16 et 7 ; Bonn, 8 et 7 ; Bruxelles, 8 et 5 ; Le Caire, 20 et 10 ; îles Canaries, 21 et 17 ; Copenhague, 5 et 4 ; Genève, 5 et — 1 ; Lisbonne, 15 et 8 ; Londres, 9 et 6 ; Madrid, 13 et — 3 ; Moscou, — 4 et — 5 ; New-York, 3 et 2 ; Palma-de-Majorque, 16 et 1 ; Rome, 11 et 5 ; Stockholm, — 3 et — 3 ; Téhéran, 4 et 0.

Musées

● *La direction des musées de France communique :* le musée national des Granges de Port-Royal (78), commune de Magny-les-Hameaux, sera fermé au public du jeudi 2 au mardi 7 janvier 1975 inclus.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



SOCIÉTÉ

LE CHIEN ET LE CLOCHARD

Attroupement, mardi 31 décembre à 13 heures, à l'angle des rues de Malte et du Faubourg-du-Temple, à Paris (10e), autour d'un magnifique berger allemand, figé dans la position du Sphynx. Les flancs halètent, les grands yeux marron fixent.

Dix, vingt personnes encerclent l'animal. Impossible de le faire bouger, malgré les apitoiements, les caresses. Une dame renseigne à la cantonade : « Sa maîtresse est partie chercher son maître. » L'un, motocycliste, cinquante ans, déclare qu'il s'agit d'une paralysie soudaine. L'autre, une baguette de pain sous le bras assure sans plus que « c'est une honte ». Un troisième, approuvé par le cercle, suggère d'appeler un vétérinaire.

Dix, vingt minutes passent. Suppositions et supputations. Mais le maître arrive. Claquement de doigts. Le chien se lève et suit. « J'en ai connu un qui avait le même caractère », maugrée le motocycliste en démarrant brusquement.

Les gens rompent le cercle et continuent leur chemin, des pensées de gui l'an neuf plein la tête... en manquant de buter sur un clochard allongé sur le sol 20 mètres plus loin.

M. C.

CATASTROPHES

LE DRAME DE LIÉVIN

La Fédération des mineurs C.F.D.T. demande la constitution d'une commission nationale d'enquête

« *Je vous dis que toute la lumière sera faite sur les conditions dans lesquelles s'est produite la catastrophe de la fosse 3* », affirmait M. Jacques Chirac, premier ministre, mardi 31 décembre, lors des obsèques des mineurs de la catastrophe de Liévin (*le Monde* du 1er janvier 1975), devant de très nombreuses personnes, personnalités, et quelques délégations étrangères, dont celle de la CECA, représentée par son président irlandais, M. Hillary, et celle de la Belgique, représentée par M. Kneeps, secrétaire d'Etat aux affaires économiques.

Dans un communiqué, la Fédération nationale des mineurs C.F.D.T. demande « *la constitution d'une commission nationale d'enquête composée de représentants de l'ensemble des organisations syndicales des Charbonnages de France et du service des mines* ».

La C.F.D.T., qui réclame un débat public à partir de l'ensemble des rapports, estime « *essentiel que cette catastrophe soit l'occasion d'une réelle prise de conscience de la nécessité de tout mettre en œuvre pour améliorer les conditions de sécurité et de travail dans les mines* ».

D'autre part, dans un communiqué commun, les mineurs C.F.T.C., C.G.T., F.O., C.F.D.T. et C.G.C. des Cévennes ont décidé, mardi 31 décembre, une grève de vingt-quatre heures « *non seulement pour rendre un dernier hommage aux victimes de la catastrophe, mais également pour obtenir un renforcement des mesures d'hygiène et de sécurité, ainsi que l'amélioration des conditions de travail dans les mines* ».

Arrêts de travail et manifestations de deuil ont également été signalés à Carmaux (Tarn) et à Decazeville (Aveyron).

En Autriche

DOUZE PERSONNES SONT TUÉES PAR UNE AVALANCHE

Vienne (A.F.P., Reuter). — Une avalanche a emporté dans l'après-midi du 31 décembre, un groupe de skieurs, sur les pentes du Schmalzberg, près de Gaschurn, dans le Voralberg (Autriche). Douze corps avaient été dégagés en fin de journée, mais on n'exclut pas que le bilan soit plus lourd, l'avalanche ayant pu entraîner d'autres skieurs qui se trouvaient sur la pente.

Une imprudence semble être à l'origine de cet accident. Trois skieurs, que la gendarmerie autrichienne a interpellés, auraient déclenché l'avalanche en s'aventurant dans un secteur interdit en raison de l'instabilité de la neige consécutive au redoux.

C'est le second accident de montagne survenu en Autriche en moins de deux semaines. Le 21 décembre, à Kitzbühel, neuf personnes qui s'étaient aventurées à l'écart des pistes avaient été tuées par une coulée de neige (« le Monde » du 24 décembre).

VINGT-HUIT PÈLERINS SONT MORTS DU CHOLÉRA À LA MECQUE

Vingt-huit Nigérians sont morts du choléra à La Mecque, où ils s'étaient rendus en pèlerinage. C'est ce que *vient de déclarer le ministère de la* santé d'Arabie Saoudite, répondant aux accusations d'un journal de Lagos qui avait annoncé la mort de trois cents pèlerins nigérians.

Le communiqué diffusé par Radio-Riad le 31 décembre précisait que les vingt-huit cadavres ont été découverts dans une maison de La Mecque, qu' « une mission médicale nigériane *avait transformée en hôpital, en violation des règlements* ».

Selon le ministère saoudien, d'autres Nigérians ont été atteints du choléra sans en mourir, mais ils étaient contaminés avant leur arrivée à La Mecque. Il semble que les autorités nigérianes n'ont pas fait vacciner tous leurs pèlerins contre le choléra, comme cela leur avait été *vivement recommandé*.

On comprend l'inquiétude des responsables de la santé et leur acharnement à lutter préventivement, quand on sait qu'en 1974 un million et demi de pèlerins provenant de tous les pays musulmans se sont rendus aux lieux saints de La Mecque et à ceux de Médine.

● *Cambriolage au château de Thoiry.* — Un important cambriolage a été commis par effraction pendant la nuit du 30 au 31 décembre, au château de Thoiry (Yvelines), situé dans le parc zoologique appartenant au comte J.-P. de la Panouse. De nombreux objets d'art, dont des tableaux, un fusil de chasse en argent massif, des vases de porcelaine de Saxe et des bibelots ont été dérobés. Le butin s'élèverait à un million de francs.

SPORTS

CROSS-COUNTRY

Dans la folle nuit de Sao-Paulo

Cent mille personnes dans la rue, sur un parcours de 8 900 mètres, deux cents concurrents qui se faufilent à travers un couloir humain, quelques cas d'asphyxie, et un vainqueur inédit : le cross de la Saint-Sylvestre à Sao-Paulo a, pour la cinquantième fois, permis aux Brésiliens de basculer d'une année sur l'autre d'une foulée alerte. La corrida la plus populaire du monde, qui se dispute sur des airs de samba, aura donc consacré le premier grand vainqueur de l'année 1975 dans le domaine sportif, le Costaricien Rafael Angel Perez, que les *pronostiqueurs avaient quelque peu* délaissé au profit de plusieurs grands coureurs européens.

Cependant, Rafael Angel Perez s'était classé quatrième de cette même corrida l'an dernier, ce qui n'est jamais une petite performance, compte tenu des conditions dans lesquelles se déroule la compétition. Ainsi, le Belge Roelants, vainqueur à quatre reprises dans le passé, a-t-il terminé huitième cette fois : gêné au départ par deux policiers, il n'a pu, par la suite, trouver le « passage » qui lui eût permis de rejoindre les premiers.

Boxberger vainqueur à Charleville-Mézières

L'exemple de Sao-Paulo commence à être suivi à travers le monde. En France même, à Charleville-Mézières, le second cross de la Saint-Sylvestre, qui se déroule dans les rues du chef-lieu des Ardennes, a été remporté par le Sochalien Jacky Boxberger, qui devance le champion de France du marathon, Kolbeck.

A Madrid, c'est l'Ecossais Ian Stewart qui a triomphé, battant le Portugais Simoes et l'Espagnol Haro, eux aussi spécialistes des courses d'hiver. A Madère, un Suédois, Benj Nagde, et un Finlandais, Rune Homlen, ont pris les deux premières *places d'une autre corrida, suivie par* des milliers de spectateurs.

Classement de la corrida de Sao-Paulo

1. Rafael Angel Perez (Costa-Rica), 23 min 58 sec. ; 2. Rafael Tadeo Palomares (Mexique), 24 min. 1 sec. ; 3. Detlef Uhlemann (Allem. fédér.), 24 min. 6 sec 4/10 ; 4. Jairro Correa (Colombie) ; 5. Léon Schots (Belgique) ; 6. Jose Romao (Brésil) ; 7. Tapio Kantanen (Finlande) ; 8. Gaston Roelants (Belgique) ; (...) 25. Gammoudi (Tunisie) ; 26. Jean-Paul Gomes (France)...

Tennis

NEWCOMBE ET EVONNE GOOLAGONG VAINQUEURS EN AUSTRALIE

Christian Casa remporte le tournoi junior

L'Australien John Newcombe a remporté le titre des simples messieurs des championnats d'Australie de tennis en battant l'Américain Jimmy Connors (7-5, 3-6, 6-4, 7-6). Chez les dames, l'Australienne Evonne Goolagong a conservé son titre en remportant la finale devant la Tchécoslovaque Martina Navratilova (6-3, 6-2).

Dans le tournoi junior, la victoire est revenue au Français Christian Casa, qui, dans la finale, a battu l'Américain Jai Diloue en deux sets (6-4, 6-4).

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 039

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								■	
II				■					
III						■			
IV		■							
V					■			■	
VI							■		
VII				■					
VIII			■						
IX			■						
X		■			■	■			■
XI	■								

HORIZONTALEMENT

I. Ont depuis longtemps prouvé, en marchant, que le mouvement existe. — II. N'en est pas à une résolution près ! ; Dissipera. — III. Il devait avoir une faim de loup ! ; Ne nous cachent rien (en principe !). — IV. Sans activité. — V. Une partie de l'Allemagne ; Fin de participe. — VI. Sautées ; Vieille cité. — VII. Reste sur ses positions ; Aura confiance en son étoile. — VIII. Pousse des pointes ; Constructions. — IX. Suit l'énoncé d'un titre ; Se montrent peu favorables. — X. Permet de choisir ; Conjonction. — XI. Généralement lavées par des gens propres.

VERTICALEMENT

1. Sur le point de partir Dieu sait où. — 2. Unité d'insulaires ; Petites, elles coûtent souvent plus cher que lorsqu'elles sont bonnes. — 3. Ses enfants avaient des pratiques plutôt cavalières ; Auteur de ragots. — 4. Avec elles, on est bien obligé de penser aux autres ; Chantent dans leur céleste Paradis. — 5. Reine dont les jours sont comptés ; Ses conseils, ce n'était que du vent ! — 6. Conjonction ; Un bon nombre d'entre eux volent rouge. — 7. Chemine à travers bois ; Le trou du souffleur. — 8. Comporte de nombreux numéros dignes d'intérêt ; On n'a pas besoin de l'envoyer sur les roses ! — 9. Ferait preuve de tact et de doigté.

Solution du problème n° 1 038

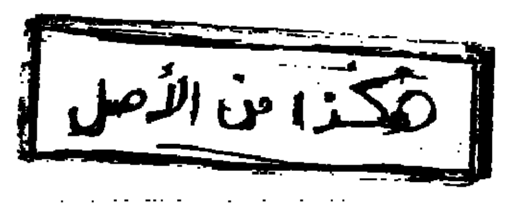
Horizontalement

I. Peignoir. — II. Ag ; Au ; Rus. — III. Gracieuse. — IV. Nish ; Née. — V. Eliée ; Es. — VI. Lettres. — VII. Sa ; Taon. — VIII. Trient ; Pi. — IX. Ede ; Givre. — X. René ; Rail. — XI. Esaü ; Ares.

Verticalement

1. Pagne ; Stère. — 2. Egrillardes. — 3. Asie ; Iéna. — 4. Gâchette ; Eu. — 5. Nul ; Etang. — 6. Rôtira. — 7. Iron ; En ; Var. — 8. Rusées ; Prie. — 9. Sées ; Miels.

GUY BROUTY.



LES ÉVÉNEMENTS DE 1974

JANVIER

4. — ESPAGNE : prestation de serment du gouvernement formé par M. Carlos Arias Navarro.

7. — IRLANDE DU NORD : démission de M. Brian Faulkner de la direction du parti unioniste. Il est remplacé le 22 par M. Hary West.

7.-9. — SUISSE : réunion extraordinaire de l'OPEP à Genève : les treize participants décident de lier la stabilisation du prix du pétrole (bloqué pour trois mois alors qu'il aurait dû baisser de 6 %) à la limitation par les pays industriels de l'inflation et des profits des grandes compagnies. M. Yamani, ministre des affaires étrangères d'Arabie Saoudite, confirme que Ryad livrera 30 millions de tonnes de brut à la France sur trois ans en échange d'équipements pétroliers et militaires.

8. — ISRAEL : résultats définitifs des élections : le front gouvernemental et ses alliés arabes perdent 6 sièges par rapport à 1969, alors que le Likoud (droite nationaliste) gagne 7 sièges.

9. — ETATS-UNIS : invitation par M. Nixon de huit pays occidentaux à assister, le 11 février, à une conférence préparatoire à une réunion avec les pays producteurs de pétrole. La C.E.E. accepte l'invitation le 15.

10. — FRANCE : rencontre Pompidou-Bouteflika. Réaffirmation de la place des travailleurs immigrés en France.

12. — TUNISIE : annonce de la fondation d'une « République arabe islamique », résultant de l'union de la Tunisie et de la Libye. M. Chatty remplace le 14 M. Masmoudi, artisan de la fusion, comme ministre des affaires étrangères de Tunisie. Le référendum qui doit entériner cette décision est repoussé à plusieurs reprises en Tunisie. M. Masmoudi sera suspendu le 9 février de toute activité au sein du parti unique tunisien.

15. — BRESIL : élection du général Geisel à la présidence de la République.

— ETATS-UNIS : expertise défavorable à M. Nixon dans l'affaire du Watergate. Une des bandes magnétiques capitales a été manipulée.

16. — FRANCE : tempête sur la Bretagne et les côtes de la Manche : 34 morts.

18. — PROCHE-ORIENT : signature au kilomètre 101 de l'accord sur le dégagement des forces israéliennes et égyptiennes stationnées le long du canal de Suez qui s'achèvera le 4 mars.

— BELGIQUE : démission du premier ministre M. Leburton.

19. — FRANCE : fluctuation du franc, qui baisse de 3,5 à 5 %.

— CHINE : graves incidents entre militaires chinois et sud-vietnamiens dans l'archipel des Paracels. Les deux parties revendiquent le contrôle de divers archipels de la mer de Chine du Sud.

23. — FRANCE : départ de M. Jobert pour une tournée au Proche-Orient : Arabie Saoudite, Koweït, Syrie.

— Une patrouille militaire fauchée par un train dans un tunnel : huit morts, trois blessés près de Château-Thierry.

23. — BELGIQUE : mort de vingt-quatre enfants dans l'incendie d'un collège de Heusden.

24. — FRANCE : voyage officiel du président Pompidou à Poitiers ; le président semble fatigué.

— CAMBODGE : bombardement de Phnom-Penh par les Khmers rouges : soixante-dix morts.

25. — TURQUIE : approbation par M. Koruturk du gouvernement formé par M. Bulent Ecevit.

25. — FRANCE : fin de la session extraordinaire du Parlement après le rejet (208 au lieu de 246) de la motion de censure déposée par la gauche.

28. — CUBA : arrivée de M. Brejnev pour un séjour de cinq jours.

29. — FRANCE : approbation par les travailleurs de Lip du compromis conclu entre M. Bidegain et les syndicats (après dix mois de crise). L'embauche de tout le personnel est prévue à terme. L'usine, fermée depuis le 17 avril 1973, rouvre le 11 mars.

— BELGIQUE : dissolution des Chambres.

30. — FRANCE : dissolution par le conseil des ministres du mouvement basque Enbata, du Front de libération de la Bretagne, du F.L.B.-(L.N.S.) : Front de libération de la Bretagne pour la libération nationale et le socialisme, du Front paysan corse de libération.

— ETATS-UNIS : message sur l'état de l'Union : M. Nixon confirme qu'il n'a pas l'intention de démissionner.

31. — FRANCE : emprunt du Trésor de 1,5 milliard de dollars à l'étranger. Annonce par M. Messmer, à Lyon, de la création de la délégation à l'information.

FÉVRIER

1er. — EGYPTE : relève de M. Heykal de la présidence du conseil d'administration de « Al Ahram ». Il est remplacé à la direction de la rédaction par un pro-américain, M. Ali Amine.

— BRESIL : gigantesque incendie à Sao-Paulo, plus de deux cents morts.

6. — GRENADE : accession à l'indépendance.

— IRAK : visite de trois jours de M. Jobert.

7. — FRANCE : un bulletin de santé de l'Elysée. M. Pompidou souffre d'une infection grippale.

— PANAMA : arrivée de M. Kissinger pour signer un accord de principe sur la restitution de la zone du canal.

— GRANDE-BRETAGNE : dissolution du Parlement.

8. — HAUTE-VOLTA : suspension de la Constitution, dissolution de la Chambre ; le nouveau gouvernement est formé le 11 février.

— ETATS-UNIS : amerrissage du troisième équipage de Skylab après quatre-vingt-quatre jours dans l'espace.

9. — FRANCE : signature d'un très important accord de coopération industrielle avec l'Iran qui pourrait atteindre 4,5 à 5 milliards de dollars en dix ans.

10. — GRANDE-BRETAGNE : grève générale des mineurs.

11-13. — ETATS-UNIS : conférence sur l'énergie à Washington (Etats-Unis, Canada, Japon, Norvège et les Neuf de la C.E.E.) : la France refuse de participer au groupe de coordination chargé de préparer une conférence entre consommateurs et producteurs de pétrole.

— CAMBODGE : violent bombardement de Phnom-Penh par les Khmers rouges : 140 morts et 250 blessés.

13. — ALLEMAGNE FEDERALE : arrivée d'Alexandre Soljenitsyne, expulsé de Moscou et déchu de la nationalité soviétique. Il est reçu par Henrich Böll. Sa famille le rejoindra à Zurich le 29 mars.

14. — FRANCE : attentat attribué au F.L.B. contre un émetteur de l'O.R.T.F.

— ETATS-UNIS : refus de M. Nixon de communiquer les documents réclamés par le procureur Jaworski.

15. — CHINE : interdiction de tous déplacements pour les étrangers. La campagne contre Lin Piao et Confucius s'amplifie.

18-23. — MEXIQUE : conférence des ministres des affaires étrangères des pays d'Amérique latine et des Etats-Unis. Le 21 : M. Kissinger réaffirme le principe d'une nouvelle solidarité interaméricaine.

22. — PAKISTAN : reconnaissance de l'indépendance du Bangladesh.

22-24. — PAKISTAN : ouverture à Lahore de la conférence islamique (trente-six participants, dont dix-sept pays arabes, quatorze pays africains, cinq pays asiatiques) : une aide sera fournie aux pays en voie de développement ; la communauté musulmane apporte son soutien total aux pays arabes du « champ de bataille ».

26. — ÉTHIOPIE : mutinerie d'une division d'infanterie à Asmara, capitale de l'Erythrée. Des commandos de la marine s'y joindront le 27 et la mutinerie s'étend à Addis-Abeba. M. Makkonnen premier ministre.

27. — FRANCE : démission du deuxième gouvernement Messmer.

28. — ETATS-UNIS : reprise des relations diplomatiques (interrompues depuis la guerre de six jours) avec l'Egypte.

— GRANDE-BRETAGNE : élections générales très serrées aux Communes : les conservateurs obtiennent 296 sièges, les travaillistes 301, les libéraux 14, divers 23. M. Wilson forme le 5 mars le nouveau gouvernement minoritaire.

MARS

1er. — FRANCE : formation du troisième cabinet Messmer, plus restreint que le précédent. Seize ministres au lieu de vingt-deux et treize secrétaires d'Etat au lieu de quinze. Ces derniers n'assisteront plus au conseil des ministres. M. Chirac devient ministre de l'intérieur en remplacement de M. Marcellin, qui lui succède à l'agriculture. M. Peyrefitte remplace MM. Maurice Druon et Robert Poujade comme ministre des affaires culturelles et de l'environnement.

— ETATS-UNIS : inculpation de quatre des plus proches collaborateurs de M. Nixon.

2. — ITALIE : démission du gouvernement de M. Rumor. Celle-ci survient deux jours après le départ de M. La Malfa, chef du parti républicain et ministre du Trésor.

— ESPAGNE : exécution à Barcelone de Salvador Puig Antich, militant anarchiste catalan, qui avait été condamné à mort le 8 janvier.

3. — GUATEMALA : élection à la présidence de la République du général Laugerud Garcia, candidat de la coalition de droite au pouvoir.

— FRANCE : un DC-10 turc s'écrase à Ermenonville : trois cent quarante-six morts.

— FRANCE : annonce du plan d'énergie de M. Messmer : stabiliser la consommation française, désencadrement du crédit en faveur de l'exportation, importants investissements pour le programme nucléaire.

7. — FRANCE : intervention de la police à la Banque de France. Les syndicats décident une grève illimitée qui se poursuivra jusqu'au 15 avril.

8. — FRANCE : ouverture de l'aéroport international Charles-de-Gaulle à Roissy-en-France.

10. — ISRAEL : par deux voix de majorité et après deux mois et demi de crise, le gouvernement de coalition formé par Mme Meir obtient la confiance du Parlement. M. Moshe Dayan reste à la défense.

— BELGIQUE : élections générales ; recul des partis fédéralistes, les sociaux-chrétiens gagnent cinq sièges.

11. — GRANDE-BRETAGNE : fin de la grève des mineurs qui durait depuis le 10 février ; depuis le 12 novembre pour les heures supplémentaires. Cette grève est en grande partie responsable des élections anticipées qui ont porté les travaillistes au pouvoir (la semaine de cinq jours est rétablie). L'état d'urgence est levé.

12-13. — U.R.S.S. : rencontre Pompidou-Brejnev à Pitsounda (Géorgie).

14. — PORTUGAL : destitution du chef d'état-major des armées, le général Costa Gomes et son adjoint, le général Spinola, en désaccord sur la politique africaine du gouvernement.

15. — ITALIE : prestation de serment du cinquième gouvernement de M. Rumor : réunion des représentants des deux ailes opposées de la majorité.

18. — PORTUGAL : mutinerie d'un régiment de cavalerie : nombreuses arrestations parmi les officiers.

18. — AUTRICHE : levée de l'embargo pétrolier à destination des Etats-Unis (il durait depuis octobre 1973). La Libye et la Syrie refusent de s'associer à cette décision des ministres de l'OPEP.

19. — FRANCE : condamnation à sept ans de prison (trente mois avec sursis) pour Robert Frenkel et trente mois (vingt avec sursis) pour A. Rives-Henry dans le procès de la Garantie foncière.

20. — FRANCE : publication du plan gouvernemental de lutte contre l'inflation : blocage du pouvoir d'achat des salariés ; majoration du second tiers provisionnel.

21. — FRANCE : Georges Pompidou, souffrant, renonce à présider le dîner du corps diplomatique. Bulletin de santé.

22-23. — ALGERIE : visite de M. Jobert : le communiqué commun souligne le dialogue fécond qui s'est établi entre le monde arabe et l'Europe.

22. — ARGENTINE : assassinat, à Buenos-Aires, de M. Rogelio Coria, ancien dirigeant syndicaliste.

23. — U.R.S.S. : arrivée de M. Kissinger à Moscou pour une visite de quatre jours : pas d'entente sur les « principes » d'une nouvelle limitation des armements stratégiques.

— FRANCE : annulation du deuxième dîner du corps diplomatique.

— FRANCE : visite de M. Messmer en Corse.

25-26. — ROUMANIE : comité central du P.C. : création d'une présidence de la République confiée à M. Ceausescu, secrétaire général du P.C., qui demeure à la tête du Conseil d'Etat. M. Manea Manescu remplace M. Maurer au poste de président du conseil des ministres.

26. — FRANCE : annulation du voyage de M. Pompidou à Bonn, prévu pour le 4-5 avril.

— SENEGAL : libération de tous les détenus politiques dont M. Mamadou Dia.

29. — FRANCE : nouveaux accords de coopération franco-sénégalais. La base française de Dakar va être remise au Sénégal.

AVRIL

1er. — LUXEMBOURG : réunion des ministres des affaires étrangères des Neuf. M. Callaghan expose la demande de renégociation de la Grande-Bretagne. Aucun accord sur les modalités de « consultations » entre l'Europe et les Etats-Unis.

2. — ISRAEL : démission du général Elazar, chef d'état-major de l'armée, mis en cause dans le rapport sur les « négligences » de la guerre d'octobre.

3. — LAOS : retour à Vientiane après dix ans d'absence du prince Souphanouvong, chef du Pathet-Lao. Le gouvernement d'union nationale composé de douze membres (cinq de chaque camp plus deux neutres) reste présidé par le prince Souvana Phouma. Il est reconnu par le roi le 5.

4. — CUBA : rencontre entre Mgr Casolari, secrétaire du conseil pour les affaires publiques de l'Eglise ; et M. Osvaldo Dorticos, chef de l'Etat. Le pape nommera Mgr Zacchi nonce apostolique le 24 mai.

5. — LIBYE : demeurant chef de l'Etat, le colonel Kadhafi est déchargé de ses fonctions politiques et administratives au profit du commandant Jalloud, président du conseil.

10. — ETATS-UNIS : ouverture à New-York de la session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU sur les matières premières et le développement. Celle-ci se termine le 1er mai sur l'adoption sans vote de deux textes reconnaissant l'urgence d'un nouvel ordre économique international et la nécessité d'une aide en faveur des pays pauvres les plus durement touchés par la sécheresse.

11. — ISRAËL : démission du gouvernement de Mme Meir. Raid d'un commando de terroristes palestiniens (F.P.L.P. commandement général) dans la ville de Kyriath-Smoneh. Avant d'être anéanti, celui-ci tue dix-huit civils dont huit enfants.

14. — LIBYE : fin à Tripoli de la troisième conférence du développement industriel des Etats arabes. Ceux-ci envisagent la création de sociétés communes pour leur industrialisation.

— ISRAEL : violents affrontements syro-israéliens dans le Golan. Le général Gur est nommé chef d'état-major.

15. — NIGER : coup d'Etat militaire. Le président Diori Hamani est remplacé par le chef d'état-major de l'armée, le lieutenant-colonel Seyni Kountié. Mme Diori Hamani est tuée.

18. — EGYPTE : attaque contre l'Académie du génie militaire du Caire, onze morts, la Libye est mise en cause. M. Sadate annonce qu'il veut diversifier ses achats d'armements.

20-21. — ALLEMAGNE FEDERALE : réunion des ministres des affaires étrangères des Neuf. « Progrès sensibles » sur le problème de la consultation avec Washington.

21. — COLOMBIE : élection à la présidence de la République de M. Alfonso Lopez Michelsen, candidat du parti libéral.

24. — AFRIQUE DU SUD : élections législatives. Le parti nationaliste de M. Vorster conserve et renforce sa majorité au Parlement.

25. — BELGIQUE : prestation de serment du cabinet minoritaire (sociaux-chrétiens et libéraux) formé par M. Léo Tindemans. La crise aura duré trois mois et quatre jours.

— PORTUGAL : coup d'Etat militaire contre le gouvernemet Caetano. Le général Spinola préside la junte constituée le 26. Les prisonniers politiques sont libérés, la censure abolie.

De Georges Pompidou... à Valéry Giscard d'Estaing

AVRIL

2. — Mort de Georges Pompidou.

4. — Obsèques et inhumation du président défunt dans l'intimité. Hommage solennel du Parlement qui ajourne ses travaux « sine die ». Candidatures de MM. Chaban-Delmas, E. Faure, C. Fouchet, J.-M. Le Pen, A. Bousquet, Mlle A. Laguiller.

5. — Installation de M. Poher à l'Elysée. La date des élections est fixée par le conseil des ministres au 5 mai. Soutien apporté à M. Chaban-Delmas par l'U.D.R. et le C.D.P. Réunion du comité de liaison des partis signataires du programme commun. C.G.T. et C.F.D.T. s'engagent à soutenir le candidat unique de la gauche.

6. — Deuil national. Hommage solennel à Notre-Dame, en mémoire de Georges Pompidou, en présence de cinquante chefs d'Etat et de gouvernement, dont MM. Nixon et Potgorny et des représentants de plus de cent pays.

8. — Annonce à Chamalières par M. Giscard d'Estaing de sa candidature. Congrès extraordinaire du P.C. et du P.S. : M. Mitterrand est le candidat unique de la gauche. Candidature de M. Alain Krivine.

9. — M. Messmer lance un appel à l'unité de la majorité et se propose comme candidat unique. M. Edgar Faure se retire. Mais M. Messmer renonce devant le refus de MM. Chaban-Delmas et Giscard d'Estaing. Candidature de M. René Dumont, ce qui porte à vingt-deux le nombre des postulants.

10. — Soutien de M. Lecanuet à M. Valéry Giscard d'Estaing.

12. — Candidatures de M. Royer, ministre des P.T.T., qui se démet de ses fonctions, et de M. Muller, député réformateur.

13. — « Appel des 43 ». Sous la conduite de MM. Chirac, Taittinger, Lecat, Stirn, trente-neuf députés, pour la plupart U.D.R., se prononcent pour l'union de la majorité. Cet appel apparaît comme une invite au soutien de M. Valéry Giscard d'Estaing.

15. — M. C. Fouchet se retire au profit de M. Jacques Chaban-Delmas.

18. — Douze candidatures sont retenues par le Conseil constitutionnel : il s'agit de MM. Chaban-Delmas, Dumont, Giscard d'Estaing, Héraud, Krivine, Mlle Laguiller, MM. Le Pen, Mitterrand, Muller, Renouvin, Royer, Sebag.

19. — Ouverture officielle de la campagne.

25. — Cent mille personnes au meeting unitaire de la gauche à Paris.

26. — Soutien de M. Jobert à M. Chaban-Delmas.

MAI

5. — Premier tour : M. Mitterrand (43,24 %) devance M. Giscard d'Estaing (32,60 %).

6. — Soutien U.D.R. à M. Giscard d'Estaing.

7. — Soutien de M. Royer à M. Giscard d'Estaing.

9. — Soutien de M. Jobert à M. Giscard d'Estaing.

10. — Face-à-face télévisé entre les deux candidats.

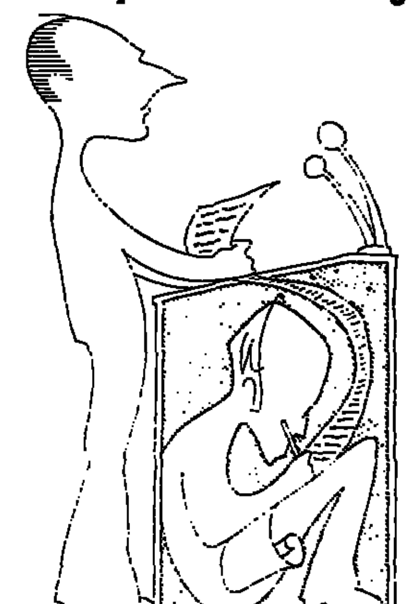
14. — Soutien de M. J.-J. Servan-Schreiber à M. Giscard d'Estaing.

19. — Election de M. Giscard d'Estaing à la présidence de la République (50,81 % des voix) contre M. Mitterrand (49,19 %).

27. — Installation du nouveau président à l'Elysée. M. Chirac est nommé premier ministre.

28. — Formation du gouvernement, qui comprend 5 U.D.R., 4 réformateurs, dont MM. Servan-Schreiber et Lecanuet, 3 R.I., 4 sans-étiquette, dont une femme, Mme Veil.

29. — Premier conseil des ministres. Allocution télévisée de M. Giscard d'Estaing, qui adresse le 30 son message au Parlement.



(Dessin de PLANTU.)

[illegible]

2. — FRANCE : reprise du travail chez Rateau (filiale d'Alsthom-C.G.E.), en grève avec occupation depuis le 31 janvier.

6. — PORTUGAL : offre de cessez-le-feu à tous les nationalistes africains.

7. — ALLEMAGNE FÉDÉRALE : démission du chancelier Brandt après l'arrestation, le 24 avril, d'un de ses proches collaborateurs, M. Guillaume, pour espionnage au profit de l'Est.

9. — CANADA : dissolution des Communes à la suite du renversement, le 8, du gouvernement minoritaire de M. Trudeau.

11. — ARGENTINE : assassinat à Buenos-Aires du Père Carlos Mugica, dirigeant du mouvement des prêtres du tiers-monde.

12-13. — ITALIE : référendum sur le divorce. Ses partisans obtiennent 60 % des voix.

15. — PORTUGAL : nomination du général Spinola à la présidence de la République. Le 16, entrée en fonctions du gouvernement civil provisoire sous la présidence de M. Adelino Palma Carlos, personnalité indépendante. Ce gouvernement comporte deux communistes, des socialistes et des libéraux.

— ALLEMAGNE FEDERALE : élection de M. Walter Scheel, qui succède à M. Heinemann à la présidence de la République. Le 16, M. Schmidt est élu chancelier et forme un cabinet qui maintient l'alliance sociaux-démocrates-libéraux.

— ISRAEL : à Maalot (Haute-Galilee), trois Palestiniens du F.D.L.P. prennent en otages une centaine d'enfants : vingt-six morts. Les 16 et 17 mai, l'aviation israélienne bombarde en représailles des camps de réfugiés palestiniens au Liban.

16. — REPUBLIQUE DOMINICAINE : élection présidentielle ; réélection de M. Joachim Balaguer.

— YOUGOSLAVIE : élection du maréchal Tito comme président de la République à vie.

— INDE : explosion de la première bombe atomique.

17. — REPUBLIQUE D'IRLANDE : explosions de voitures piégées à Dublin et Monaghan, vingt-huit morts.

18. — AUSTRALIE : les travaillistes gagnent les élections. M. Whitlam, premier ministre sortant, forme le nouveau gouvernement.

25. — GRANDE-BRETAGNE : ouverture à Londres des négociations entre M. Soares et le P.A.I.C.C. sur le cessez-le-feu en Guinée-Bissau.

26. — LUXEMBOURG : élections : revers des chrétiens-sociaux de M. Werner, au pouvoir depuis plus de cinquante ans. M. Gaston Thorn, président du parti démocrate (libéral), forme un nouveau gouvernement de centre-gauche le 15 juin.

27. — IRLANDE DU NORD : intervention de l'armée pour briser la grève déclenchée le 16 mai par les extrémistes protestants. M. Faulkner, chef de l'exécutif, démissionne le 28.

28. — ITALIE : attentat à la bombe à Brescia lors d'une manifestation antifasciste : six morts.

— ISRAEL : formation du cabinet présidé par M. Rabin : outre Mme Meir, le général Dayan, M. Abba Eban et M. Sapir n'y figurent pas. Le gouvernement obtient l'investiture de la Knesset de justesse le 3 juin.

29. — GRANDE-BRETAGNE : suspension du Parlement d'Irlande du Nord pour quatre mois.

30. — HAUTE-VOLTA : suppression des partis politiques. Création d'un parti unique.

31. — SUISSE : signature à Genève de l'accord israélo-syrien sur le dégagement des forces dans le Golan après une « navette » d'un mois de M. Kissinger.

JUIN

4. — CAMBODGE : violente manifestation d'étudiants à Phnom-Penh : le ministre de l'éducation, M. Keo Sanghim est tué.

5. — FRANCE : déclaration de politique générale du gouvernement de M. Chirac qui obtient, le 6, par 297 voix contre 181 la confiance de l'Assemblée.

8. — FRANCE : nomination des vingt et un secrétaires d'Etat qui complètent le premier gouvernement de M. Chirac.

9. — FRANCE : éviction de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber du gouvernement à la suite de sa désapprobation publique de la poursuite des essais nucléaires français. Il n'est pas remplacé au poste de ministre des réformes.

— U.R.S.S. : reprise (après cinquante-six ans d'interruption) des relations diplomatiques avec le Portugal.

12. — FRANCE : mise en place d'un plan de « refroidissement » de l'inflation.

12.-16. — SOMALIE : onzième conférence des chefs d'Etats membres de l'OUA à Mogadiscio. M. Eteki (Cameroun) succède à M. Ekangaki (Cameroun) au secrétariat général.

12.-18. — PROCHE-ORIENT : tournée de M. Nixon en Egypte, en Arabie Saoudite, en Syrie, en Israël et en Jordanie.

— REPUBLIQUE ARABE DU YEMEN (NORD) : coup d'Etat militaire exécuté par une junte favorable à l'Arabie Saoudite et présidée par le colonel Hamidi : suspension de la Constitution, dissolution du parti unique.

13. — CHINE : réapparition de journaux muraux marquant une nouvelle étape dans la campagne « anti-révisionniste ».

16. — FRANCE : premier essai de la huitième campagne française de tirs nucléaires en Polynésie qui dureront jusqu'au 17 septembre.

18. — FRANCE : vingtième session de l'U.E.O. : élection comme président de M. Edmond Nessler (France-U.D.R.).

19. — FRANCE : présentation du plan social du gouvernement : mesures à long terme (emploi, garanties de ressources, durée du travail) ; mesures à court terme (relèvement des allocations familiales, du SMIC, des retraites).

23. — SUISSE : création par référendum d'un nouveau canton dans le Jura francophone.

— AUTRICHE : élection de M. Rudolf Kirchschlaeger, candidat du parti socialiste, à la présidence de la République.

24. — ISRAEL : attaque par un commando palestinien d'une habitation de Nahariya : sept morts : quatre Israéliens et les membres du commando.

24.-26. — FRANCE : visite du Chah. L'Iran achètera cinq centrales nucléaires à la France qui assurera la construction du métro de Téhéran et l'électrification des chemins de fer. Achat d'armes : le montant global des commandes iraniennes atteindrait 20 à 22 milliards de francs.

26. — BELGIQUE : signature par les pays membres de l'alliance atlantique, en présence du président Nixon, de la nouvelle « déclaration atlantique » adoptée le 19 juin au Conseil atlantique d'Ottawa.

27.-3 juillet. — UNION SOVIETIQUE : visite de M. Nixon : aucun accord nouveau sur la limitation des armements stratégiques...

28. — ETHIOPIE : prise de contrôle par l'armée des stations de radio et de l'aéroport : arrestation de plusieurs hauts dignitaires.

— FRANCE : fin de la session ordinaire du Parlement, la loi sur la majorité à dix-huit ans est votée.

CHRONOLOGIE

JUILLET

1. — **ARGENTINE** : mort du président Peron. Mme Peron devient chef de l'Etat.

7. — **ALLEMAGNE FEDERALE** : victoire de la R.F.A. dans la coupe du monde de football.

8. — **CANADA** : élections. M. Trudeau retrouve la majorité absolue au Parlement d'Ottawa.

9. — **ESPAGNE** : hospitalisation du *général Franco. Devant l'aggravation* de son état, le Caudillo transmettra provisoirement ses pouvoirs, le 19, au prince Juan Carlos, qui les assumera jusqu'au 2 septembre.

10. — **EGYPTE** : levée de l'embargo pétrolier à destination des Pays-Bas (il était en vigueur depuis *octobre 1973).*

15. — CHYPRE : coup d'Etat militaire. Les forces chypriotes grecques constituent un gouvernement sous la présidence de M. Sampson.

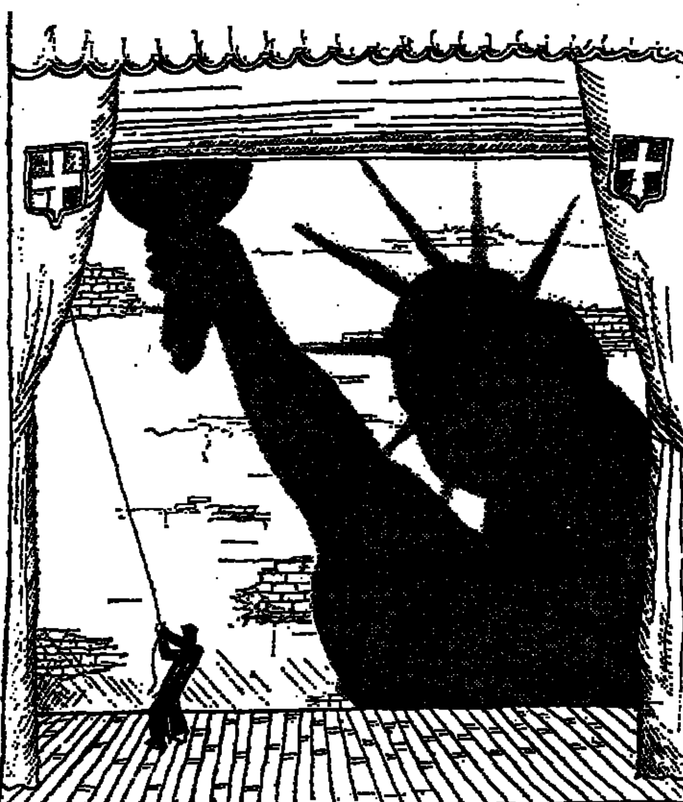
18. — **FRANCE** : importantes manifestations paysannes.

19. — **FRANCE** : mutinerie à la prison de Clairvaux : deux morts, quinze blessés. L'agitation s'étendra les jours suivants à de nombreux établissements pénitentiaires.

22. — **ETHIOPIE** : nomination, sur la demande des militaires, de M. Imru au poste de premier ministre, en remplacement de M. Makonnen.

23-28. — **FRANCE** : session extraordinaire du Parlement pour approuver l'éclatement de l'O.R.T.F. en sept établissements autonomes à capitaux

24. — GRÈCE : *nomination* de M. Caramanlis, *retour d'exil* à Paris, comme premier ministre. Toutes les mesures restreignant les libertés sont levées.



(Dessin de BONNAFFÉ.)

Mgr Makarios se réfugie dans une base militaire britannique avant- de gagner Londres. Les Turcs débarquent à Chypre. Vive tension entre Athènes et Ankara entraînant la démission du gouvernement militaire grec.

— **PORTUGAL** : nouveau gouvernement *présidé par le colonel* Vasco Goncalvès. Quatre représentants du mouvement des forces armées y figurent, ce qui porte à sept le nombre des militaires dans un cabinet qui accentue sa poussée à gauche.

16. — **FRANCE** : nomination de Mme Françoise Giroud comme secrétaire d'Etat à la condition féminine.

17. — **GRANDE-BRETAGNE** : explosion d'une bombe à la Tour de Londres : un mort, trente-sept blessés.

— **ETATS-UNIS** : sur ordre de la Cour suprême, le président Nixon s'engage à remettre au procureur Jaworski les documents que ce dernier réclamait.

25. — **SUISSE** : ouverture à Genève de la conférence anglo-gréco-turque sur Chypre. Un accord est signé le 31 pour « geler » la situation, créer une zone de sécurité tenue par les « casques bleus » de l'ONU et reconnaître l'existence de deux administrations dans l'île.

— **FRANCE** : première « réunion de presse » de M. Giscard d'Estaing. Réaffirmation de la volonté de « changement » et de libéralisme.

27-30. — **ETATS-UNIS** : vote par *la commission judiciaire de la Chambre* des représentants des trois résolutions demandant la destitution de M. Nixon.

30. — **CANADA** : adoption par le Parlement du Québec de la loi 22 qui consacre le français comme langue officielle de la province.

AOUT

1er. — **GRECE** : rétablissement, hormis les articles concernant le souverain et la famille royale, de la Constitution de 1952.

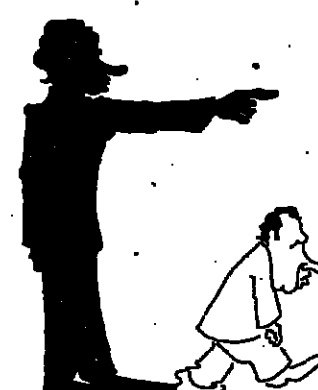
2. — **ETATS-UNIS** : condamnation de M. John Dean, accusé d'avoir tenté d'étouffer l'affaire du Watergate.

2-4. — *PORTUGAL* : visite de M. Waldheim, qui révèle que le gouvernement portugais est prêt à reconnaître la République de Guinée-Bissau et à parrainer son admission à l'ONU.

4. — **ITALIE** : attentat, revendiqué par les néofascistes d'Ordre *noir, à bord de l'express « Italicus »* Rome-Munich : douze morts, quarante-huit blessés.

5. — **ETATS-UNIS** : aveux de M. Nixon, qui reconnaît avoir participé à la dissimulation de l'affaire du Watergate :

7. — **FRANCE** : approbation par le conseil des ministres d'un train de réformes pénales et pénitentiaires après trois semaines de graves incidents qui ont fait six morts dans les prisons.



(Dessin de CHENEZ.)

8. — ETATS-UNIS : démission du président Nixon. M. Gerald Ford devient le *trente-huitième président* des Etats-Unis. Il annonce qu'il maintient M. Kissinger à son poste et ne changera pas de politique étrangère

10. — **FRANCE** : visite surprise de M. Giscard d'Estaing à deux pri*sons de Lyon.*

12. — **CHYPRE** : nouvelle offensive des troupes turques après l'échec diplomatique de la deuxième phase de la conférence de Genève, ouverte le 8. La Grèce se retire de l'organisation militaire du pacte atlantique.

16. — **CHYPRE** : acceptation du *cessez-le-feu par le gouvernement* turc, dont les troupes occupent plus du tiers de l'île, dans sa partie la plus riche.

— **ETHIOPIE** : dissolution du Conseil de la couronne, de l'état-major particulier d'Hailé Selassié et de la Cour spéciale. L'empereur perd *ses derniers pouvoirs.*

17. — **INDE** : élection de M. Fakhruddin Ali Ahmed, candidat du parti du Congrès, à la présidence de l'Etat.

18. — **ISRAEL** : arrestation de Mgr Capucci, évêque grec catholique de Jérusalem, pour activités terroristes. *Il est condamné, le 9 décembre,* à douze ans de prison.

20. — **ETATS-UNIS** : désignation à la vice-présidence de M. Nelson Rockefeller.

26. — ALGÉRIE : signature entre M. Soares et les représen*tants du P.A.I.G.C. de l'accord qui prévoit l'indépendance de* la Guinée-Bissau et à terme de l'île du Cap-Vert.

27. — **FRANCE** : allocution radiotélévisée de M. Giscard d'Estaing, qui annonce l'extension de la sécurité sociale à tous les Français d'ici *à 1978 et une modernisation de la* législation sur le divorce.

28. — **FRANCE** : levée de l'embargo sur les livraisons d'armes au Proche-Orient (il était en vigueur depuis la guerre de juin 1967).

31. — **YOUGOSLAVIE** : déraillement d'un train en gare de Zagreb : cent cinquante morts.

SEPTEMBRE

1er. — **NICARAGUA** : réélection du général Somoza à la présidence de la République.

5-9. — **POLOGNE** : visite de M. Poniatowski.

— ZAMBIE : signature à Lusaka (entre le Portugal et le Frelimo) de l'accord sur l'accession du Mozambique à l'indépendance. Cet accord déclenche une révolte d'Européens qui occupent la radio à Lourenço-Marquès. Ils se rendront le 10. Le gouvernement provisoire mis en place jusqu'à l'indépendance prévue pour le 25 juin 1975 s'installe le 20 septembre sous la présidence de M. Joaquim Chissano.

8. — **ETATS-UNIS** : M. Gerald Ford amnistie M. Richard Nixon.

10. — **GUINEE-BISSAU** : accession à l'indépendance.

— **FRANCE** : manifestation dans les rues de Draguignan de deux cents appelés. C'est, après l' « appel des cent », *le deuxième avertissement* du malaise du contingent.

11. — **FRANCE** : conseil des ministres à Lyon.

—12. *ETHIOPIE : l'armée* dépose l'empereur. Le Parlement est dissous, la Constitution abrogée. Le général Aman Andom est président du gouvernement militaire provisoire.

— **FRANCE** : occupation par *l'équipage et immobilisation devant* le port du Havre du paquebot « France ». Ce n'est que le 7 décembre que les marins cesseront d'occuper le navire qui était de retour au Havre depuis le 9 octobre.

12-13. — **AUTRICHE** : réunion de l'OPEP à Vienne, qui décide l'indexation du prix du pétrole sur le taux d'inflation des pays industrialisés.

13. — **ESPAGNE** : explosion dans un bar du centre de Madrid : onze morts, soixante et onze blessés.

— **PAYS-BAS** : prise d'otages à l'ambassade de France à La Haye par un commando de l'Armée rouge japonaise. L'ambassadeur et huit autres personnes seront libérés le 17 en échange d'un prisonnier japonais détenu en France.

15. — **FRANCE** : explosion d'une grenade au Drugstore Saint-Germain-des-Prés : deux morts, trente-quatre blessés.

16. — **ETATS-UNIS** : nomination du général Haig, commandant suprême allié en Europe.

17. — **ETATS-UNIS** : ouverture de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations unies. M. Bouteflika en est élu président.

18. — **TURQUIE** : démission du gouvernement de M. Ecevit. Ce dernier est chargé le 28 de former un nouveau gouvernement.

18-20. — **HONDURAS** : milliers de morts après le passage du cyclone tropical « Fifi ».

22. — **FRANCE** : *élections sénatoriales* qui confirment les évolutions constatées lors des scrutins de mars 1973 *et mai 1974.*

25. — **EGYPTE** : nomination de M. Hegazi comme chef du gouvernement ; *cette fonction était jusqu'alors exercée par M. Sadate.*

27 au 26-10. — **CITE DU VATICAN** : quatrième synode des évêques catholiques sur le thème de « l'évangélisation du monde contemporain ».

30. — PORTUGAL : démission du général Spinola, en désaccord avec le Mouvement des forces armées et la gauche. Il est remplacé à la présidence de la République par le général Costa Gomès.

— **ARGENTINE** : assassinat à Buenos-Aires du général Prats, ancien commandant en chef de l'armée chilienne et ministre d'Allende.

OCTOBRE

3. — **Italie** : démission du cabinet Rumor.

5. — **CHILI** : mort de Miguel Enriquez, secrétaire général du mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) au cours d'un affrontement avec l'armée.

10. — **GRANDE-BRETAGNE** : élections. Les travaillistes gagnent dix-neuf sièges mais n'ont qu'une voix de majorité aux Communes.

19-21. — **LIBAN** : visite de M. Sauvagnargues, qui rencontre Yasser *Arafat, chef de l'O.L.P., le 21. C'est* la première fois que le leader palestinien rencontre officiellement un membre d'un gouvernement occidental. M. Sauvagnargues se rend ensuite en Jordanie (21-22).

20. — **SUISSE** : à 66 % les électeurs repoussent par référendum l'initiative qui signifiait l'expulsion en trois ans de cinq cent mille étrangers.

21. — **FRANCE** : approbation par le Congrès réuni à Versailles (488 voix contre 273) du projet de réforme du Conseil constitutionnel qui prévoit que soixante députés ou sénateurs pourront saisir le Conseil sur la constitutionnalité des lois.

21-23. — **FRANCE** : visite à Paris de M. Trudeau, premier ministre du Canada : relance concrète de la coopération économique.

22. — **FRANCE** : grève des employés *des postes. Elle se poursuivra jusqu'au 2 décembre.*

24. — **FRANCE** : deuxième réunion de presse de M. Giscard d'Estaing : proposition de réunir une conférence trilatérale sur le pétrole.

26. — **PAYS-BAS** : dix-sept personnes sont prises en otage par quatre détenus armés à la prison de Scheveningen. Elles seront libérées le 31 après une opération éclair d'un commando de fusiliers-marins néerlandais.

LES PRIX NOBEL

3. — *LITTERATURE : MM. Eyvind Johnson et Harry Martinson (Suède).*
PAIX : MM. Eisaku Sato (Japon), et Sean Mac Bride (Irlande).

9. — *ECONOMIE : MM. Gunnar Myrdal (Suède) et Friedrich von Hayek (Autriche).*

10. — *MEDECINE : MM. Albert Claude (Belgique), Christian de Duve (Belgique) et George Palade (Etats-Unis).*

15. — *PHYSIQUE : MM. Martin Ryle (Grande-Bretagne) et Antony Hewish (Grande-Bretagne).*
CHIMIE : M. Paul John Flory (Etats-Unis).

26-29. — MAROC : conférence des chefs d'Etats arabes à Rabat. L'O.L.P. est reconnue *comme « seule et légitime représentante du peuple palestinien »* et obtient le droit d'établir un « pouvoir national » sur tout le territoire libéré par Israël en Cisjordanie ou à Gaza.

30. — **ISRAEL** : visite de M. Sauvagnargues.

NOVEMBRE

1er. — **ARGENTINE** : assassinat du chef de la police.

5. — **ETATS-UNIS** : élections pour le renouvellement de *la Chambre des* représentants et le tiers du Sénat. Victoire des démocrates, qui obtiennent la majorité des deux tiers à la Chambre des représentants.

5-16. — **ITALIE** : conférence mondiale de l'alimentation : approbation d'un programme de lutte contre la faim.

7. — **FRANCE** : plongée de vingt-quatre heures, à bord du sous-marin nucléaire « le Terrible », de M. Giscard d'Estaing.

10. — **ALLEMAGNE FEDERALE** : assassinat du président du tribunal de grande instance de Berlin-Ouest.

12. — **ALGERIE** : rétablissement des relations diplomatiques avec les Etats-Unis (rompues en 1967).

13. — ÉTATS-UNIS : triomphal accueil pour M. Arafat aux Nations unies. Ouvrant le débat sur la Palestine, il se prononce pour « *un seul* Etat démocratique » réunissant chrétiens, juifs et musulmans. L'Assemblée générale de l'ONU *adoptera, le 22 novembre,* une résolution reconnaissant le droit des Palestiniens à l'indépendace et accordant à *l'O.L.P.* le statut d'observateur permanent.

14. — **FRANCE** : élection de M. Mahtar M'Bow (Sénégal) au poste de directeur général de l'UNESCO, *en remplacement de M. René Maheu.*

15. — **REPUBLIQUE D'IRLANDE** : *visite de M. Chirac.*

— **BRESIL** : élections législatives : succès sans précédent de l'opposition.

17. — **GRECE** : élections générales. Victoire de M. Caramanlis, qui disposera de 220 des 300 mandats du Parlement. Le gouvernement, composé presque exclusivement de membres du parti Démocratie nouvelle, est formé le 21.

18. — **ETATS-UNIS** : découverte d'une nouvelle particule élémentaire très massive, qui constitue un important progrès de la connaissance de la matière.

18-22. — **JAPON** : arrivée de *M. Ford, premier président des Etats-Unis, à se rendre en visite officielle.*

19. — **FRANCE** : grève nationale diversement suivie.

21. — **GRANDE-BRETAGNE** : explosion de sept bombes de l'IRA à Birmingham : dix-neuf morts, plus de deux cents blessés.

21-25 — **TUNISIE** : détournement d'un VC-10 de la British Airways par deux hommes se réclamant d'un *groupe palestinien.* Un otage est exécuté le 23. Les quatre hommes se rendent le 25 après avoir obtenu la libération de sept de leurs camarades.

23. — **U.R.S.S.** : rencontre Brejnev-Ford à Vladivostok. Signature d'un accord « de principe » sur la limitation des *armements stratégiques.*

— **ETHIOPIE** : exécution de soixante personnalités dont le général Aman Andom, président du gouvernement militaire provisoire. Il sera remplacé le 27 par le général Teferi Benti.

— **ITALIE** : prestation de serment (après cinquante jours de crise ministérielle) du gouvernement de M. Moro composé de démocrates-chrétiens et de républicains.

25. — **FRANCE** : début, avec la publication du rapport de la commission de répartition des personnels, des grèves qui vont perturber jusqu'à la fin de l'année la diffusion normale des programmes de l'O.R.T.F.

25-30. — **CHINE** : visite de M. Kissinger.

26. — **ALGERIE** : signature de l'accord sur l'accession à l'indépen*dance (juillet 1975)* des possessions portugaises de Sao-Tomé et Principe.

— **JAPON** : démission de M. Tanaka. M. Miki, élu président du parti libéral démocrate, forme le 9 un nouveau gouvernement.

— **FRANCE** : allocution radio-télévisée de M. Giscard d'Estaing consa*crée à la situation économique et* sociale.

— **MEXIQUE** : rupture des relations diplomatiques avec le Chili.

30 au 2-12. — **IRAK** : visite de M. Chirac. Les contrats signés ou *prévus* porteront sur un montant global de 15 milliards

DÉCEMBRE

2-5. — **ALGERIE** : *visite de* M. Poniatowski qui déclare qu' « il n'y a plus de contentieux entre la France et l'Algérie ». M. Giscard d'Estaing se rendra à Alger en mars 1975.

3-6. — **FRANCE** : visite de M. Bourassa, premier ministre du Québec. Signature d'une nouvelle « charte » de coopération.

4-7. — **FRANCE** : rencontre Brejnev - Giscard d'Estaing à Rambouillet : des progrès à propos de la conférence de Genève sur la sécurité et la coopération en Europe.

6. — *FRANCE : découverte importante* à l'Institut Pasteur de facteurs immunologiques communs au fœtus et aux cellules cancéreuses.

7. — **CHYPRE** : accueil triomphal pour Mgr Makarios, retour d'exil.

8. — **GRECE** : par référendum, près de 70 % des électeurs optent pour la République.

9-10. — **FRANCE** : « Sommet » des Neuf à Paris. Création d'un fonds régional. Elections au Parlement européen au suffrage universel en 1978.

11 — RHODÉSIE : accord sur le cessez-le-feu et annonce d'une prochaine conférence constitutionnelle sur l'avenir du pays.

12-13. — **FRANCE** : voyage de M. Giscard d'Estaing en Guadeloupe, puis en Martinique où il rencontre du 14 au 16 M. Gerald Ford. Accord sur l'énergie qui ouvre la voie à une conférence trilatérale. Les banques centrales sont autorisées à réévaluer leur encaisse-or.

14. — **FRANCE** : élection surprise après la démission de M. Sanguinetti de M. Chirac au secrétariat général de l'U.D.R.

20. — **FRANCE** : M. Giscard d'Estaing définit une politique étrangère fondée sur le mondialisme et la conciliation.

— **FRANCE** : vote définitif de la loi sur l'interruption volontaire de la grossesse qui autorise pratiquement l'avortement pendant les dix premières semaines de la grossesse.

— **ETHIOPIE** : publication d'un programme en dix points qui engage le pays sur la voie du socialisme.

— **ETATS-UNIS** : vote par le Congrès du « trade bill » qui fait bénéficier l'U.R.S.S. de la clause de la *nation la plus favorisée dans les* rapports commerciaux.

20-23. — **IRAN** : visite de M. Chirac. Trente-cinq milliards de francs de contrats ont été signés. Téhéran adopte le procédé Secam de télévision en couleurs.

22. — **FRANCE** : à 95 % les habitants des Comores choisissent par référendum l'indépendance de leur territoire.

27. — **FRANCE** : catastrophe minière à Liévin : quarante-deux morts.

30. — **U.R.S.S.** : annulation de la tournée au Proche-Orient de M. Brejnev. Des raisons de santé expliqueraient cette décision.

NÉCROLOGIE

JANVIER

1. — Charles Bohlen, ancien ambassadeur des Etats-Unis.

6. — David Alfaro Siqueiros, muraliste mexicain.

15. — Joseph Smrkovsky, ancien président de l'Assemblée nationale tchèque, un des leaders du « printemps de Prague ».

27. — Général Grivas, chef du mouvement chypriote Eoka, favorable au rattachement à la Grèce.

31. — Samuel Goldwyn, producteur de films américain.

FEVRIER

10. — Gaston Bergery, ancien député, ancien ambassadeur.

16. — Paul Struye, ancien président du Sénat de Belgique.

MARS

9. — Earl Sutherland, biochimiste américain.

10. — Cardinal Kominek, archevêque de Wroclaw (Pologne).

20. — Louis Kahn, architecte américain.

27. — Wang Ming, l'un des chefs de file des pro-soviétiques en Chine.

— Général Georges Revers, ancien chef d'état-major de l'armée.

28. — Françoise Rosay, comédienne.

AVRIL

2. — *Georges Pompidou.*

9. — Cardinal Stepan Trochta, archevêque de Likomerice (Tchécoslovaquie).

13. — *Marcel Pagnol, de l'Académie française.*

20. — Maréchal Ayoub Khan, ancien chef de l'Etat du Pakistan.

24. — Franz Jonas, président de la République fédérale d'Autriche.

MAI

13. — Allal El Fassi, président *de l'Istiqlal (parti d'opposition marocain).*

— Jaime Torres Bodet, écrivain et diplomate américain, ancien directeur de l'Unesco.

14. — Jacob Levi Moreno, psychiatre américain (psychodrame).

18 — Maurice Lehmann, ancien administrateur des théâtres lyriques.

19. — Fredo Krumnov, membre de la commission éxécutive de la C.F.D.T.

20. — *Cardinal Jean Daniélou.*

21. — Albert T'Serstevens, écrivain.

— 24. — Duke Ellington, musicien de jazz.

26. — Stewart Alsop, journaliste américain.

JUIN

3. — Messali Hadj, fondateur du mouvement national algérien.

9. — Miguel Angel Asturias, écrivain guatémaltèque.

12. — André Marie, ancien *président du conseil.*

18. — Georges Joukov, maréchal soviétique.

19. — Jean Wahl, philosophe et poète.

21. — Alain Saint-Ogan, dessinateur.

22. — Darius Milhaud, compo*siteur.*

JUILLET

1er. — Juan Peron, président de la République d'Argentine.

4. — Haj Amine El Husseini, ancien grand mufti de Jérusalem.

6. — Francis Blanche, acteur, auteur et chansonnier.

9. — Earl Warren, ancien président de la Cour suprême des Etats-Unis.

11. — Pär Lagerkvist, écrivain suédois, prix Nobel de littérature.

15. — Henry Smadja, directeur de « Combat ».

AOUT

8. — Baldur Von Schirach, ancien chef de la jeunesse hitlérienne.

11. — Christian Fouchet, ancien ministre.

26. — Charles Lindbergh, aviateur.

— Prince Valerio Borghèse, personnalité du néo-fascisme italien.

31. — Norman Kirk, premier ministre de Nouvelle-Zélande.

SEPTEMBRE

3. — Général Abrams, chef d'état-major de l'armée de terre des Etats-Unis.

4. — Marcel Achard, de l'Académie française.

17. — André Dunoyer de Segonzac, peintre.

21. — Jacqueline Susann, romancière américaine.

23. — Victor-Lucien Tapié, historien.

OCTOBRE

5. — Zalmar Shazar, ancien président de l'Etat d'Israël.

6. — Krishna Menon, ancien *ministre indien de la défense.*

10. — Julien Cain, directeur général honoraire des Bibliothèques de France.

23. — David Oïstrakh, violoniste soviétique.

24. — Catherine Fourtseva, ministre soviétique de la culture.

27. — Paul Frankeur, comédien.

28. — *Louis Saillant,* président d'honneur de la Fédération syndicale mondiale.

NOVEMBRE

1er. — Liu Shao-chi, ancien président de la République populaire de Chine (révélé par un journal communiste de Hong-Kong).

7. — Jean Verdier, préfet de Paris.

13. — Vittorio de Sica, cinéaste italien.

21. — Erskine Childers, président de la République d'Irlande.

25. — M. Thant, ancien secrétaire général de l'ONU.

— Raymond Legrand, compositeur et chef d'orchestre.

DECEMBRE

8. — Pierre Renouvin, historien.

10. — Ahmed Medeghri, ministre de l'intérieur de l'Algérie.

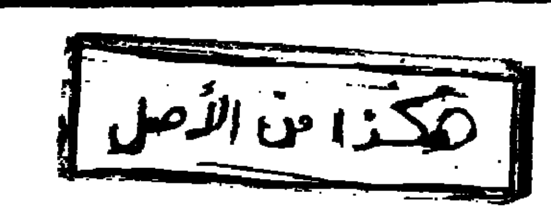
13. — Henri de Monfreid, écrivain.

14. — *Walter Lippmann,* éditorialiste américain.

15. — Anatole Litvak, cinéaste.

20. — André Jolivet, compositeur.

25. — Ahmed Ismail Ali, commandant en chef de l'armée égyptienne.



ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

TRANSPORTS

Sérieuses menaces pour le tunnel sous la Manche

(Suite de la première page.)

Au-delà des contraintes juridiques, et bien qu'un pessimisme de plus en plus répandu pèse sur les destinées de l'ouvrage, les partenaires essayent de sortir de l'impasse. Les propositions françaises d'oublier, durant quelque temps, le calendrier ont été repoussées par les groupes privés, qui ont voulu s'entourer de toutes les garanties juridiques et faire valoir sans attendre tous leurs droits. Elles ont adressé aux Etats une lettre en ce sens.

Elles ne sont toutefois pas prêtes à provoquer une rupture et paraissent disposées à se rasseoir autour d'une table en face des représentants des Etats afin de renégocier un protocole permettant d'attendre la signature de la convention dite n° 3, initialement prévue pour juillet 1975. « *Nous avons tout le début de 1975 pour préparer un schéma nouveau de convention n° 3* » qui fixerait les détails financiers et juridiques de la dernière phase de l'opération, déclare-t-on à la Société française du tunnel.

De toutes façons, il n'est pas question d'interrompre les travaux en cours, ne serait-ce que pour des motifs de sécurité : il faut en effet entretenir et consolider les galeries creusées ou faire les pompages d'eau nécessaires. En outre, tous les marchés de génie civil ont été passés jusqu'au printemps prochain.

500 ou 600 millions à rembourser

La décision de continuer ou d'arrêter les travaux du tunnel est, en tout cas, une question purement politique. En faveur de l'abandon il y a évidemment le coût de l'ouvrage (au moins 10 milliards de francs de 1981), les levées de bouclier des défenseurs de la nature, les interventions du lobby maritime en Grande-Bretagne, l'atonie des marchés financiers et tous les aléas économiques. Plaident en faveur de la construction de l'ouvrage la rentabilité d'une telle opération, la performance technique qu'elle représente, les investissements et les retombées qu'elle occasionnera

Si l'abandon est décidé, sur l'initiative des gouvernements, pendant la période actuelle de la « phase 2 », les Etats devront, dans les soixante jours, acquérir toutes les actions des deux sociétés pour un montant revalorisé de façon variable selon la période à laquelle ces titres ont été émis. Ils devront aussi rembourser ou prendre en charge les fonds non garantis des sociétés autres que les actions. On estime que, dans ce cas, Londres et Paris auraient à rembourser, à parts égales, aux actionnaires et aux prêteurs des deux sociétés privées, entre 500 et 600 millions de francs.

Des tractations très délicates vont donc s'ouvrir dans les prochains jours. D'autant plus délicates que le temps presse et qu'aucun des quatre partenaires ne voudra prendre ouvertement la responsabilité d'une rupture. On peut penser aussi que ces négociations seront menées avec la volonté d'aboutir à un compromis honorable. Mais, s'il y a la volonté, on est bien obligé de constater que le cœur n'y est plus tout à fait...

« *C'est une des grandes choses que nous pourrions faire ensemble* », aurait dit au début du siècle dernier l'empereur Napoléon au secrétaire d'Etat britannique aux affaires étrangères, Charles Fox, en faisant allusion à ce grandiose projet.

Que nous *aurions pu* faire ensemble... ?

FRANÇOIS GROSRICHARD.

LONDRES : de nouvelles raisons d'attendre

De notre correspondant

Londres. — Pour le tunnel sous la Manche, le mot d'ordre des dirigeants britanniques consiste désormais à « *se hâter lentement* ». Personne ne se hasarde à formuler un pronostic trop précis ou à choquer trop directement le partenaire français. Le fait n'en est pas moins que, à Witehall comme dans la City, bien peu d'experts comptent encore sur un démarrage véritable du projet avant... une dizaine d'années.

Dans une certaine mesure, il est vrai, cet état d'esprit peut se transformer de nouveau si, au lendemain de la « renégociation », le Royaume-Uni décidait de se joindre définitivement au reste de la Communauté européenne. Pour l'instant, en effet, il n'est guère douteux qu'en dehors de tous les motifs « rationnels » d'ajourner la construction du tunnel, beaucoup de Britanniques hésitent toujours au fond d'eux-mêmes à établir un « *lien physique* » avec le continent.

Il serait certes faux d'exagérer l'importance de ce facteur psychologique. L'époque est passée où les journaux londoniens annonçaient que « *le continent est isolé* » lorsque les brouillards ou la tempête interdisent le passage du Channel. Même les écoliers n'apprennent plus aujourd'hui qu'une île britannique est un « *morceau de terre entourée complètement par la « Home Fleet* ».

Cela n'empêche que les plus vigoureux avocats de la cause européenne éprouvent encore quelques hésitations à voir consacrer par un tunnel leur mariage avec « *la jungle qui commence à Calais* ». Il est remarquable par exemple que les prévisions météorologiques présentées chaque soir aux téléspectateurs anglais montrent une vaste carte de l'Atlantique sur laquelle le continent européen n'apparaît que sous une forme très marginale. Et n'a-t-on pas vu un récent programme de la B.B.C. sur l'histoire du Channel prendre fin avec la déclaration d'un ancien chef d'état-major britannique affirmant que, même à l'époque nucléaire, la Manche serait la première ligne de défense pour le peuple anglais ?

Cela dit, les considérations d'ordre économique sont quand même celles qui prédominent aujourd'hui dans les calculs du gouvernement londonien. Mais c'est précisément sur ce terrain que l'on voit s'élever les objections les plus vives. La construction même du tunnel paraît beaucoup trop chère alors que les autres services de transport à travers la Manche redoutent une sérieuse baisse du trafic dans les années à venir.

Le gouvernement britannique a été contraint, pour des raisons d'économie, d'annuler la construction de la voie ferrée express qui aurait relié l'issue du tunnel au reste du réseau. A elle seule, cette décision suffit à priver le tunnel de son principal intérêt. L'industrie n'éprouve plus le même enthousiasme qu'il y a quelques années. L'exploitation attendue du pétrole de la mer du Nord devrait en effet déplacer vers l'autre bout de l'île britannique une bonne partie de l'activité économique actuellement concentrée dans le sud-est. Enfin, toute la population entre Douvres et Londres s'est révoltée contre un projet qui transformera cette région en un gigantesque entonnoir à travers lequel coulerait le trafic entre le Royaume-Uni et le continent.

Si à Londres la porte n'est pas complètement fermée à la construction du « chunnel », il est en tout cas peu probable qu'une décision puisse être prise avant que les perspectives de l'économie britannique et mondiale s'éclaircissent.

JEAN WETZ.

— *A PROPOS DE...* —

L'OCCUPATION DE MARCKOLSHEIM

La logique de la contestation

Pendant que la France festoyait, une trentaine d'Alsaciens et de Badois installés dans le foyer socio-culturel de Ribeauvillé (Haut-Rhin) faisaient la grève de la faim. Ils achèvent, en ce soir du 1er janvier, ce jeûne de quatre jours, qui est une « protestation contre la grande bouffe et le gaspillage des fêtes de fin d'année, alors que de nombreux pays connaissent la famine ».

Qui sont ces empêcheurs de réveillonner en rond ? Les mêmes qui, depuis quatorze semaines, occupent à Marckolsheim le terrain sur lequel le port autonome de Strasbourg voulait installer une usine allemande fabriquant du stéarate de plomb.

Ces obstinés sont parfaitement organisés. Chaque jour, un petit commando, venant à tour de rôle de l'un des vingt villages français et des vingt localités allemandes qui refusent l'industrialisation de Marckolsheim, prend son tour de garde A Noël, un aumonier a dit la messe de minuit, et cent cinquante contestataires ont veillé autour d'un immense feu de camp. Pendant la nuit de la Saint-Sylvestre, on a encore chanté et bu le vin du Rhin dans la rotonde de bois construite sur le terrain contesté.

Mais les opposants à la Chemische Werke sont également logiques avec eux-mêmes. S'ils refusent l'usine de plomb, ce n'est pas seulement parce qu'elle est polluante C'est qu'ils la jugent inutile. C'est un non à l'industrie que les écologistes, les vignerons et les villageois prononcent si fortement Aussi ne veulent-ils pas davantage de l'entreprise chimique Bayer. « Tout défenseur de la nature, et tout Alsacien soucieux de l'avenir de sa région, doit s'opposer à ce projet », *dit avec eux le professeur H.-J Maresquelle, doyen de la faculté des sciences de Strasbourg et président de l'association régionale pour la protection de la nature.* « Cette usine détruirait le dernier lambeau de la forêt rhénane, entraînerait une urbanisation et attirerait de nouvelles populations, dont nous ne voulons pas à cet endroit. C'est dans les vallées vosgiennes qu'il faut de petites entreprises non polluantes. Pas dans la plaine du Rhin. »

Il n'est pas surprenant, dans ces conditions, que les Alsaciens aient accompagné les sept cents manifestants allemands qui, le 17 décembre dernier, sont allés protester à Stuttgart contre un projet de centrale nucléaire à Whyl, juste en face de Marckolsheim De même qu'ils participeront dimanche prochain, sur l'autre rive, à un grand débat télévisé sur la même affaire entre la Badenwerk (l'E.D.F. allemand) et les écologistes. Et qu'ils occuperont le terrain de la future centrale avec leurs amis Badois, si le projet est maintenu. Echanges de bons procédés...

Logiques, les contestataires alsaciens le sont jusqu'au bout. Puisqu'ils ne veulent ni du stéarate de plomb de la Chemische, ni du dralon de Bayer, ni des kilowatts atomiques, ils doivent se prononcer aussi contre la société d'hyper-consommation. Celle qu'ils appellent la société de gaspillage. Leur grève de la faim n'est donc qu'une autre forme de protestation contre un monde qu'ils jugent absurde.

MARC AMBROISE-RENDU.

Réduction d'effectifs à Air Inter

Les compagnies aériennes doivent jouer la consolidation plus que l'expansion

déclare M. Hammarskjold

Mauvaise année pour toutes, ou presque toutes, les compagnies aériennes. M. Knut Hammarskjöld, directeur général de l'Association du transport aérien international (IATA), vient de le préciser. Le transport aérien ne doit plus jouer l' « expansion », mais la « consolidation ». Ce qui se traduit notamment par des réductions de service ou d'effectifs, même pour les compagnies intérieures. C'est ainsi qu'en France Air Inter va s'efforcer « de procéder par mises à la retraite anticipée, non remplacement des personnes qui quittent la société, et non recrutement, lors des réductions d'effectifs ». On parle de trois cents employés touchés (sur quatre mille deux cents environ), chiffre non confirmé.

A l'heure actuelle, explique M. Hammarskjöld, « *le carburant et les salaires représentent ensemble environ 60 % des coûts d'exploitation des compagnies aériennes. Pour maintenir une exploitation économiquement viable, les transporteurs ont réagi en procédant à l'augmentation des tarifs la plus spectaculaire de toute l'histoire du transport aérien, jusqu'à 30 % sur certaines routes. Ces augmentations n'ont cependant pas suffi à compenser la charge supplémentaire que représente l'accroissement des coûts. Le bilan financier de 1974 laisse prévoir une perte d'exploitation moyenne de l'ordre de 3 %* ».

La crise a affecté non seulement les coûts, mais aussi les recettes. Sur les charters, le trafic a diminué en moyenne d'environ 13 % ; sur les services réguliers, il n'a crû que de quelque 3 %, « *le pourcentage le plus bas jamais enregistré* ».

Conséquences et perspectives pour l'avenir, toujours selon le directeur général de l'IATA : « *La priorité n'est plus accordée à l'expansion, mais à une consolidation en vue d'un meilleur contrôle de la croissance une fois que la situation se sera stabilisée. Les compagnies ont déjà entamé un programme d'austérité : rationalisation des services non rentables, réduction du personnel, réévaluation des besoins futurs en matériel, ralentissement de la croissance de la capacité dans le cadre de l'évolution du trafic.* »

P.T.T.

La distribution des calendriers :

une tournée sans joie

Voici trois préposés du dix-huitième arrondissement, trois « facteurs », qui achèvent de distribuer leur calendrier des P.T.T. et qui font leurs comptes.

Chaque année, chacun d'eux commande vers le mois d'octobre quatre cents calendriers, au prix de 1 franc pièce, à l'un des quatre éditeurs agréés par l'administration Pendant le mois de décembre, ils les proposent aux usagers Le prix est laissé au bon cœur du client. Le 15 janvier, les préposés règlent la maison d'édition, ristournent une partie des sommes qu'ils ont recueillies aux chauffeurs et télégraphistes de leurs bureaux, et conservent la différence.

Ce schéma habituel s'est trouvé quelque peu bouleversé par la grève qui a paralysé les P.T.T. du 17 octobre au 3 décembre dernier.

C'est timidement que nos facteurs ont offert leur almanach : « *Je ne voulais pas les distribuer*, dit M. Plumas, *car je craignais la réaction du public. Pensez ! après une aussi longue grève...* »

M. Meynet a essuyé des refus : « *J'ai présenté mon premier calendrier à un* ·licier, *il m'a dit : « Fous le camp ! » Plusieurs familles ne me disent plus bonjour.* » Des petits commerçants ont été aussi nets : « *Je ne vous donnerai rien parce que vous m'avez fait perdre 300 000 francs.* »

Les préposés ont mis plus de temps que d'habitude pour écouler leur lot : « *Les gens me retardent, car ils demandent des explications sur notre grève. Ils ont du mal à croire que nous gagnons aussi peu. J'ai dû leur montrer ma feuille de paie et les 1 650 francs qui y sont inscrits.* » M. Saltape conclut : « *Finalement, le public nous a bien accueillis.* »

A raison de trois cents calendriers placés auprès des usagers, chacun a récolté l'équivalent d'un gros treizième mois, ce qui représente une baisse d'un quart environ par rapport aux étrennes qu'ils avaient reçues l'an passé. Une somme qui vient à point pour combler le trou creusé dans les salaires par la retenue des journées de grève. Un tiers du revenu qui disparaît : 700 francs pour M. Saltape et 630 francs pour ses deux collègues : « *Quand on fait grève, on mérite les retenues*, reconnaissent-ils, *mais là, c'est vraiment dur !* » Et, d'une façon générale, les préposés parisiens paraissent de plus en plus réservés sur cette tournée des calendriers. « *Si on avait des salaires décents, on ne serait pas obligés d'aller mendier des étrennes.* »

AL. F.

DEPUIS CENT VINGT ANS

C'est en 1854, à Rennes, qu'un jeune imprimeur, François-Charles Oberthur, a édité pour la première foi un « calendrier des postes pour les étrennes des facteurs ».

Dès l'année suivante, une circulaire du directeur général des postes a réservé l'achat et l'offre de calendriers aux facteurs. On en est là depuis cent vingt ans...

Ces renseignements ainsi que les paysages « bien de chez nous » qui illustrent le calendrier sont contrôlés par l'administration afin que l'exactitude et le bon goût soient respectés. Cette année, quatre éditeurs ont satisfait à cet examen de passage : les impressions Jean-Cartier Bresson, les calendriers Jean Lavigne, les éditions Oberthur et les calendriers Oller.

LA VIE ÉCONOMIQUE

AFFAIRES

Surtout attachée au développement nucléaire de Creusot-Loire

La Commission européenne n'est pas hostile à ce que de Wendel, à la place d'Usinor ait le premier rôle dans l'affaire Marine-Firminy

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — *La Commission européenne continue à suivre avec attention les manœuvres auxquelles se livrent trois grands groupes financiers — Empain-Schneider, Clif-de Wendel et Denain-Usinor — pour acquérir le contrôle de Marine-Firminy et, à travers cette société, de Creusot-Loire et de Framatome, le premier producteur européen d'équipement nucléaire.*

La Commission a pris bonne note du projet mis au point ces derniers jours entre Empain-Schneider et Clif-de Wendel (*le Monde* du 31 décembre), projet qui, s'il est suivi d'effets, réduira à néant les ambitions que Denain-Usinor nourrissait à l'égard de Creusot-Loire et de Framatome.

« *Le rapprochement Empain-Schneider - de Wendel*, note-t-on à Bruxelles, *ne manifeste encore que des intentions.* » La Commission n'a pas pour l'instant à se prononcer officiellement. Elle le fera, si l'accord se concrétise, lorsque, conformément à la réglementation en vigueur, les protagonistes — Marine-Firminy, Empain-Schneider et Clif-de Wendel — lui soumettront pour autorisation un nouveau plan de concentration. Une telle demande pourrait être déposée d'autant plus rapidement que les deux protagonistes disposent déjà de 51 % du capital de Marine-Firminy (Empain-Schneider en a acquis 32 % il y a près d'un an, avant que sa tentative de prise de contrôle soit bloquée par la Commission européenne en avril 1974 ; Clif-de Wendel, de son côté, a réussi à en acheter 19 % en Bourse, au mois de décembre, avant que la commission, alertée par Empain-Schneider, ne lui interdise toute acquisition supplémentaire.) Les spécialistes bruxellois pensent que, dans ces conditions, l'affaire pourrait être dénouée dans les mois qui viennent.

En attendant, la trêve imposée, à la veille de Noël, par la Commission dure toujours : l'O.P.E. lancée par Denain-Usinor en novembre sur Marine-Firminy demeure suspendue et il reste interdit à Empain-Schneider et à Clif-de Wendel d'acquérir des actions de la même Marine-Firminy. Le rétablissement de la cotation, décidé par la Commission française des opération de Bourse (COB), ne change rien à cette situation.

Comment réagira la Commission européenne à un nouveau programme de modification des structures financières et industrielles dans ce secteur ? Ne sera-t-elle pas portée à considérer de façon négative un tel rapprochement qui écarterait Denain-Usinor, alors qu'on ne dissimulait pas à Bruxelles, voici quelques jours encore, qu'on aurait envisagé favorablement un appui de Denain-Usinor à Empain-Schneider dans Marine-Firminy pour donner une assise financière satisfaisante aux entreprises (Creusot-Loire et Framatome) appelées à jouer un rôle de premier plan dans le programme d'investissement nucléaire de la C.E.E. ?

Les milieux communautaires affirment leur volonté de demeurer parfaitement impartiaux et de juger sur pièces (c'est-à-dire en fonction du maintien d'une nécessaire concurrence) les plans de restructuration qui leur seront présentés. Leur intervention du 21 décembre (suspension de l'O.P.E. de Denain-Usinor et interdiction d'achat d'actions de Marine-Firminy) a eu pour seul objectif, font-ils valoir, d'empêcher une lutte au couteau, stérile et dangereuse, entre les groupes intéressés et par là même de les inviter à négocier. L'arrangement envisagé entre Empain-Schneider et Clif-de Wendel témoigne que cet objectif — la négociation plutôt que le combat — a été atteint.

Peu importe, ajoute-t-on à Bruxelles, si l'accord qui se dessine n'est pas conforme à l'épure primitivement tracée par les pouvoirs publics, épure centrée sur l'intervention de Denain-Usinor. Bruxelles avait effectivement considéré d'un œil favorable cette solution, mais surtout, dit-on ici, parce que Denain-Usinor s'était manifesté le premier et s'était montré le plus actif. La Commission n'est pas *a priori* hostile à la nouvelle orientation aujourd'hui envisagée.

PHILIPPE LEMAITRE.

Une des plus grandes firmes pétrolières britanniques demande l'aide de l'État

De notre correspondant

Londres. — La nouvelle année vaut aux milieux industriels et financiers de la Grande-Bretagne le choc le plus vif qu'ils aient subi durant les derniers douze mois : la société Burmah Oil, l'une des plus grandes entreprises pétrolières du pays, a été contrainte de faire appel au secours de l'Etat.

L'importance de cet échec est telle que ses répercussions sur le Stock Exchange sont encore difficiles à prévoir. C'est sans doute pourquoi l'opération de sauvetage, entreprise par le gouvernement a été annoncée à la veille d'un jour de vacances où la presse britannique ne paraît pas.

Incapable de faire face à ses obligations, Burmah Oil va céder au gouvernement 51 % de ses intérêts dans l'exploitation du pétrole de la mer du Nord. La société avait joué une bonne partie de son avenir sur les nouvelles ressources énergétiques dans les eaux européennes Le fait que ce calcul se soit avéré décevant risque donc d'exercer une influence plutôt néfaste sur les autres sociétés pétrolières engagées dans ce domaine.

Pour le gouvernement travailliste certes, les difficultés de Burmah Oil peuvent présenter un avantage. Les dirigeants actuels de Whitehall ont toujours souhaité acquérir une position majoritaire dans l'exploitation du pétrole de la mer du Nord. Désormais ils disposeront d'une prépondérance incontestable sur deux des zones plus importantes, celles de Thistle et de Ninian.

Les difficultés de Burmah Oil ne sont pas résolues pour autant. La Banque d'Angleterre va reprendre à son compte 200 millions de livres sterling d'emprunts contractés aux Etats-Unis et tentera, si c'est possible, d'en renégocier les termes de remboursement. La flotte pétrolière de Burmah Oil, dont le déficit est substantiel, va devoir être réorganisée. Tous les intérêts de la société en Amérique du Nord seront liquidés aussitôt que possible

Enfin la compagnie de distribution B.P., au sein de laquelle le gouvernement de Londres détenait déjà une participation de 49 %, va passer sous le contrôle majoritaire de l'Etat, la Banque d'Angleterre acquérant encore 21 % des actions. — J. W.

● LA LIBYE aurait décidé d'augmenter sa production de pétrole, estime le *Times* de Londres. Cette dernière n'était plus que de 800 000 barils par jour (40 millions de tonnes par an), alors qu'elle avait atteint dans le passé 2,2 millions de barils par jour (110 millions de tonnes par an).

BOURSE DE NEW-YORK

Reprise

L'honneur est sauf. Une assez vive reprise s'est en effet produite mardi à Wall Street pour la dernière séance de l'année. En hausse dès l'ouverture, les cours ont progressé régulièrement durant la majeure partie de la journée, si bien qu'en clôture l'indice des industrielles affichait un gain de 12,99 points à 616,24.

Parallèlement, le volume d'affaires a considérablement augmenté : 20,97 millions de titres ont changé de mains contre 18,52 millions la veille.

Cette reprise n'a pas à proprement parler surpris. Il est de tradition que les cours montent à New-York en fin d'année sur les achats effectués par les grands investisseurs, désireux de rehausser le montant de leurs portefeuilles-titres pour l'établissement des bilans Et ces derniers n'ont pas failli à leurs habitudes.

Les « blue chips » ont été particulièrement favorisés : Merck, Allied Chemical, Phillips, Petroleum, Walt Disney, I. B. M., General Electric, Xerox, General Motors.

Fermeté des chemins de fer, des matériaux de construction, des électroniques, des sidérurgiques et des compagnies aériennes.

Indices Dow Jones : transports, 143,44 (+ 2,17) ; services publics, 68,76 (+ 2,07).

VALEURS	COURS 30/12	COURS 31/12
Alcoa	29 1/8	29 7/8
A.T.T.	44	44 5/8
Boeing	16 1/2	15 3/4
Chase Manhattan Bank	26 1/4	27
Du Pont de Nemours	91 3/4	92 1/4
Eastman Kodak	61 .	62 7/8
Exxon	63 1/8	64 5/8
Ford	33 1/4	33 5/8
General Electric	32	33 3/8
General Foods	17 1/4	17 7/8
General Motors	30 1/4	30 3/4
Goodyear	12 3/4	12 7/8
I.B.M.	164 1/4	168 ...
I.T.T.	14 1/4	14 3/4
Kennecott	36 1/4	36 1/8
Mobil Oil	36 1/4	36 .
Pfizer	31 3/4	32 7/8
Schlumberger	106 3/8	107 7/8
Texaco	20 7/8	20 7/8
U.A.L. Inc.	13 1/2	14 ...
Union Carbide	41 1/8	41 3/8
U.S. Steel	37 5/8	38 ...
Westinghouse	9 1/2	10 ...
Xerox	50 1/2	51 1/2

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2-3. LES MESSAGES DE FIN D'ANNÉE
— M. Giscard d'Estaing souhaite que 1975 soit l'année de la fraternité.

3. PROCHE-ORIENT
— ÉGYPTE : après l'ajournement du voyage de M. Brejnev, le président Sadate souhaite que Moscou et Le Caire conjuguent leurs efforts pour « réaliser une paix fondée sur la justice ».

3. AFRIQUE
— RHODÉSIE : M. Callaghan rencontrera à Lusaka les dirigeants nationalistes noirs de Rhodésie.

4. ASIE
— INDE : New-Delhi et Lisbonne ont rétabli leurs relations diplomatiques.

4. AMÉRIQUES
— BRÉSIL : le président Geisel proclame sa volonté d'ouverture politique.
— CHILI : l'évêque auxiliaire de Santiago s'alarme de la souffrance des travailleurs.

4. EUROPE
— GRANDE-BRETAGNE : Londres tente d'obtenir de l'IRA provisoire une prolongation de la trêve.

5. DÉFENSE
— Le contrat d'armes du siècle : pas de décision avant le printemps.

5. RELIGION
— L'Année sainte : un temps de réconciliation.

6. LÉGION D'HONNEUR

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES
Pages 7 à 11
— EXPOSITIONS : Rétrospective Barbault à Angers ; Fuchs, galerie Verrière ; Cabinets fantastiques à Galliera.
— AVANT-GARDES : Cinéma et vidéo à l'université de Buffalo ; Festival de recherches à Knokke-le-Zoute.
— LIVRES : « Erik Satie », par Anne Rey ; « Cinéma et Politique », par Christian Zimmer

12. CATASTROPHES
— LIÉVIN : la Fédération des mineurs C.F.D.T. demande la constitution d'une commission nationale d'enquête.

12. SPORTS
— CROSS-COUNTRY : les corridas de la Saint-Sylvestre.

13-14. CHRONOLOGIE DE 1974

15. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
— ENVIRONNEMENT : les contestataires de Markolsheim s'obstinent.

15. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
— AFFAIRES : la Commission européenne n'est pas hostile à ce que de Wendel ait le premier rôle dans Marine-Firminy.

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TÉLÉVISION (12)
Carnet (5) ; Informations pratiques (12) ; Météorologie (12) ; Mots croisés (12) ; Loterie nationale (12).

LES VŒUX A L'ÉLYSÉE

Le rôle de l'Etat n'est pas de protéger la nation contre elle-même mais de la conduire

déclare M. Giscard d'Estaing

Les cérémonies traditionnelles de vœux se sont ouvertes, mercredi matin 1er janvier, à l'Elysée, par la réception des membres du gouvernement. Les ministres avaient appliqué la consigne de M. Giscard d'Estaing, qui avait recommandé l'abandon de la jaquette. M. Jacques Chirac, costume gris et chemise rayée, est arrivé à pied dans la cour d'honneur de l'Elysée (il n'avait pas voulu déranger son chauffeur). Après l'échange de vœux, les membres du gouvernement se sont rendus à pied, par la rue du Faubourg-Saint-Honoré, au ministère de l'intérieur, où M. Poniatowski leur offrait un petit déjeuner.

Le président de la République a ensuite reçu le bureau du Sénat. M. Alain Poher a déclaré à sa sortie que le chef de l'Etat lui avait confirmé que l'année ne se passerait pas sans qu'un important débat de politique générale ait lieu au Sénat.

Le bureau de l'Assemblée nationale a suivi. M. Edouard Schloesing, vice-président, a apporté au chef de l'Etat une boîte de pruneaux. M. Edgar Faure a indiqué, après la cérémonie, qu'il souhaitait que le Parlement continue de développer et d'améliorer ses méthodes de travail. Nous sommes, a-t-il dit, « *en bonne voie* ».

Après le bureau de l'Assemblée, MM. Roger Frey, au nom du Conseil constitutionnel, Gabriel Ventejol, au nom du Conseil économique et social, et Georges Thirion, au nom du Conseil supérieur de la magistrature, ont présenté tour à tour leurs vœux au président de la République.

En fin de matinée, le chef de l'Etat a reçu, en présence de la presse (les autres réceptions s'étant déroulées à huis clos), les vœux des corps constitués : hauts fonctionnaires des administrations, représentants des grands corps, dirigeants des entreprises publiques et des universités...

M. Giscard d'Estaing, répondant aux vœux de M. Bernard Chenot, vice-président du Conseil d'Etat, a déclaré : « *La France, à l'image du monde de son temps, traverse et traversera des temps difficiles. Les pays qui surmonteront le mieux les épreuves et les ajustements sont ceux qui pourront prendre appui sur une administration solide, sur des services publics et des entreprises nationales efficaces, sur une armature d'Etat sans défaillance, c'est-à-dire capable de comprendre et de traiter les problèmes de ce temps... Je compte pour cela sur l'activité et la compétence de chacun d'entre vous.* »

M. Giscard d'Estaing a ajouté que les pouvoirs publics devaient d'autre part être attentifs au sort et aux problèmes de ceux qui les servent.

« *Le gouvernement devra, Monsieur le premier ministre,* a dit le *chef de l'Etat,* en se tournant vers M. Chirac, *sous votre impulsion active et compétente, poursuivre le réexamen de la situation des agents de l'Etat, et notamment de ceux qui y accomplissent des tâches les plus modestes et les plus pénibles.* »

Enfin, M. Giscard d'Estaing rappelle que la société « *libérale avancée* » qu'il souhaite implique notamment « *un haut degré d'éducation* », « *le goût et une longue pratique de la liberté* », « *un pouvoir exécutif stable* », « *une autorité simple et ouverte, capable d'entendre et de comprendre, soucieuse de justice et d'équité* ». Il conclut : « *L'élection populaire qui a été la mienne m'a permis de mieux apercevoir que la collectivité que nous devons servir, ce n'est pas l'Etat mais la nation, c'est-à-dire le groupe des hommes et des femmes que l'histoire a rassemblés par vagues successives sur notre sol... Le rôle de l'Etat, ce n'est pas de protéger la nation française contre elle-même mais de la conduire.* »

A LA TÉLÉVISION

Bonne année... l'O. R. T. F.

Nos écrans ont pris pour le réveillon un petit air de fête. C'est de tradition. Gros effort côté speakerines. Mots oubliés, noms écorchés rattrapés avec des mines, des moues plus mutines encore qu'à l'accoutumée. Décolletés en pointe ou en carré sur fond de rideau drapé, fleurs au corsage, bijoux, bouquets, ces éternels bouquets qui symboliseront aux yeux de beaucoup l'ex-O.R.T.F. Il est mort le pauvre, cette fois ça y est. Il nous a fait ses adieux par la bouche de son dernier P.-D. G., M. Marceau Long. Un tour de piste destiné à faire applaudir l'Office. Un salut encourageant aux successeurs. Très bien, très digne, juste ce qu'il fallait.

Grande élégance aussi à l'Elysée. On avait beau être prévenu, quand on a vu surgir, à 20 heures, dans le désordre de nos coins-cuisine-repas, le président de la République en costume sombre, décoration à la boutonnière et sourire aux lèvres, assis là, longues jambes croisées, longues mains ballantes, au coin d'un feu encadré de moulures et de boiseries, on s'est senti un peu gêné, sur le point de s'excuser. Flatté aussi bien sûr, d'autant qu'il nous a présenté ses vœux : « Salut à toi 1975... Bonne année la France... », avec une charmante simplicité.

On a eu droit aussi, sur la première chaîne, à la fin du Journal, aux vœux, en forme de cartes postales, de tous nos départements, de tous nos territoires d'outre-mer. Il en reste plus qu'on ne pensait : la Nouvelle-Calédonie, la Guadeloupe, la Martinique, Tahiti... Jolies femmes, eaux bleues, sables blonds, verts cocotiers. C'était gentiment kitsch. Assorti à la décoration du studio, changé pour l'occasion en succursale de grand magasin, rayon accessoires de Noël. Là-dessus, se sont accrochées à la rubrique, hélas ! fournie, des catastrophes les terribles images des obsèques de Liévin et du tremblement de terre au Pakistan. On a regardé, on a compati et, avec le sens du devoir accompli, on s'est calé bien à l'aise dans son fauteuil. Place à la joie. Place au théâtre. Alfred de Musset, André Castelot ou Jacques Deval, les Caprices de Marianne, la Reine galante *ou* Tovaritch *? Choix déchirant. Nous nous sommes décidés pour* Tovaritch. *Nous ne connaissions pas. Nous ignorions ce classique de la comédie de Boulevard. Un monument. Leurs altesses impériales Micheline Boudet et Daniel Gélin cirant les souliers, lavant la vaisselle de M. Raymond Gérôme et de Mme Yvonne Clech, avec quelle modestie, quelle noblesse, quelle drôlerie ! Quelle classe ! Des aristocrates daignant se mettre au service de simples bourgeois. Un vulgaire camarade (Sacha Pitoëff, le seul dont l'accent russe ne se confonde pas avec celui de Toulouse) mouché par une authentique excellence. Le croiriez-vous ? La force des préjugés véhiculés par deux mille ans de beaux-arts et de belles-lettres est telle qu'on avait encore plaisir à voir cela au dernier soir de 1974. Un plaisir apitoyé, scandalisé et honteux.*

La soirée de la « une » s'est poursuivie plus simplement en compagnie de Nana Mouskouri, de Guy Béart, de Maxime Leforestier, de l'excellent Graeme Allwright, et de l'inévitable Serge Lama. Guitares et refrains. On s'attendait sur le coup de minuit aux congratulations d'usage, elles nous ont été épargnées. Heureuse discrétion. Sans doute s'agissait-il d'un show en boîte, destiné à remplacer in extremis *la veillée Henri Salvador. A quelque chose malheur est bon.*

CLAUDE SARRAUTE.

Au Mali

LE COLONEL TRAORÉ ANNONCE QUE LES DÉTENUS POLITIQUES SERONT LIBÉRÉS EN 1975

Bamako (*A.F.P.*). — Le colonel Moussa Traoré, chef de l'Etat, a annoncé, mardi soir, dans son message de vœux radiodiffusé, que les prisonniers politiques maliens seraient prochainement libérés. « *L'année 1975 doit consacrer définitivement la réconciliation nationale que le comité militaire de libération nationale n'a cessé de proclamer depuis la prise du pouvoir par l'armée* », a déclaré le président malien.

La libération des détenus se fera parallèlement à la mise en place, en 1975, d'une organisation politique au sein de laquelle s'élaboreront les grandes orientations de l'Etat.

Parmi les prisonniers, figure l'ancien président Modibo Keita renversé lors de la prise du pouvoir par les militaires, le 19 novembre 1968, et gardé en détention depuis cette date.

Le numéro du « Monde » daté 1er janvier 1975 a été tiré à 482 766 exemplaires.

A B C D F G H

● *Décès de la sœur de Jean Moulin.* — Mlle Laure Moulin, sœur de Jean Moulin, ancien président du Conseil national de la Résistance, est morte pendant la nuit du 31 décembre au 1er janvier à Montpellier, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

● *Une nouvelle greffe du cœur* a été pratiquée le 31 décembre par le professeur Barnard à l'hôpital de Groote Schuur (Afrique du Sud). La nouvelle greffe, la douzième à l'actif du professeur Barnard, a été réalisée selon le même procédé que celui utilisé pour la première fois le 24 novembre dernier. Un second cœur a été surajouté au cœur demeuré en place.

Pendant six mois

UN IRLANDAIS VA PRÉSIDER LE CONSEIL DES MINISTRES DU MARCHÉ COMMUN

L'Irlande assume, depuis le 1er janvier et pour six mois, la présidence du conseil des ministres de la Communauté européenne. C'est M. Garret Fitzgerald, ministre irlandais des affaires étrangères, qui conduira le conseil à travers ce qui pourrait être la phase finale de la discussion sur les conditions de la participation financière britannique au Marché commun.

La présidence irlandaise sera également marquée par la tenue à Dublin, en février ou mars, de la première des réunions européennes nouvelle formule décidées à Paris.

M. Fitzgerald a déclaré qu'il avait l'intention de faire porter son effort sur la solution des problèmes économiques de la Communauté. Il s'intéressera notamment à la préparation de la future conférence trilatérale des pays producteurs et consommateurs de pétrole. M. Fitzgerald s'est, en outre, engagé à amorcer une coopération plus étroite avec la commission exécutive de la C.E.E. Il a aussi fait savoir qu'il s'adresserait avec franchise au Parlement européen.

La présidence de la C.E.E. sera confiée à l'Italie en juillet prochain. C'est la France qui l'avait assumée durant la deuxième moitié de 1974.

LA C.G.C.T. FOURNIRA CENT VINGT MILLE LIGNES TÉLÉPHONIQUES A L'ALGÉRIE

La Compagnie générale de constructions téléphoniques — l'une des deux filiales françaises d'I.T.T., l'autre étant le Matériel téléphonique — sera l'un des principaux fournisseurs de centraux téléphoniques de l'Algérie. Le gouvernement de M. Boumediène est disposé à lui passer commande de cent vingt mille lignes téléphoniques pour les réseaux urbains auxquels s'ajouteront vraisemblablement des centres de transit pour l'équipement rural, représentant plusieurs dizaines de milliers de lignes supplémentaires.

Au total, la C.G.C.T. devra donc satisfaire près de la moitié des besoins prévus dans le programme algérien (cinq cent mille lignes environ dans un premier temps).

Deux autres sociétés se partageront le reste : le groupe suédois Ericsson et la filiale espagnole d'I.T.T., Sesa. Les commandes de matériel de transmission seront confiées à Fujitsu (Japon), qui se trouvait en concurrence avec CIT-Alcatel (du groupe C.G.E.).

Pour la C.G.C.T., ces perspectives de commandes, qui représentent un minimum de 120 millions de francs, tombent à point nommé. Elles devraient compenser la stagnation des commandes de l'administration française et permettre d'assurer un plan de charge normal dans ses usines.

MALGRÉ LA SUPPRESSION DE L'ABATTEMENT FAMILIAL

Les Allemands de l'Ouest paieront moins d'impôts cette année

La majorité des Allemands paieront moins d'impôts cette année. La réforme fiscale adoptée au début de l'été dernier par le Bundestag et le Bundesrat, après de laborieux compromis entre la coalition libérale-socialiste et l'opposition démocrate-chrétienne, et qui est entrée en vigueur le 1er janvier, se traduira par des allégements fiscaux pour tous les contribuables ayant un revenu imposable inférieur à 40 000 DM (environ 72 000 F) pour les célibataires, et a 80 000 DM pour les couples (1). Cette réforme, dont l'élément le plus marquant est la suppression de l'abattement familial, représente un allégement global de 14 milliards de DM (environ 25 milliards de francs).

De notre correspondant

Bonn. — Préparée depuis plus de cinq ans, annoncée officiellement par les partis de la coalition dès juin 1971, la réforme de l'impôt sur le revenu est devenue la pièce maîtresse de la politique intérieure du chancelier Schmidt, qui l'avait placée au centre de sa déclaration gouvernementale. Pas moins de quatre ministres des finances ont travaillé à sa préparation.

Des deux objectifs visés à l'origine par cette réforme — corriger les effets de l'inflation sur la progression de l'impôt, et introduire plus de justice fiscale, — seul le premier a été pleinement atteint. De 1968 à 1972, la masse salariale a été multipliée par deux en République fédérale, passant de 232,7 à 469,1 milliards de deutschemarks (1). Dans le même temps, les recettes de l'impôt sur le revenu ont plus que triplé, passant de 22,1 à 74 milliards de deutschemarks, dont 32 sont à mettre uniquement, selon certains experts, sur le compte de l'inflation. La réforme fiscale apporte un allégement global de 14 milliards de deutschemarks qui vient encore aggraver le déficit des budgets publics (plus de 55 milliards de deutschemarks en 1975 pour l'Etat fédéral, les Länder et les communes). Le compromis passé avec la démocratie chrétienne sur l'imposition des « dépenses exceptionnelles » a « coûté » à lui seul 1,5 milliard de deutschemarks au Trésor. Au cours de la discussion parlementaire, le chancelier Schmidt avait assuré qu'une perte de recettes fiscales supérieure à 11,5 milliards serait « insupportable ».

L'exonération de base passe de 1 680 deutschemarks par an à 3 000 pour les célibataires, et de 3 360 à 6 000 deutschemarks pour les couples. Le barème de l'impôt n'est progressif qu'au-dessus de 16 000 deutschemarks de revenu annuel pour un célibataire (au lieu de 8 000 précédemment) et de 32 000 deutschemarks pour un ménage (au lieu de 16 000). Mais au-dessous de ces seuils le taux de l'imposition proportionnelle passe de 19 à 22 %. Le taux maximum d'imposition (56 % au lieu de 54,6 précédemment) est atteint pour un revenu annuel d'environ 220 000 deutschemarks.

La déduction forfaitaire pour les salariés a été doublée (480 deutschemarks contre 240 auparavant). Jusqu'à un revenu imposable de 40 000 deutschemarks (80 000 pour les couples), la réforme de l'impôt sur le revenu se traduira en 1975 par des allégements fiscaux.

Un rafistolage ?

Les experts estiment cependant que le relèvement des tranches d'imposition, dont l'effet contrarie celui de la hausse nominale des salaires, n'aura que des conséquences temporaires. Si, en 1975, 40 % des contribuables vont se trouver dans la zone d'imposition proportionnelle (au-dessus de 16 000 marks de revenus pour un célibataire), les trois quarts passeront, dans deux ans, dans la zone d'imposition progressive. Si le gouvernement souhaite maintenir « *la justice fiscale* », il devra revoir les tranches dans les années qui viennent.

Ainsi, ce que M. Möller, ancien ministre social-démocrate des finances, avait qualifié non sans emphase d'« *œuvre valable pour un siècle* », devient, selon l'expression du président du syndicat des fonctionnaires des impôts, « *un rafistolage* ». L'opposition n'est pas étrangère à cette évolution. Le compromis forcé entre la coalition libérale socialiste et la démocratie chrétienne a profondément transformé la nature de la réforme fiscale. Seule, la suppression de l'abattement familial introduit une nouveauté fondamentale. Dans l'ancien système, les contribuables chargés de famille pouvaient déduire de leur revenu imposable une somme plafonnée proportionnelle au nombre d'enfants à charge. Ce système a été remplacé par la création d'allocations familiales pour tous. Les familles recevront désormais par mois 50 deutschemarks pour le premier enfant, 70 pour le deuxième, et 120 pour chaque enfant à partir du troisième.

Dans le même esprit, les libéraux et les sociaux démocrates voulaient réformer l'imposition des « *dépenses exceptionnelles* » (assurances vie, cotisations de retraites complémentaires, intérêt de l'épargne logement, etc.), ces dépenses étant d'autant plus élevées que le revenu augmente. Dans le système précédent, ces dépenses pouvaient être déduites du revenu imposable. La coalition gouvernementale proposait que les contribuables déduisent 22 % de ces dépenses de leurs impôts.

L'opposition chrétienne démocrate a catégoriquement refusé cette disposition et a imposé le maintien de l'ancien système qui contrariera l'effet de la progressivité de l'impôt. En effet, plus le revenu est élevé, plus la déduction des « dépenses exceptionnelles » diminue relativement la charge fiscale. La C.D.U.-C.S.U. a estimé que ce système correspondait à la logique de l'impôt progressif, et s'est opposée au « nivellement » défendu par le S.P.D. et le F.D.P. Les partis de la coalition voulaient moins frapper les bas revenus et moins favoriser, sinon plus imposer, les hauts revenus. Pour eux, la frontière entre les bas et les hauts revenus se situait autour de 3 000 deuteschemarks par mois. Après le compromis passé avec la démocratie chrétienne, la frontière est portée à 7 000 deutschemarks par mois.

DANIEL VERNET.

(1) Un deutchemark vaut environ 1,80 F.

Première journée de vente au public

Pas de ruée vers l'or aux États-Unis

La reprise du commerce de l'or aux Etats-Unis le 31 décembre, après quarante ans d'interdiction, n'a pas déclenché la ruée attendue.

Une intense activité avait pourtant régné mardi à 9 h. 45 à New-York à l'ouverture sur les principaux marchés à terme, notamment au Mercantile Exchange et au Commodity Exchange. Les transactions avaient même dû être interrompues devant l'amoncellement des ordres d'achat et de vente. Au Chicago Board of Trade, plus de six cents contrats avaient été conclus durant la première demi-heure.

Mais ce coup de feu passé, la fièvre est rapidement retombée. Bien qu'aucune statistique n'ait encore été fournie, il apparaît finalement que les engagements pris, essentiellement par des professionnels, dit-on, n'ont dans l'ensemble porté que sur d'assez faibles quantités de métal.

Les particuliers ne se sont pas non plus bousculés dans les boutiques : s'ils l'ont parfois fait, cela a surtout été à titre de curiosité. De l'avis général, et en particulier selon la firme Mandra Tordella and Brooke, le plus gros marchand new-yorkais de pièces, la forte baisse des cours en Europe, mais aussi les campagnes de dissuasion contre les achats d'or menées par les grandes banques américaines, ont découragé la clientèle.

6 % de baisse à Londres

A Londres, le prix de l'once d'or a baissé de près de 6 % en vingt-quatre heures, revenant de 198 dollars l'once, lundi, à 186,50 mardi en fin d'après-midi.

Il y a eu, au reste, durant la majeure partie de la journée, une étroite concordance entre les prix européens et ceux qui sont pratiqués outre-Atlantique. Les cotations affichées dans la matinée sur les différents marchés américains atteignaient généralement 190 dollars l'once pour les échéances, dites rapprochées (livraison à fin janvier). Mais, dans l'après-midi, les cours ont brusquement chuté pour retomber à 182,50 dollars, soit à un niveau inférieur de 4 dollars à celui du marché libre de Londres. Sur les positions plus éloignées, toutefois, ils ont été plus élevés et l'on a traité jusqu'à 210 dollars et au-delà pour les échéances à fin avril et à fin juillet.

Les responsables du Trésor américain se sont évidemment déclarés extrêmement satisfaits de la sagesse du public qui, selon eux, augure favorablement de l'avenir.

Si, dans l'ensemble, les Américains ont donc préféré adopter une prudente attitude de « wait and see », redoutant probablement un repli prolongé des cours en Europe, la plupart des observateurs s'accordent toutefois pour penser que cette première journée, tombant en pleine période de fêtes, n'a pas été concluante et qu'il faudra attendre lundi prochain, jour où le Trésor vendra 62 tonnes d'or prélevées sur les réserves de Fort-Knox, pour se prononcer. Le maire de New-York, M. Abraham Beame, n'a pas hésité pour autant à proclamer que sa ville serait bientôt la capitale mondiale de l'or.

● *Pas de revalorisation du DM.* — Le porte-parole du gouvernement fédéral allemand a démenti les bruits selon lesquels Bonn aurait l'intention de prendre des décisions d'ordre monétaire. C'est une réponse à M. Kloten, président du conseil économique des cinq « sages » qui avait indiqué en substance que Bonn était prêt à accepter une revalorisation du DM en 1975.

Aux États-Unis

2,5 MILLIONS DE DOLLARS POUR LES CHOMEURS

Le président Ford a signé, mardi 31 décembre, une loi autorisant une dépense de 2,5 milliards de dollars pour venir en aide aux personnes victimes de la récession économique. Cette dépense est valable pour l'année fiscale en cours, qui prend fin le 30 juin.

Sur cette somme, 2 milliards serviront à venir en aide aux chômeurs totaux ou partiels, et 500 millions de dollars seront utilisés pour créer des emplois pour cent mille personnes environ. Ce chiffre est à rapprocher des six millions de personnes (6,5 % de la population active) actuellement inscrites au chômage.

D'autre part, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Ronald Nessen, a annoncé que le président Ford avait définitivement renoncé à demander au Congrès de voter une surtaxe de 5 % sur l'impôt sur le revenu pour financer le programme d'aide aux chômeurs.